

2m11. 2628. 10

Université de Montréal

Les caféiculteurs mexicains face au néolibéralisme(1989-1995): de
l'interventionnisme d'État à l'autogestion "forcée".

par

Hélène Jean

Département d'anthropologie
Faculté des arts et des sciences

Mémoire présenté à la Faculté des études supérieures en vue de l'obtention
du grade de
Maître ès sciences(M.Sc.)
en anthropologie

août, 1997

© Hélène Jean



944 36 35 20

GN
4
U54
1998
V.024

Université de Montréal

Les calculs mexicains face au néolibéralisme (1983-1997) de
l'interventionnisme d'État à l'autogestion "forte"

par

Hélène Jean

Département d'anthropologie
Faculté des arts et des sciences

Mémoire présenté à la Faculté des études supérieures en vue de l'obtention
du grade de
Maîtrise en anthropologie (M.A.)
en anthropologie

juin 1997

© Hélène Jean



Université de Montréal
Faculté des études supérieures

Ce mémoire intitulé:

Les caféiculteurs mexicains face au néolibéralisme(1989-1995): de
l'interventionnisme d'État à l'autogestion "forcée"

présenté par:

Hélène Jean

a été évalué par un jury composé des personnes suivantes:



mémoire accepté le: 14.05.1998

Sommaire

En 1989, les caféiculteurs du monde subissent la pire crise de prix de l'histoire du café. La rupture des accords de l'OIC (Organisation Internationale du Café, organisation qui avait pour but de régulariser les quotas et les stocks de café sur le marché international) entraîne une chute de prix de 60% qui a eu pour effet de modifier considérablement le monde des caféiculteurs, et tout particulièrement celui des petits producteurs de café.

Au Mexique, 6ième producteur mondial de café, cette crise s'est doublée du démantèlement de l'INMECAFE (Institut Mexicain du Café). Depuis 1958, l'Institut jouait un rôle de premier ordre au niveau de la recherche, de l'assistance technique et aussi, dès 1974, du processus de production et de commercialisation des petits producteurs du secteur social (paysannerie).

Parallèlement, l'entrée au pouvoir de Carlos Salinas de Gortari (1988-1994) allait modifier considérablement le secteur rural mexicain par la mise en application du projet néolibéral (retrait de l'État, privatisation des terres, régulation par le marché, etc.) dans l'agriculture. Le secteur du café sera particulièrement affecté. En novembre 1989, on annonce le démantèlement de l'INMECAFE. Une des conséquences du démantèlement sera le transfert de l'infrastructure productive aux petits producteurs réorganisés, en catastrophe, en SSS "Sociétés de Solidarité Sociale", organisations leur permettant d'être reconnus comme sujets de crédit. Jadis petits producteurs presque totalement dépendants de l'État, les caféiculteurs doivent désormais se familiariser avec les rouages de l'économie mondiale et les cours du café à la bourse de New-York.

Dans ce mémoire de maîtrise nous désirons approfondir ce double processus de retrait de l'État du secteur caféier et d'organisation forcée des petits producteurs. Pour ce faire, après avoir analysé les conséquences générales de la disparition de l'INMECAFE, nous examinerons les processus sociaux enclenchés dans deux communautés autochtones du sud de Veracruz. Nous verrons comment les nouveaux espaces ont été investis très différemment par ces deux collectivités. Notre analyse fait ressortir, au-delà des conditions économiques communes, l'importance des facteurs organisationnels et idéologiques.

Table des matière

Identification du jury	i
Sommaire	ii
Liste des tableaux	vii
Liste des figures	viii
Liste des cartes	ix
Liste des sigles et abréviations	x
Remerciements	xi
Position du problème	1
Cadre théorique	2
Méthodologie	17

Chapitre 1. L'État, les paysans et la Réforme agraire au Mexique (1910-1996): De la Révolution au "Salinismo" 20

1.1 Le triomphe de la Révolution de 1910: La fin du régime porfiriste (1872-1910) et du système del'hacienda	20
1.2 L'article 27 de la constitution de 1917 et la création des ejidos: les fondements de l'idéologie révolutionnaire mexicain	22
1.3 L'arrivée de Cardenas au pouvoir (1934-1940): la mise en application de l'idéologie révolutionnaire	23
1.4 La modernisation de l'agriculture et la Révolution verte (1940-1970): "Néolatifundismo", polarisation de la paysannerie et Industrialisation	25
1.4.1 "Néolatifundismo"	25
1.4.2 L'industrialisation du Mexique et la nouvelle polarisation de la paysannerie	26
1.5 De la lutte pour la terre à la lutte pour la production (1970-1988): Les mouvements paysans, les politiques de la Banque mondiale, la fin de la Réforme agraire et la voie du néolibéralisme	27

1.5.1 Echeverria (1970-1976): les mouvements paysans et les politiques de la Banque mondiale	28
1.5.2 Lopez Portillo (1976-1982) et Miguel De la Madrid (1982-1988): la fin de la Réforme agraire et la voie du néolibéralisme	29
1.6 Le sexenat saliniste (1988-1994): Le virage néolibéral et la fin de l'idéologie révolutionnaire	31
1.6.1 L'Accord de Libre-Échange nord-américain	32

Chapitre 2. La caféiculture mexicaine: de l'interventionnisme au néolibéralisme

2.1 Panorama de la caféiculture mexicaine	40
2.1.1 La place du Mexique dans la caféiculture mondiale	40
2.1.2 Les producteurs: territoire et catégorisation	43
2.2 Politique caféière au Mexique: les oligopoles d'exportateurs, les réseaux d'intermédiaires et la création de l'INMECAFE	45
2.2.1 Les oligopoles caféiers et les réseaux d'intermédiaires	45
2.2.2 La création de l'INMECAFE en 1958: De la recherche à la commercialisation	47
2.2.3 Le paternalisme et le contrôle de l'INMECAFE (1982-1989)	48
2.3 La rupture des accords de l'OIC (1989): la libéralisation du secteur caféier	51
2.3.1 L'Accord International du café	51
2.3.2 La rupture des accords de l'OIC	53

Chapitre 3. Le transfert des installations de l'INMECAFE et l'autogestion forcée des petits producteurs du secteur social

3.1 La démantèlement de l'INMECAFE, la mise en place de la nouvelle structure juridique caféière et le transfert (1989-1991)	58
3.1.1 Le Pronasol et les petits producteurs du secteur social	60
3.2 La Société de Solidarité Sociale	62
3.3 Le rôle de l'Institut National Indigéniste dans les zones autochtones caféières	63
3.4 Les crédits et les fonds de garantie au lendemain de la disparition de l'INMECAFE: les banques privées et le FIDECAFE	64
3.5 Le transfert des installations de l'INMECAFE	66

Chapitre 4. Les organisations indépendantes: une solution_68

4.1 Les mouvements paysans et la caféiculture_____	68
4.1.1 La voie officielle (1938-1996)_____	70
4.1.2 Le mouvement indépendant (1974-1996)_____	71
4.2 Le mouvement des caféiculteurs pour la hausse des prix_____	73
4.3 Les ARIC caféières officielles_____	74
4.4 Unión de productores de Café de Veracruz: rompre avec les centrales syndicales officielles_____	77
4.5 La CNOC: convergence des organisations indépendantes_____	83

Chapitre 5. L'autogestion "forcée" des communautés popolucas du municipe de Tlalpan, Veracruz_____88

5.1 Géographie et localisation du municpe de Tlalpan_____	88
5.2 Ethnohistoire et occupation du territoire_____	89
5.3 Organisation socio-politique des popolucas de Tlalpan_____	92
5.4 L'Hacienda "Los Andes": l'introduction du café dans la Sierra____	96
5.5 Les producteurs popolucas et les réseaux d'acheteurs (1930-1976)_____	98
5.6 L'arrivée de l'INMECAFE dans la Sierra en 1976_____	102
5.7 Le transfert de l'infrastructure de l'INMECAFE_____	104
5.8 Une organisation, mais deux directions_____	106
5.9 Le Beneficio de San Francisco Tlalpan_____	110
5.10 Le Beneficio de Palmera_____	114
5.11 Les Beneficios de Tlalpan et de Palmera: deux visions de l'organisation_____	117
Conclusion générale_____	132
Références_____	135
Appendice photographique_____	i
Annexe_____	v

Liste des Tableaux

Tableau 1. Différence entre le prix du kilo de café cerise d'après le cours de la bourse et le prix payé par l'INMECAFE_____	50
Tableau 2. Les organisations caféières du centre de Veracruz_____	81
Tableau 3. La caféiculture dans le sud de Veracruz_____	89
Tableau 4. Les producteurs pauvres: moins de deux hectares_____	123
Tableau 5. Les producteurs moyens: entre 2 et 5 hectares_____	124
Tableau 6. Les producteurs aisés: entre 5 et 10 hectares_____	124

Liste des figures

Figure 1. Organigramme de la Sierra de Santa Rosa_____109

Figure 2. Structure caféière de la Sierra de Santa Rosa_____129

Liste des cartes

Carte 1. Le café au Mexique_____42

Carte 2. La Sierra de Santa Rosa_____91

Liste des sigles et abréviations

ARIC	Association Rurale d'Intérêt Collectif
BANCOMEXT	Banque de Commerce Extérieur
BANRURAL	Banque de Développement Rural
CIOAC	Centrale Indépendante Ouvrière Agricole Paysanne
CNC	Centrale Paysanne Nationale
CNOC	Coordination Nationale des Organisations Caféières
INI	Institut National Indigéniste
INMÉCAFÉ	Institut Mexicain du Café
PND	Plan National de Développement
PPS	Parti Populaire Socialiste
PRD	Parti Révolutionnaire Démocratique
PRI	Parti Révolutionnaire Institutionnel
PROCEDE	Programme de Certification des Droits Ejidaux et Titulation des Parcelles urbaines
PRONASOL	Programme National de Solidarité
SARH	Ministère de l'agriculture et des ressources hydrauliques
SEDESOL	Ministère du développement social
SSS	Sociétés de Solidarité Sociale
UEPC	Unités Économiques de Production et de Commercialisation
UPCV	Union des Producteurs de Café de Veracruz

Remerciements

Je tiens d'abord à remercier mon directeur de recherche, le Dr. Pierre Beaucage pour tout l'encouragement, le soutien, la grande disponibilité et les judicieux conseils qu'il m'a prodigués tout au long de la rédaction de ce mémoire.

Au Mexique, je remercie le Proyecto Sierra de Santa Marta qui m'a accueillie au sein de son équipe comme une des leurs, particulièrement la Dr. Luisa Paré qui m'a guidée dans mon apprentissage de la société mexicaine. Je remercie aussi le Dr. Alberto Olvera Rivera de l'Instituto de Investigaciones Histórico-Sociales, Universidad Veracruzana pour l'aide qu'il m'a offerte dans la recherche d'une bourse d'études. Mes remerciements vont aussi aux nombreuses personnes qui au Mexique m'ont soutenue de leur amitié tout au long de mon séjour là-bas, particulièrement: Bella Del Castillo Jiménez, Andreas Jordan, José Luis Blanco Rosas, Rafael Gutiérrez, Juan Carlos Hernández Blanco, Rita Reyes Angulo, Alejandro Hernández, Maria Elena Ramos, Fernando Ramírez, Gustavo Aviña Cerecer qui pendant un an formèrent pour moi une vraie famille.

Je tiens également à remercier les producteurs de café des communautés de la Sierra de Soteapan et à une communauté de producteurs Tzeltales du Chiapas dont la lutte quotidienne m'a guidée vers ce projet de recherche.

Merci à mes parents André Jean et María-Islena Venturoli pour leur support continu, de même qu'à ma soeur Karina, et à Peter Burns. Tous mes remerciements aux amis qui m'ont soutenue: Jean-Sébastien Hodgson et Maud Joubert pour leur encouragement et les services d'impression, Emmanuelle Lesage, Eve Thomas et Dominik De Juriew.

Le séjour au Mexique a été rendu possible grâce à la Bourse Québec-Mexique 1994 du Ministère de l'enseignement supérieur et de la science et à une bourse de terrain octroyée en 1995 par le Center of U.S.-Mexican Studies de l'Université de Californie, San Diego.

Position du problème

L'objectif général de ce mémoire consiste à étudier les causes et les conséquences de la crise du café au Mexique (1989-1995), et plus particulièrement son impact sur l'organisation des petits producteurs du secteur social (agriculture traditionnelle d'autosubsistance). Nous nous intéressons spécifiquement aux impacts des grands mouvements économiques mondiaux sur les petites économies paysannes, comme c'est le cas chez la majorité des producteurs de café du Mexique. La période que nous analyserons (1989-1995) correspond à deux moments clés de la nouvelle politique économique néolibérale mexicaine: 1) le sexennat du président Carlos Salinas de Gortari (1988-1994), et 2) la crise du café au Mexique (1989-1995). La période "saliniste" relève d'un grand intérêt pour l'analyse de la crise caféière sous sa forme mexicaine à cause des changements importants survenus dans le secteur rural sous le mandat de Salinas, particulièrement la réforme de l'article 27 de la constitution et le démantèlement de l'INMECAFÉ . Au niveau international, cette période correspond pour le Mexique à la rupture des accords de l'OIC (Organisation Internationale du Café) et à son entrée dans l'Accord de libre-échange nord-américain (ALENA), donc à la libéralisation des prix du secteur caféier. La crise du café au Mexique sera donc analysée à la lueur du virage néolibéral et de ses répercussions dans le secteur rural. Notre étude de cas se penche particulièrement sur la réorganisation de deux communautés de la Sierra de Tlalpan, Veracruz, qui dépendaient de l'INMECAFÉ entre 1976 et 1991. Chacune de ces communautés illustre un des types de réponses paysannes face au retrait de l'État dans le secteur caféicole: soit la prépondérance de l'organisation entre producteurs pour la vente du café (village de Palmera) ou une tendance à la vente individuelle à des acheteurs privés (village de San Antonio).

L'intérêt d'un tel mémoire repose sur l'actualité du sujet traité, c'est-à-dire la restructuration en profondeur des institutions agricoles et paysannes au Mexique et la transformation des relations entre l'État mexicain et les paysans. Aussi, le secteur caféier constitue un des meilleurs exemples de l'impact qu'ont eu la libéralisation des prix et le retrait de l'État mexicain sur les économies paysannes. Notre recherche se fonde principalement sur des entrevues que nous avons effectuées avec des spécialistes de la caféiculture, des agents des organismes gouvernementaux mexicains (INI, PRONASOL) et non gouvernementaux (ONG), des producteurs de café, des dirigeants paysans d'organisations indépendantes ou corporatistes, lors d'un

séjour prolongé sur le terrain (particulièrement dans la Sierra de Tlalpan, Veracruz) en 1994 et 1995. Nous avons également analysé les publications existantes sur le sujet et participé, au Veracruz, à des séminaires spécialisés sur la caféiculture.

Cadre Théorique

Le thème de la paysannerie mexicaine suscite à nouveau de nombreux débats politiques et sociaux.¹ Il compose également une bonne partie des recherches anthropologiques effectuées jusqu'à ce jour au Mexique. Le discours, inspiré du marxisme, qui a traité le thème de la paysannerie mexicaine a beaucoup changé depuis les dernières années, passant d'un dogmatisme théorique à l'intégration du discours paysan et de l'étude des mouvements sociaux dans une redéfinition des problématiques sur la paysannerie mexicaine. Entre autres, l'étude de la structure sociale des communautés s'est avérée primordiale dans l'analyse des rapports de production et d'exploitation articulés ou subordonnés au mode de production capitaliste et de la façon dont ces mêmes structures pourraient agir comme régulateur de la théorie capitaliste.

L'apogée du capitalisme sous sa forme néolibérale a relancé le débat sur la possible disparition de la paysannerie mexicaine au nom d'une "flexibilisation des travailleurs" (Bourdieu, 1996:4) prônée par la logique néolibérale. Ce qui veut dire concrètement pour la paysannerie se départir de ses terres et fournir la main d'oeuvre au nom des lois immuables capitalistes de productivité et de compétitivité sans aucune considération sociale ou communautaire. Bourdieu (1996:4) parle d'une "nouvelle foi" dans:

" l'inévitabilité historique basée sur la primauté des forces productives (et de la technique); c'est-à-dire une nouvelle forme d'économicisme qui a déjà agi, en

¹ En effet, depuis l'adoption du virage néolibéral, de la signature de l'ALENA et du soulèvement de l'Armée Zapatiste de Libération Nationale, la question paysanne est au coeur des grands débats nationaux.

d'autres temps, sous la bannière du marxisme, et qui est inhérente à une théorie économique fondée sur la rupture entre l'économique et le social et sur l'ignorance du fait que les mécanismes du marché sont tributaires des mécanismes sociaux arrachés dans la violence sociale."

La guerre à la paysannerie sociale mexicaine s'inscrit dans cette perspective qui met sur un piédestal les nouveaux mouvements économiques mondiaux au détriment de ces "mécanismes sociaux arrachés dans la violence sociale", ce qui au Mexique signifie une guerre constitutionnelle à la Réforme agraire et à l'article 27 constitutionnel gagnés lors de la Révolution de 1910.

Après avoir passé brièvement en revue le discours orthodoxe marxiste sur la paysannerie mexicaine, nous nous attarderons à l'apport des études néomarxistes, puis nous élaborerons de nouvelles perspectives pour aborder la crise que traverse actuellement la paysannerie sociale du secteur caféier. Nous croyons que l'analyse marxiste est une bonne démarche pour tenter de définir les nouveaux modèles paysans qui sont en train de se dessiner au Mexique. Nous croyons cependant, à l'instar de Bartra (1979) et de Beaucage (1982), que le marxisme a sous-estimé les mouvements et idéologies paysans et les acquis des révolutions sociales. Nous pensons aussi que ce sont ces acquis qui freinent la désintégration paysanne souhaitée par le capitalisme d'État mexicain.

Le discours sur la paysannerie mexicaine

a) Le discours marxiste orthodoxe: la voie "descampesinista"

On aurait pu croire d'après les courants théoriques marxistes véhiculés dans les années 70 que la paysannerie mexicaine était vouée à l'extinction (théorie de la disparition de la paysannerie), c'est ce qu'on a appelé la voie "descampesinista". Les tenants de cette approche avaient cependant de la paysannerie une définition bien hermétique. Pour eux, la paysannerie disparaissait dès qu'elle perdait son caractère strictement "autosuffisant". Une telle définition de la paysannerie ne reflétait en rien la réalité mexicaine surtout après cinq siècles de pénétration de l'économie de

marché dans les campagnes et la consolidation d'une petite paysannerie depuis la Révolution de 1910, petite paysannerie qu'on orientera justement vers la production de produits d'exportation. Dans cette tendance, la paysannerie n'était considérée que comme un mode de production pré-capitaliste. La paysannerie ainsi subordonnée au capital n'étant qu'une paysannerie en voie d'extinction. Dans un même type d'approche, plus nuancée, le paysan se transformait soit en petit bourgeois ou en prolétaire, dans lequel cas sa fonction était de mener la lutte prolétaire révolutionnaire convertissant ainsi la lutte paysanne pour la terre en une lutte salariale et syndicale au nom d'un dogmatisme théorique qui ne concevait la paysannerie qu'en termes de catégories figées. Les paysans étaient d'une part voués à l'extinction par l'assimilation au capitalisme au sein duquel ils ne correspondaient qu'à une phase transitoire (Sergio de la Peña 1979:54), et d'autre part relégués à la prolétarianisation qui leur donnerait une conscience de classe et les mènerait (d'après certains auteurs) à la révolution socialiste, la paysannerie n'étant qu'une étape intermédiaire à la prolétarianisation, comme le pensait Marx. Dans le courant orthodoxe, on retrouve bien évidemment de grandes nuances au niveau de l'utilisation des concepts et des approches. Afin de donner un aperçu des différentes tendances au sein du discours orthodoxe, nous donnerons quelques exemples. En ce qui a trait à la disparition de la paysannerie ou la voie "descampesinista", on peut situer Javier Guerrero (1979) et Sergio de la Peña (1979) qui considèrent la paysannerie comme une forme transitoire à la prolétarianisation. A ce sujet, Javier Guerrero(1979:14) avance:

"Karl Marx lui-même disait que le paysan produisant avec ses propres moyens de production se transformera graduellement en petit producteur capitaliste qui exploitera le travail des autres ou subira la perte de ses moyens de production et se convertira en un travailleur salarié."

Pour Sergio de la Peña (1979:54), même si selon lui on puisse parler d'une classe paysanne, celle-ci est vouée à l'assimilation des classes qu'on retrouve au sein du capitalisme. La paysannerie constitue pour lui une phase transitoire vers les catégories marxistes traditionnelles: soit la bourgeoisie ou le prolétariat. Il affirme donc:

"Ainsi, le paysan tend à disparaître comme classe corrélativement à l'élimination de la relation d'exploitation précapitaliste qui lui a donné naissance. Dans cette perspective, les paysans s'intègrent aux classes du capitalisme, c'est-à-dire, soit en exploités, s'ils progressent dans la lutte pour se transformer en entrepreneurs, soit en petite bourgeoisie s'ils se maintiennent en qualité de producteurs exploitant le travail familial, ou la majorité en exploités, lorsqu'ils perdent les terres et leurs droits de propriété."

Dans un même type d'approche, Roger Bartra (1982:64) a surtout défendu l'utilisation du concept de *mode de production marchand simple* pour expliquer l'articulation subordonnée de la paysannerie mexicaine au mode de production capitaliste. Salazar (1988:30) explique que pour Bartra, entre autres:

"le mode de production marchand simple est un mode de production secondaire, lequel est conséquemment subordonné à d'autres modes de production dans le processus historique".

En fait, Bartra s'avère être un des tenants de ce qu'on a appelé, chez les marxistes, la théorie de la dépendance. Pour lui, les paysans sont insérés dans un cycle complexe de double dépendance: dépendance d'un mode de production marchand simple au mode de production capitaliste et, par conséquent, dépendance d'une paysannerie appartenant elle-même à un pays dépendant face à l'impérialisme. Cette double dépendance intègre la paysannerie mexicaine dans une situation d'"accumulation primitive permanente"(ou perpétuelle transition au capitalisme) où le capital ne peut se reproduire qu'à travers des modes de production non capitalistes et n'atteint donc jamais le stade de "capitalisme avancé":

" la relation économique avec la métropole perpétue la situation de sous-développement, ce qui oblige les pays dépendants à se maintenir dans une situation que nous dénommons l'accumulation primitive permanente (...) nos pays restent dans cette situation, à laquelle il ne semble pas y avoir l'étape suivante: celle du capitalisme avancé (...) cette situation d'accumulation primitive permanente est un système duel en apparence seulement. En réalité, il s'agit d'une seule structure (...) au sein de laquelle, le secteur capitaliste et non capitaliste constituent deux modes de production qui forment conjointement une formation socioéconomique sous-capitaliste" (Roger Bartra, 1975:9)

Il ajoute:

"Les tendances intrinsèques du développement du secteur capitaliste - concentration de capital et de terres, mécanisation- amènent inévitablement l'érosion et la destruction de l'économie paysanne non capitaliste(...) A cause de cela, se déplacent de grandes masses de population, ce qui combiné au taux élevé d'accroissement démographique provoque l'existence d'une armée de réserve de main d'oeuvre en chômage, laquelle pourrait éventuellement se constituer en armée populaire révolutionnaire."

Roger Bartra considère ainsi la paysannerie mexicaine comme une forme "semi-capitaliste" se transformant en une "masse prolétarisée révolutionnaire". Dans cette perspective la paysannerie en elle-même semble dépourvue de toute dynamique propre, de tout rôle actif dans l'histoire.

Salazar (1988:33) avance que la théorie du mode de production marchand simple soutenue par Bartra implique que la paysannerie ait un rôle statique à jouer dans l'évolution du capitalisme:

" il ne faut pas oublier que la relation paysannerie-capital est une relation dynamique et variable qui résulte du caractère disrupteur du capitalisme comme mode de production dominant; et de plus, cette dynamique ne transforme pas seulement la relation même ou articulation mais elle transforme aussi le paysan comme sujet évoluant avec d'autres catégories qui font partie de la paysannerie, parce qu'il y a différents types de paysans, avec des relations différentes avec le capital (...) Tout cela implique l'inexistence d'un développement indépendant des paysans et du capital."

De la tradition marxiste orthodoxe sur la paysannerie, nous retenons donc deux éléments importants: 1) la vision de la paysannerie comme classe seulement en tant que classe potentiellement prolétaire, et 2) le peu d'importance accordée aux mouvements paysans en eux-mêmes et à l'étude des communautés, attitude qui témoigne d'une vision statique de la paysannerie mexicaine. Cette approche historique-génétique (Armando Bartra, 1979: 127) qui " s'attarde au processus de dissolution qui opère (sur la paysannerie traditionnelle) quand elle est soumise à un

mode de production différent de celui qui l'a fait naître constitue une voie sans issue.(...)" En effet, cette approche nie les revendications et les luttes paysannes qui témoignent de la vitalité de la paysannerie et qui prendront beaucoup d'ampleur dans les années 70. Elle considère également la paysannerie comme un tout homogène évacuant ainsi la question de l'indianité comme facteur important des relations d'exploitation spécifiques dans les campagnes. A cette dernière approche, Armando Bartra (1979:127) oppose donc une approche logico-structurelle qui sera la base du nouveau discours marxiste.

b) le discours "néomarxiste":la voie "campesinista"

L'ambiguïté et la rigidité des catégories marxistes orthodoxes et leur peu de contact avec la réalité suscite un débat vers la fin des années 70 où vont s'affronter les tenants des différentes visions, afin de voir comment résoudre l'impasse théorique au niveau de l'étude de la paysannerie mexicaine. De ce débat, se démarquera surtout Armando Bartra par un rejet de la classification marxiste orthodoxe. Bartra (1979: 107) avance que le débat sur la paysannerie tel que présenté est erroné, que ce soit au niveau de l'utilisation du concept de disparition de la paysannerie ou du caractère de classe prolétaire de celle-ci. Il avance qu'il faut se concentrer sur les mouvements paysans qui témoignent eux de la vitalité et des aspirations réelles de la paysannerie et non se limiter à des catégorisations stériles.

Principalement, il réfute la théorie de la disparition de la paysannerie au sein du capitalisme, de la théorie de la dépendance et de la lutte prolétaire comme seule lutte révolutionnaire authentique. A ce sujet, il avance:

" Au Mexique, l'avancement du mouvement paysan au cours des dernières années s'est produit parallèlement à des recherches marxistes sur la problématique agraire. Cependant, contre toute attente, il ne s'agit pas de deux processus complémentaires, mais bien divergents. La perspective et la méthodologie qui ont prédominé dans une grande partie des recherches marxistes ont été telles, que grâce à elles, non seulement nous ne comprenons pas mieux la problématique agraire, mais nous courrons le danger de la comprendre de moins en moins (...) Le problème qui se pose alors est de savoir comment développer un processus de recherche qui ait le mouvement paysan comme point de départ et comme objectif, condition nécessaire pour éviter que le processus théorique ne dérive vers des

spéculations métaphysiques abstraites alors que le mouvement réel se développe en marge de toute compréhension théorique." (Bartra, 1979:97-98)

Pour Armando Bartra, redéfinir la problématique agraire signifie reconnaître la paysannerie comme classe au sein du mode de production capitaliste dans lequel n'existent non pas d'autres modes de production subordonnés, mais bien des relations socio-économiques différentes ou atypiques. Les aspirations de la paysannerie sont hétérogènes bien que la lutte pour la terre soit la principale revendication associée à cette dernière. Les luttes paysannes ne se circonscrivent pas seulement à la terre. La lutte des petits et moyens producteurs pour de meilleurs prix de vente, la lutte des travailleurs agricoles pour une hausse des salaires, et la lutte de tous les opprimés des campagnes contre le despotisme, l'imposition et la répression des caciques pour imposer un certain degré de démocratie au niveau des communautés et des municipes sont autant de revendications qui permettent de parler des aspirations propres de la classe paysanne (Bartra, 1979:106).

Dans le même ordre d'idées, Pierre Beucage (1982: 133) adopte une approche marxiste qui se détache du mécanisme qui ramène tout à l'inexorable décomposition de la paysannerie et lui oppose l'importance des idéologies et des mouvements paysans. Dans ses études sur la Sierra Norte de Puebla, Beucage (1973a, 1973b, 1982) fait ressortir la complexité de la classe paysanne au sein de laquelle on peut différencier les paysans riches, les paysans moyens et les paysans pauvres, entre lesquels existe aussi une lutte de classe. Mais pour lui, la tendance à la décomposition de la paysannerie va bien au-delà des catégories orthodoxes (bourgeoisie, prolétariat), lesquelles supposeraient une paysannerie homogène, passive, et non-stratifiée économiquement ou culturellement. La pénétration du capitalisme tend non seulement à la prolétarianisation, mais aussi à l'acculturation des communautés paysannes autochtones. Cependant, Beucage *et al.* (1982:155) parlent d'une paysannerie qui devient "consciente" de ses intérêts (en opposition à l'idée d'une conscience de classe exclusivement prolétaire) et qui face à la décomposition qu'entraîne le capitalisme entame un processus de "repaysannisation", de retour à la terre dans une conjoncture de crise de l'emploi et des débouchés. La "décomposition" n'est donc pas un processus mécanique car l'étude des idéologies et des mouvements paysans permet d'identifier souvent la tendance inverse, c'est-à-dire, la "repaysannisation" ou la résistance. Beucage *et al.* (1982:132):

" La plupart tenteront de s'installer en "ville" mais les conditions qui y règnent en ramèneront plusieurs au village, où ils essaieront de "moyenner pour vivre" (...) La crise économique mondiale, qui réduit à l'extrême l'absorption de main-d'oeuvre dans le secteur industriel, semble renforcer ce mouvement de retour. La paysannerie qui (comme l'indianité) semblait vouée à l'extinction rapide sous le coup de boudoir de l'expansion capitaliste, subit durement la crise mais se maintient tant bien que mal."

Dans la pensée de A. Bartra et Beaucage, bien que la tendance du capitalisme soit la décomposition, les paysans s'inscrivent dans une dynamique complexe d'adaptation au capital et la solution qu'ils adoptent face à la tendance à la décomposition est loin de se limiter à la simple prolétarianisation.

Dans un même ordre d'idées, Luisa Paré qui a fait une étude approfondie du phénomène de prolétarianisation dans les campagnes mexicaines (1977), des structures de pouvoir chez les caféiculteurs de la Sierra Norte de Puebla (1975) et de la tendance du capitalisme à la décomposition de la paysannerie, s'est plus récemment tournée vers l'étude des mouvements paysans chez les producteurs de canne à sucre (1987) et de la politique agraire (Paré et al., 1988). A travers l'étude de l'organisation des producteurs de canne à sucre, elle aborde l'importance de l'organisation paysanne et du rôle politique joué par celle-ci au niveau de la coordination nationale des revendications et de la démocratisation des organisations officielles.

" C'est dans le phénomène politique que nous apparaît la principale issue d'un développement rural plus égalitaire et non dans les causes strictement technologiques comme le proposent plusieurs experts du développement rural" (Paré, 1987:10)

Au sujet de l'appropriation du processus productif qui constitue un objectif central des organisations des producteurs de canne, elle avance:

"l'industrie sucrière sortira de la crise dans laquelle elle se trouve encore seulement si les travailleurs et les producteurs agricoles interviennent directement pour s'assurer que les subventions ne soient pas accaparées par les entreprises nationales et multinationales mais par les classes populaires et qu'elle dirigent le

processus productif pour éviter les fraudes, les contrebandes de sucre, les détournements de fonds et une planification incorrecte de la "zafra" (...)" (Luisa Paré, 1987:289)

Dans le contexte plus général des mouvements paysans et dans un ouvrage collectif, elle aborde la différenciation entre le mouvement paysan "organisé" ou corporatiste et le mouvement paysan indépendant:

"Le dit mouvement indépendant qui d'une façon ininterrompue, bien qu'isolée, s'est développé depuis les années 20 se définit selon nous en opposition au mouvement officiel pour les raisons suivantes: a) par la préoccupation de développer une stratégie générale de développement agricole favorable à ses intérêts et l'unification des demandes dans un projet commun, projet alternatif au projet bourgeois, b) par la nécessité pour arriver à ces fins de se séparer de l'affiliation partisane (au PRI) de caractère corporatiste et de récupérer ainsi l'autonomie de l'organisation de classe" (Luisa Paré, Sarmiento, 1988:14)

A l'instar de Beucage et de Bartra, Luisa Paré donne donc à la paysannerie un caractère de classe, laquelle est pourvue d'aspirations propres l'opposant à la bourgeoisie et au prolétariat. A partir de cette dynamique propre, le mouvement paysan devient donc le point de départ des nouvelles études marxistes pour aborder le thème de la paysannerie.

L'oeuvre de Luisa Paré s'avère très intéressante pour étudier l'évolution des études sur la paysannerie mexicaine. D'une théorie marxiste à tendance orthodoxe, en passant par l'étude des structures de domination entre producteurs autochtones et accapareurs métis, jusqu'à l'étude des mouvements paysans et de la politique agraire, Luisa Paré se consacre actuellement au développement durable dans une région du sud de Veracruz connue sous le nom de la Sierra de Santa Rosa. Dans son projet, elle donne la priorité à l'organisation de groupes de promoteurs paysans qui définiront eux-mêmes les lignes de développement, donnant ainsi aux paysans la possibilité de réfléchir et d'agir au niveau communautaire contrairement aux politiques de développement verticales imposées jusqu'alors par l'État. L'oeuvre de Luisa Paré permet de voir l'évolution des priorités dans la recherche sur la paysannerie et la transformation du discours marxiste orthodoxe en une application dynamique des études sur la paysannerie.

Ainsi, pour ces derniers auteurs, bien que la tendance du capitalisme soit effectivement la décomposition de la paysannerie, il existe au sein-même de cette dernière des mécanismes de régulation qui sont à trouver dans les structures sociales des communautés, dans les mouvements et idéologies paysans, et dans la volonté des paysans d'assurer eux-mêmes le développement de leurs communautés et le contrôle de la production et de leurs organisations.

Nous apprécions l'effort de synthèse théorique fourni par Armando Bartra (1979, 1989), Pierre Beaucage (1973a, 1973b, 1981, 1984, 1994) et Luisa Paré (1975, 1977, 1987, 1988, 1993) qui ont réussi à redonner au débat sur la paysannerie mexicaine une orientation dynamique. Nous sommes également d'avis que la question doit se situer maintenant au niveau de l'étude des mouvements et organisations paysans, plutôt que sur les catégories reliées à cette paysannerie. Il s'agit de voir comment à travers les mouvements paysans ou les idéologies paysannes s'exerce une résistance face à la tendance à la prolétarianisation du capitalisme. C'est pourquoi nous consacrons un chapitre entier sur le mouvement des caféiculteurs, comme phénomène important dans le cadre d'une restructuration de la caféiculture et de ses aspects sociaux, politiques et économiques suite au retrait de l'État. S'attarder exclusivement aux conséquences économiques consisterait à nier l'importance que les paysans ont eu et vont avoir dans les processus de restructuration du secteur café dans une économie néolibérale.

A partir de cette clarification du débat sur la paysannerie mexicaine, nous sommes en mesure de prendre une position théorique quant à l'orientation de notre recherche. Nous voyons la paysannerie mexicaine comme intégrée et indissociable au mode de production capitaliste et n'existant qu'à travers lui. La paysannerie comporte un caractère de classe bien qu'elle soit non homogène, divisée en strates socio-économiques, en factions politiques et en tendances idéologiques divergentes. Les mouvements et idéologies paysans témoignent des aspirations inhérentes à la paysannerie et démontrent sa volonté de ne pas disparaître comme classe, mais bien de résister à la prolétarianisation suivant la logique du capitalisme; cette résistance s'expliquant et se démontrant de différentes manières suivant les différentes structures sociales et les rapports de production.

D'un autre côté, l'État mexicain vise à se débarrasser d'une paysannerie largement traditionnelle attachée à sa parcelle ainsi qu'à ses valeurs et formes d'organisation propres. Il inscrit son action dans une vision capitaliste où l'issue est la prolétarianisation. Le problème se pose donc, selon nous, entre deux projets politiques et économiques différents: celui d'un État qui prône l'élimination/transformation de la paysannerie selon les règles du capitalisme et celui d'une paysannerie qui tente de s'ajuster aux nouveaux modèles capitalistes.

Les pistes de recherche

Nous abordons donc la problématique de la paysannerie mexicaine des années 90 sous trois angles:

A) la transformation de l'État corporatiste mexicain en État néolibéral, ce qui amène une modification des relations État-paysans, b) les pressions nouvelles sur la paysannerie traditionnellement prise en charge par l'État et la nécessité de celle-ci de se réorganiser ou de se "recomposer" dans les nouvelles règles du capitalisme sans pour autant se désintégrer, c) les réponses paysannes à la fin de l'État corporatiste: l'organisation locale, régionale ou nationale paysanne. Cette organisation pouvant prendre deux formes : le retour aux anciens modèles (solution individualiste) et l'assimilation aux institutions étatiques avec une "autogestion minimale", ou la séparation totale d'avec l'État, l'organisation indépendante (solutions collectivistes).

A) La transformation de l'État révolutionnaire mexicain en État néolibéral: transformation des relations État-paysans.

Comme nous le démontrons au chapitre 1, la problématique paysanne actuelle s'inscrit dans une modification constitutionnelle des relations État-paysans. La " fin de l'idéologie révolutionnaire" s'institue comme la nouvelle arme du PRI (Parti Révolutionnaire Institutionnel, au pouvoir depuis 70 ans) face à la paysannerie traditionnelle. A la campagne, le PRI avait toujours tenté de concilier

idéologiquement les intérêts des deux classes opposées depuis la Révolution : la bourgeoisie agricole et industrielle et la classe paysanne qui avait participé activement à la Révolution : la première fut toujours favorisée au plan de la technologie et du crédit ce qui lui permit d'accumuler du capital, et la seconde reçut la terre sous forme d'ejidos mais se vit étroitement encadrée par des institutions corporatistes et paternalistes revendiquant l'idéal révolutionnaire. C'est ce que Sanderson (1981) a appelé le "populisme agraire" qui a débouché sur la constitution d'un "secteur social" majoritaire au sein de la paysannerie. Or, depuis le début des années 90, le PRI a rompu avec sa ligne populiste traditionnelle et s'est tourné vers la consolidation de l'agro-industrie abandonnant à leur sort les petits producteurs. Principalement, les privatisations survenues dans le secteur social et la modification à l'article 27 de la constitution (qui garantit l'inaliénabilité des terres) ont laissé la paysannerie désarticulée. Face à cette nouvelle orientation, la paysannerie doit tenter de se reconstituer et de s'appropriier les nouveaux espaces créés par cette "déstructuration" politique, économique et sociale.

B) L'élimination de la "paysannerie sociale" et la constitution d'une petite paysannerie autogérée.

La transformation du rôle de l'État face à une paysannerie traditionnellement encadrée par des institutions étatiques (Ministère de la réforme agraire, de l'agriculture, etc.) que ce soit au niveau de l'organisation syndicale ou plus récemment au niveau de l'organisation de la production pose différents problèmes: d'abord la recherche de crédits pour la production, ensuite l'organisation en dehors du cadre étatique, puis finalement la transformation et la commercialisation des produits (le café, dans notre cas). L'élimination de la paysannerie "sociale" vise à "libérer" pour l'agro-industrie la terre des ejidos et à supprimer un secteur qui produit pour lui-même et pour le marché, à diminuer les coûts de production en les transférant aux paysans, et à instaurer une paysannerie de type "petite entreprise" qui viserait à homogénéiser la paysannerie mexicaine.

c) L'organisation, l'identité et l'idéologie paysanne comme réponse à la restructuration et à la démocratisation des institutions d'État

Dans la caféiculture, comme dans d'autres secteurs agricoles, le démantèlement des institutions étatiques a deux impacts principaux: d'une part une

autogestion "forcée" de la paysannerie sociale par suite du transfert des installations productives de l'INMECAFÉ aux petits producteurs, et d'autre part un mouvement de démocratisation des institutions d'État et une autonomisation face aux intermédiaires traditionnels. Si on se réfère aux catégories utilisées par Luisa Paré (1988:14) au niveau des mouvements paysans, on retrouve donc d'une part un mouvement organisé à tendance corporatiste (pro-gouvernemental) et d'autre part un mouvement indépendant. Les facteurs conduisant à l'une ou l'autre de ces deux voies dépendent d'après Alberto Olvera et al. (1994) de la fragmentation des identités survenue dans la caféiculture suite à la restructuration du secteur caféier. Olvera (1994:7) a recours aux notions d'*habitus* et de *champs* utilisées par Bourdieu pour expliquer la situation. Les fractionnements s'expriment dans l'action des différents groupes, par exemple, dans leurs choix en ce qui a trait aux modalités de la vente du café. S'appuyant aussi sur la phénoménologie de Berger et Luckman (1968), il utilise le concept de *rôle* pour définir des "sous-univers symboliques" au sein desquels évoluent les producteurs.

" Dans les zones agraires, même dans les zones métisses et totalement pénétrées par l'économie de marché, comme celle qui nous occupe, il persiste des loyautés primordiales articulées à la famille étendue, des compromis dérivés du compérage ou du paternalisme (dépendance personnelle) et des loyautés religieuses, de même que des loyautés moins structurées et éventuelles associées à des faveurs politiques individuelles (bourses d'étude) ou collectives (travaux publics), à l'usage politique des programmes sociaux, à des compromis de groupes particuliers (éleveurs, ejidatarios, producteurs de canne), et aux accords factionnalistes, dont l'origine peut découler de n'importe lequel des facteurs précédents. "(Alberto Olvera et al., 1994:7)

Pour Olvera et al. (1994:8), la restructuration du secteur caféier et la coordination des nouvelles formes d'organisation dépendra du *rôle* qu'occupe chacun des *acteurs* (producteurs) dans les différents *champs*, que ce soit le champ de la " politique municipale, de la politique caféière, de la politique de Solidaridad, ou de la politique partisane". A ce sujet, il avance:

" La logique de chaque champ sera donnée d'après le type d'objectifs poursuivis. Dans tous les cas, il y a un morceau de pouvoir en jeu, mais les règles et le contenu varient. Dans chacun d'eux s'est institutionnalisée une série de pratiques et de codes de conduite et une forme de légitimation du résultat de

l'action. La participation dans chaque champ peut ne pas être volontaire, mais bien le résultat d'une ascription, comme le fait d'être producteur de canne ou ejidatario. Dans tous les cas, l'action ne présuppose pas l'égalité des acteurs, mais bien leur acceptation des règles du jeu.." (Alberto Olvera et al., 1994:8)

Dans le cas de la restructuration du secteur caféier, il y a particulièrement trois structures qui se chevauchent : les modèles traditionnels (dépendance face aux intermédiaires privés), les nouvelles institutions créées par l'État, et les nouvelles organisations à tendance démocratique. Le producteur quant à lui se trouve à la croisée de ces différentes structures tout en étant impliqué dans d'autres cercles qui orienteront son action. La question qui se pose est de savoir si cette restructuration s'organisera de la façon dont l'État le souhaite ou si elle s'orientera vers une démocratisation des anciennes institutions.

Ce sont là les trois thèmes d'importance que nous utiliserons pour analyser les transformations survenues dans la paysannerie sociale, principalement dans la caféiculture mexicaine.

Les concepts retenus

A la lueur du débat théorique et des pistes de recherche que nous avons développées, nous retenons le concept de "repaysannisation" élaboré par Beaucage (1982) ou de "refonctionnalisation" (Bartra, 1977) de la paysannerie dans le capitalisme à travers les mouvements et idéologies paysans. Cette "refonctionnalisation" de la paysannerie s'effectue, selon nous, à travers deux tendances dominantes: 1) la "refonctionnalisation traditionnelle", à travers les nouvelles institutions d'État et 2) la "refonctionnalisation" démocratique, à travers des mouvements d'opposition voulant se dissocier du corporatisme d'État. Cette "refonctionnalisation" traditionnelle ou démocratique démontre bien la capacité d'adaptation et l'hétérogénéité de la paysannerie mexicaine qui s'affirme ainsi comme classe: avec ses aspirations propres, ses luttes internes et ses divergences politiques et idéologiques. La première tendance s'inscrit en fait dans le maintien d'une tradition politique-corporatiste instituée par le PRI (au pouvoir depuis plus de 70 ans), laquelle peut se manifester par une allégeance inconditionnelle au PRI à travers sa centrale syndicale paysanne (CNC) laquelle cautionne la politique officielle de

modernisation radicale. Dans cette tendance, on retrouve aussi tout un système de pratiques politiques qui s'apparentent parfois à une corruption institutionnalisée par le PRI: services échangés contre votes politiques, chantages de la part des autorités locales et régionales sur les paysans, pots de vin, alliances politiques au niveau local, régional, etc. pour faire passer tel ou tel projet ou pour faire élire un tel, etc. L'autre tendance s'inscrit dans ce que nous appelons la "participation démocratique". Elle se définit comme une opposition à la politique corporatiste du PRI. Les mouvements indépendants des caféiculteurs (qui sont à différencier de l'"autogestion forcée") s'inscrivent dans cette "refonctionnalisation" de la paysannerie dans de nouveaux modèles qui visent à intégrer les producteurs au processus décisionnel quant à l'orientation de la production, de la transformation et de la commercialisation. Aussi, l'adhésion à l'une ou l'autre forme d'idéologie est tributaire des caractéristiques sociales, politiques et économiques particulières de chaque groupe ou organisation (c'est-à-dire, des avantages politiques économiques et sociaux que les producteurs trouveront). Il faut dire que cette tendance idéologique d'opposition s'insère dans une remise en question du PRI et de la politique mexicaine en général. Il s'agit donc d'un affrontement entre deux traditions politiques différentes.

Les hypothèses

Relativement à la théorie et aux pistes de recherche précédentes, nous sommes en mesure de formuler les 5 hypothèses qui suivent:

- 1) Les politiques néolibérales adoptées par le gouvernement de Carlos Salinas de Gortari en matière de café, principalement le démantèlement de l'INMECAFÉ , à l'intérieur d'une crise mondiale de la production de café expliquent les spécificités et la gravité de la crise caféière mexicaine sur l'organisation des petits producteurs du secteur social.
- 2) Les nouvelles institutions proposées ou imposées par l'État s'insèrent en fait dans la lignée du "néocorporatisme" et du clientélisme politique, malgré les énoncés officiels visant l'autonomie du secteur.
- 3) Le démantèlement soudain de l'INMECAFÉ et le transfert de ses installations aux petits producteurs ont permis à l'État de se défaire d'un secteur en crise en

transférant le fardeau économique aux petits producteurs inexpérimentés, ce qui a entravé dès le départ la viabilité économique des organisations naissantes.

4) Le désengagement de l'État a donné naissance à deux types d'organisations: a) la voie collective ou coopérative: les organisations indépendantes aspirant à une démocratisation des institutions d'État et b) la voie individuelle: les organisations s'insérant dans les nouveaux modèles paternalistes. Cependant, à un certain niveau, ces deux types d'organisation servent les orientations de l'État, dans le sens où elles assument désormais la production, la transformation et la commercialisation du produit en orientant la paysannerie vers une forme de "petite entreprise agricole".

5) La prédominance de l'un ou l'autre de ces deux types d'organisation (collective ou individuelle) dépendra non seulement des avantages économiques qu'elles procureront aux producteurs, mais aussi des facteurs idéologiques qu'il faut pouvoir identifier au niveau local.

Methodologie

La partie théorique et historique du mémoire repose sur des recherches bibliographiques exhaustives sur la paysannerie et la caféiculture effectuées au Mexique entre 1994 et 1995 au cours d'un séjour de dix-sept mois. Parmi les bibliothèques et institutions consultées, on peut compter, entre autres, la bibliothèque de la Escuela Nacional de Antropología e Historia, et celles de la Universidad Nacional Autónoma de México et de la Universidad Veracruzana, l'Institut National Indigéniste (Mexico, Veracruz et Acayucan), le Programme National de Solidarité pour les travailleurs agricoles. Elle repose également sur une partie de ma recherche de terrain dans le sud de Veracruz au cours de laquelle j'ai procédé à différentes entrevues formelles (enregistrées) ou informelles (notes) avec des dirigeants d'organisation paysannes, d'ONG, d'anciens représentants de l'INMECAFE, et d'agents d'institutions gouvernementales. À Xalapa, capitale de l'État de Veracruz, je me suis intégrée à un projet de développement durable composé d'une équipe multidisciplinaire de chercheurs (biologistes, sociologues, agronomes, anthropologues) qui travaillaient sur différents aspects du développement durable dans cette région du sud de Veracruz. Au sein de cette équipe, j'ai également suivi un séminaire sur la caféiculture et sur l'ethnométhodologie. Pour mon étude de cas dans la Sierra de Tlalpan et plus

particulièrement dans le village de San Antonio, j'ai effectué des entrevues avec différents acteurs régionaux et locaux de la caféiculture ou de la vie politique et sociale du village. J'ai également procédé à une enquête de terrain, "Encuesta a cafetaleros de San Antonio, Octubre 1995", auprès de 20 producteurs de café (voir Annexe). J'ai choisi les caféiculteurs au hasard, en tenant compte toutefois de la hiérarchie physique des lieux; les villageois se divisent eux-mêmes en strates politico-sociales quant à leur position géographique le long de la route principale du village. En marchant dans le village, j'ai donc pris soin de choisir en aussi grand nombre les gens du bas, du milieu et du haut du village. Tous ont accepté d'être interrogés. Pour le village de Palmera, j'ai fait des entrevues avec le responsable de l'organisation de café, de certains caféiculteurs, des travailleurs et des conseillers techniques du beneficio. La présence d'un autre anthropologue dans ce village a assuré une étude détaillée de l'organisation des caféiculteurs. Pour des raisons de sécurité, les noms des villages, des comtés et des caféiculteurs ont été changés.

Plan du mémoire

Afin de mettre en oeuvre cette analyse, nous nous proposons de diviser le travail en cinq chapitres qui aborderont la crise caféière en la situant dans une perspective historique et sociale. Premièrement nous nous attarderons aux relations entre l'État et les paysans, de la Révolution au "salinisme". Cette dernière période nous éclairera sur les nouvelles orientations agricoles mexicaines. C'est dans ce laps de temps (1988-1994) qu'on voit se dessiner un nouveau Mexique: traité de Libre-échange Nord-américain, privatisations, et réforme à l'article 27 constitutionnel. Il nous semble que la crise caféière mexicaine ne peut être analysée sans mettre en relief les transformations néolibérales nationales et mondiales de même que leurs répercussions socio-économiques et politiques dans le secteur agricole. Dans le deuxième chapitre, nous nous intéresserons à la problématique caféière mondiale et mexicaine pour évaluer l'impact des facteurs internes et externes pendant le sexennat de Salinas et plus particulièrement le processus de démantèlement de l'INMECAFÉ.

Dans le troisième chapitre, nous examinerons le transfert des installations productives de l'INMECAFÉ aux petits producteurs du secteur social, la mise en place des nouvelles structures juridiques et l'autogestion forcée de la paysannerie caféière traditionnelle. C'est cette nouvelle structure qui sera utilisée par une partie de la paysannerie, ce que nous nommons la "refonctionnalisation" officielle. Le

chapitre quatre fera un bilan du mouvement caféier indépendant dans l'État de Veracruz et des perspectives des nouvelles organisations indépendantes ("refonctionnalisation démocratique") et "forcées" en l'insérant dans le mouvement paysan national. Dans le cinquième chapitre nous étudierons le cas d'une organisation de producteurs Popolucas de la Sierra de Tlalpan (Veracruz) connue sous le nom de "Sociedad de Solidaridad Social Sierra de Santa Rosa". Ce cas particulier nous permettra d'analyser le processus d'autogestion forcée des producteurs du secteur social et les difficultés rencontrées par ces nouvelles figures associatives. Les principales techniques de terrain que nous avons utilisées à cette fin sont les entrevues, le questionnaire et l'observation participante.

Chapitre 1 L'État, les paysans et la Réforme agraire au Mexique (1910-1996): De la Révolution au "salinisme".

1.1. Le triomphe de la Révolution de 1910: La fin du régime porfiriste(1872-1910) et du système de l'hacienda.

La révolution de 1910 mit un terme à deux situations: d'abord à la dictature de Porfirio Díaz (1872-1910) et vingt ans plus tard au système de l'hacienda. Les lois de la Réforme promulguées par les libéraux en 1856 avaient aboli la propriété dite de "main morte", c'est à--dire les titres de l'Eglise, mais aussi ceux des communautés paysannes autochtones. Ce n'est qu'après deux décennies de guerre civile, d'invasion franco-autrichienne(1861-1867) et de stabilisation de la République que les lois seront appliquées à l'ensemble du territoire. Il en découla une concentration de terres sans précédent. En effet, le règne de Díaz privilégiait une riche classe de propriétaires composée d'hacendados, souvent étrangers (comme par exemple les Allemands dans les plantations caféières du Soconusco au Chiapas), encouragés à venir s'établir au Mexique par les lois de la Réforme. En effet, les lois de *colonisation* et des *terrenos baldíos* (terres vacantes) avaient favorisé la dépossession (à partir des réformes libérales de 1856) de la plupart des communautés autochtones de leurs terres ancestrales sur lesquelles elles jouissaient, depuis la colonie espagnole, d'un droit d'usufruit accordé par les gouvernements antérieurs (Massey et al., 1991). Cette dépossession permit la concentration de quantités énormes de terres aux mains d'une poignée de propriétaires, lesquels se servaient des autochtones expulsés comme de main d'oeuvre attachée à la terre à travers l'endettement forcé à la tienda de raja. Porfirio Díaz en privilégiant et consolidant la formation d'une classe bourgeoise contribua à l'expulsion de 97 % des ruraux de leurs terres et les condamna à la misère (idem). Parallèlement à ces conditions de servilité vécues par la majorité de la population rurale, se développait un nouveau Mexique depuis l'arrivée au pouvoir de Díaz en 1872. Le dictateur, dont l'idée était de moderniser le pays, selon les principes libéraux dominants, fondera la transformation de la société mexicaine sur le système de l'hacienda et instaurera ainsi les bases de la croissance économique mexicaine de l'époque porfiriste. En favorisant la création de grands *latifundios* par le biais de la dépossession des communautés autochtones, le régime pourvoyait les investisseurs privés nationaux et étrangers de terres exploitables à bas prix, de main d'oeuvre bon marché mais ne

contribuait pas au développement intégré du pays.¹ La politique économique porfirienne s'orientera en effet vers l'agriculture d'exportation et l'exploitation minière et laissera de côté le développement du marché interne. Il y avait peu d'emplois et de revenus pour les millions d'expropriés (Alarcon, Durand y Gonzalez:1991, 52). A l'aube de la révolution, les ouvriers des haciendas travaillaient de 12 à 14 heures par jour contre des coupons échangeables dans les magasins de l'hacienda, ce qui maintenait la dépendance personnelle qu'ils entretenaient avec l'hacendado (Alarcon, Durand y Gonzalez, 1991:52). Le bilan de la situation après 30 ans de dictature porfiriste comprenait la création d'une infrastructure moderne (chemin de fer) intégrant les diverses régions du pays et favorisant les contacts avec l'extérieur, mais il impliquait l'aliénation de millions de travailleurs ruraux et l'enrichissement de 1% de la population. En 1910, ces propriétaires représentant 1% de la population et installés sur leurs *latifundios* (grandes propriétés terriennes) contrôlaient 97% des terres arables (Paré, 1977:70). On estime également qu'il existait au Mexique à la même époque 13 000 villages "libres" comparativement à 57 000 villages enclavés dans les haciendas porfiristes (Gilly, 1988:64). La révolution de 1910 viendra non seulement mettre un terme à la dictature de Díaz, mais s'attaquera aussi au système de l'hacienda.

Même si la Révolution fut déclenchée par la revendication d'élections démocratiques, en 1910, après l'assassinat de Madero, elle se transformera en un mouvement composé de paysans sans terres et d'autochtones dépossédés sous le régime de Díaz et dirigés principalement par les leaders agraires Francisco Villa (dit Pancho Villa) qui venait du nord et Emiliano Zapata (centre-sud). Sous la direction de Zapata, les masses paysannes lutteront avec un slogan très évocateur: "*Tierra y libertad*" (terre et liberté). La plupart d'entre eux étaient peones sur des haciendas et ne jouissaient pratiquement d'aucun droit politique, social ou économique. En fait ils représentaient les démunis de la riche société bourgeoise établie par Porfirio Díaz.

Le mouvement révolutionnaire de 1910-1917 constitue une révolution paysanne nationale ayant comme objectif, non seulement la récupération des terres,

¹ L'enjeu des grandes réformes politiques, économiques et sociales du Mexique sera toujours empreint de ce dilemme: la collectivisation de la terre ou sa privatisation. La réforme à l'article 27 effectuée par Salinas en 1992 peut être comparée (en tenant compte de l'époque) à la loi des *terrenos baldios* de Porfirio Díaz, si on pense en terme de répercussions pour les communautés autochtones. C'est un scénario qui se répétera tout au long de l'histoire mexicaine.

mais aussi une réforme du système politique et social qui prévalait depuis la victoire libérale de 1856. Bien que la révolution en tant que telle n'éclate de façon générale qu'en 1910, des rébellions autochtones et paysannes éclateront dans différents coins du pays pendant toute la durée du système porfiriste pour s'opposer à l'injustice et la misère qui suivaient les expropriations. Entre autres, la rébellion des indiens Yaqui connue sous le nom de " Guerra del Yaqui" conduira par sa tenacité à une restitution d'une partie des terres autochtones en 1897 (Gutelman,1991:54), mais aussi à la déportation de milliers d'insurgés.

L'article 27 de la Constitution de 1917 inspiré du fameux Plan de Ayala élaboré par Zapata en 1911 promulgue la restitution des terres aux paysans et autochtones, lesquels avaient été dépossédés illégalement de leurs biens au profit des hacendados de l'époque porfirienne. La nouvelle loi décrètera que les communautés autochtones peuvent réclamer des terres des grands domaines. Cette loi de la Réforme Agraire permettra la répartition de millions d'hectares à ceux que l'on considérera maintenant comme paysans.

1.2 L'article 27 de la Constitution de 1917 et la création des ejidos: les fondements de l'idéologie révolutionnaire mexicaine

L'article 27 de la Constitution de 1917 institutionnalise la Réforme agraire et la Révolution comme base de la nouvelle société mexicaine. Cet article contient les gains de la lutte politique et sociale que les paysans ont menée depuis les débuts de la Révolution. On y stipule, entre autres, la restitution des terres aux villages dépossédés illégalement, la dotation de terres aux paysans qui en font la demande puis l'expropriation et la répartition des latifundios (Gutelman, 1991:75). Avec la Réforme Agraire on voit aussi être redéfinie et généralisée une vieille forme de propriété de la terre: l'ejido. L'ejido, symbole de la révolution de 1910, constitue une forme de possession communale de la terre basée sur le mode préhispanique de possession que le système colonial avait maintenu au profit des autochtones (Alarcón et al:1991) Au sens de la nouvelle loi agraire de 1917 et aussi pour les paysans, l'ejido représentera désormais la forme typique des terres redistribuées grâce à la Réforme agraire (Gutelman, 1991:125), il constitue un type de propriété inaliénable se transmettant seulement aux héritiers. La Réforme agraire révolutionnaire demeurera jusqu'en 1991 (du moins en théorie) un des principes

fondamentaux avec lesquels le PRI légitimera sa permanence au pouvoir et ses institutions corporatistes comme la CNC (central nacional campesina), la centrale syndicale paysanne nationale associée au PRI et fondée en 1938. Cependant, cet "idéal révolutionnaire" sera surtout utilisé pour contrôler les masses paysannes face à la bourgeoisie industrielle qui se développera après le régime de Cardenas au début des années 1940.

1.3 L'arrivée de Cardenas au pouvoir(1934-1940): la mise en application de l'idéologie révolutionnaire.

Avant l'arrivée de Cardenas au pouvoir en 1934, les années post-révolutionnaires se caractériseront surtout par la lenteur de la redistribution des terres et la continuité des luttes paysannes pour faire respecter la nouvelle loi agraire. En effet, les gouvernements successifs de Carranza (1916-1921), Obregón (1921-1924) et Calles (1924-1928) ne redistribueront qu'un total de 4 299 900 hectares (Rudel, 1983:16) comparativement à 17 891 577 hectares à 814 537 paysans sous le régime de Cardenas (Gutelman, 1991:109) favorisant ainsi le maintien de l'ancien système latifundiste et sa classe de grands propriétaires terriens. La permanence de *latifundios* et le peu de foi entretenue par les gouvernements post-révolutionnaires au sujet de la capacité productive des ejidos ne favorisera aucunement les changements sociaux attendus avec la venue de la Réforme agraire et confnera à nouveau les paysans à une situation de dépendance face aux grands propriétaires et à des droits politiques et sociaux qui demeuraient sans effet. La redistribution ne sera considérée que comme un acte légitimant les gouvernements au pouvoir et non pas envisagée comme une voie possible de développement agricole et économique du pays. Le problème majeur dans l'application de l'art. 27 consiste en deux visions différentes de l'issue de la révolution et de la réforme agraire. Ces deux visions (qui recouvrent beaucoup de différences internes) seront tout au long du 20 ième siècle au coeur du débat politique opposant le gouvernement, les grands propriétaires et les paysans: une vision qu'on peut appeler "agrарiste" qui prônait l'ejido comme forme d'exploitation agricole et la vision "capitaliste" ou *latifundista*. La première rassemblait les tenants d'une agriculture basée sur le tenure collective de la terre et la deuxième ceux qui prônaient l'agriculture de type entreprise privée (Hewitt, 1976:1). Selon les révolutionnaires "conservateurs" d'avant Cardenas les éléments qui développeraient l'économie mexicaine seraient l'entreprise privée, une intervention modérée de l'Etat au niveau

de la régulation économique et une limite à la réforme agraire (Hewitt,1976:2). L'arrivée de Cardenas au pouvoir transformera la vision de la Réforme agraire et du rôle des petits paysans dans le développement économique du pays prônant la première vision. Pour Cardenas, contrairement à ses prédécesseurs, l'ejido et la petite propriété (limitée à 150 hectares de terres irrigables ou à une terre assez grande pour faire paître 500 têtes de bétail, d'après l'article 27 constitutionnel de 1917) serait la base du développement agricole mexicain et une intervention directe de l'Etat s'avérerait nécessaire pour mener à bien la nouvelle tâche des paysans: produire non seulement pour eux, mais pour la nation. Les paysans auto-suffisants deviendraient petits producteurs. Dans ce but, la redistribution de terres et le morcellement des latifundios atteindra les plus hauts sommets depuis la révolution et le gouvernement de Cardenas l'accompagnera d'un vaste programme de justice sociale, d'aide technique et de crédit afin d'accélérer le développement du marché interne et installer les bases politiques et sociales du développement capitaliste. Différents dispositifs seront mis en oeuvre pour atteindre le développement économique du secteur rural afin de transformer les paysans d'auto-subsistance en petits producteurs agricoles. Entre autres, les budgets consacrés à l'éducation et au Bien-être social atteindront des sommets jamais égalés en proportion du budget total. La vision agrariste de Cardenas devait servir au développement du capitalisme, alors que pour les tenants de la grande exploitation l'agrarisme constituait un frein au développement en empêchant les exploitations d'agriculture intensive qui produiraient pour l'exportation et donc généreraient des devises. Mais pour Cardenas, l'aide aux ejidos allait permettre une spécialisation des paysans et donc le développement du marché de consommation interne. Comme le dit Luisa Paré:

"uno de los objetivos principales del capitalismo es la ampliacion del mercado interno, para lo cual no le sirve de nada un campesino absolutamente autosuficiente que produce todo lo que consume."(Paré, 1977:16) ²

Entre autres, la création de la Banque Ejidale en 1936 constitue un premier pas vers l'octroi de crédit pour les ejidatarios et l'augmentation des capacités productives de l'ejido. La moyenne d'hectares cultivables distribués sous Cardenas passera à 5,75 hectares comparativement à 3,6 avec les gouvernements antérieurs

² " Un des objectifs principaux du capitalisme est l'agrandissement du marché interne, pour lequel il n'a pas besoin d'une paysannerie autosuffisante qui produit tout ce qu'elle consomme." (Luisa Paré, El proletariado agrícola en México, México, Siglo XXI, 1977.)

(Gutelman, 1991:110). Cela demeure une moyenne bien faible, comparativement à la limite de la petite propriété privée qui est de 150 hectares. Cependant, pour Cardenas l'important pour la paix sociale du pays était le contentement des masses paysannes par la réalisation de la réforme agraire et l'expulsion des grands propriétaires. La petite taille des exploitations n'empêcherait pas le développement économique du pays et servirait à établir les bases du marché capitaliste. Comme le mentionne Cynthia Hewitt (1976:6):

" The State under Cardenas was transformed from passive administrator to active promotor of economic growth and social change."

Sous Cardenas, l'État reprend la possession du sol national par le biais de l'article 27, exproprie les grands latifundistes qui vont contre l'intérêt du capital national et redistribue des terres aux autochtones et paysans, utilisant la Réforme agraire comme première étape du capitalisme et du nationalisme mexicain, tout en répondant aux demandes des paysans quant à la redistribution de terres. Malgré la Réforme agraire, cette dualité (grandes exploitations et ejido) demeure présente tout au long du 20^{ème} siècle et ne sera rompue qu'avec Salinas de Gortari en 1991 lorsqu'il décidera d'entreprendre une réforme à l'article 27 constitutionnel faisant entrer la terre sur le marché capitaliste de la spéculation.

1.4 La modernisation de l'agriculture et la Révolution Verte (1940-1970): "Néolatifundismo", polarisation de la paysannerie et industrialisation

1.4.1 "Néolatifundismo"

Le départ de Cardenas en 1940 marque la fin de redistributions massives de bonnes terres agricoles. L'industrialisation du Mexique et l'application de la Révolution verte dans le secteur rural, révolution que Cynthia Hewitt (1976: xi) qualifie de "drame des 30 années de modernisation agricole" seront les deux stratégies mises en oeuvre pour imposer la vision capitaliste de l'agriculture. En effet, la modernisation du secteur rural visera une partie seulement des agriculteurs, soit les grandes exploitations agricoles commerciales qui produisent principalement du blé, des céréales fourragères et des fruits d'hiver pour la consommation sur les marchés nord-américains. Dans ce nouveau contexte d'agriculture intensive de

"type farmer", les petits ejidatarios issus de la Révolution, sans crédits et sans intrants modernes verront leurs terres s'épuiser et se verront à nouveau associés à cette idée d'improduction et d'agriculture anachronique, même s'ils ont fourni des denrées de base pour les villes mexicaines de 1940 à 1970.

Les gouvernements d'Avila Camacho (1941-1946), de Miguel Aleman (1946-1952) et de Ruiz Cortines (1952-1958) décideront entre autres d'augmenter la taille maximum de la petite propriété privée à 300 hectares dans les zones irriguables et à 5 000 dans les terres arides, provoquant ainsi les conditions nécessaires au maintien, voire à la création de nouveaux *latifundios* favorisant l'élevage bovin, mais surtout la concentration de terres consolidant ainsi l'ancienne bourgeoisie agraire (Gutelman, 1991:114). Sous Miguel Aleman, la superficie ejidale diminue à 44% des terres agricoles comparativement à 47 % sous le régime de Cardenas (idem). Les spécialistes de la question ont d'ailleurs appelé cette période la "contre-réforme agraire". Alors que sous Cardenas, les paysans s'approprièrent le sol, avec Aleman, la bourgeoisie nationale et les investisseurs étrangers prendront une place toujours plus grande dans l'orientation productive du pays en assurant la commercialisation, la transformation et l'exportation de produits comme le café, le coton et le sucre (idem).

1.4.2 L'industrialisation du Mexique et la nouvelle polarisation de la paysannerie.

La modernisation de l'agriculture au Mexique est connue sous le nom de Révolution verte. L'introduction de la Révolution verte qui débute dans les années 40 dans des secteurs-clés de l'agriculture (comme le blé dans l'État de Sonora) stimulera la polarisation de la paysannerie. D'un côté, l'État favorisera les producteurs agro-industriels qui bénéficieront de semences améliorées, d'insecticides, de fertilisants, de systèmes d'irrigation. Un institut de recherche, le CIMMYT (Centro de investigaciones sobre el mejoramiento del maíz y del trigo), fut créé par la Rockefeller Foundation et se consacra à l'amélioration des semences. Il y eut aussi la création en 1943 de Guanomex, un institut spécialisé dans la fabrication de fertilisants (Hewitt, 1976:xiv). De l'autre côté, la paysannerie "révolutionnaire", celle des ejidos qui produit des grains et des haricots pour la subsistance et pour le marché, ne bénéficiera pas des mêmes appuis et commencera son cycle de "décomposition". On y retrouve un nombre élevé de paysans sans terre

et de micro-propriétaires qui ne reçoivent que très peu d'aide de la part du gouvernement comparativement au secteur privé. Comme le signale Cyntia Hewitt citée par Flores Lúa et al. (1988: 29):

" Ainsi, seulement pour 1960, 0,5 % des propriétés agricoles contrôlaient 43,8 % de la valeur totale de la machinerie et 37,6% du capital total, alors qu'à l'extrême opposé, 50,3% des propriétés agricoles possédaient seulement 1,3% de la machinerie et 5,4% du capital total."

L'investissement du gouvernement fédéral sera complètement concentré dans l'industrialisation en investissant dans la construction de routes et dans la production d'électricité. La part du budget allouée à la santé publique et à l'éducation atteignait respectivement 4,8% et 12,7% au temps de Cardenas, mais elle diminuera à 3,6% et 8,4% dans le mandat suivant (Hewitt, 1976:9).

La période s'étalant de 1940-1970 peut donc se caractériser par un ralentissement de la réforme agraire, la polarisation de la paysannerie favorisant clairement l'agriculture de type "entreprise" au détriment des paysans du "secteur social". L'industrialisation du pays parallèlement à l'abandon d'une partie du secteur agricole favorisera un exode vers la ville des paysans sans terres ou travaillant des terres peu productives: ces paysans s'intégreront d'abord au prolétariat industriel en expansion, puis dès la fin des années 50 peupleront les bidonvilles lorsque l'industrialisation nécessitera moins de main-d'oeuvre.

1.5 De la lutte pour la terre à la lutte pour la production (1970-1988): Les mouvements paysans, les politiques de la Banque mondiale, la fin de la Réforme agraire et la voie du néolibéralisme.

Cette polarisation de l'agriculture sera un des facteurs principaux de la crise du secteur rural caractérisée, d'une part, par une insuffisance de la production de denrées de base en 1970 avec l'arrivée au pouvoir de Echeverría (1970-1976) et,

d'autre part, par la prolifération de mouvements paysans tout au long des années 70 pour l'obtention de terres après 30 années de contreréforme agraire et de misère rurale croissante. Il ne semble pas surprenant de voir que cette période correspond aussi à la fin de la réforme agraire sous López-Portillo (1976-1982). Ce sera le même président qui promulga la *Ley de fomento agropecuario* (prévoyant l'association de paysans avec des entrepreneurs privés) et le Système alimentaire mexicain (SAM) qui devait mettre un terme à la dépendance agricole du pays. En même temps que se poursuivait cette évolution de la situation agraire au Mexique, le discours de la Banque mondiale à Nairobi en 1973 réorientait le développement économique des pays du tiers monde vers la "satisfaction des besoins fondamentaux". Ces politiques nationales et internationales auront un grand rôle à jouer dans la réorganisation de la production du "secteur social" auquel on voudra étendre les bienfaits économiques de la Révolution verte. Nous nous pencherons plus en détail sur chacun des aspects de ce processus.

1.5.1 Echeverría (1970-1976): les mouvements paysans et les politiques de la Banque mondiale

Après 30 ans de corporatisme agraire le mécontentement des paysans se concrétise par la mobilisation paysanne en dehors de la centrale officielle, la CNC. Cette dernière est perçue par certains paysans comme vendue à la cause capitaliste.

C'est ainsi que pendant les années 70 les mobilisations paysannes s'étendent à la grandeur du pays comme en témoigne entre autres la lutte des producteurs de canne à sucre pour une restructuration de l'industrie sucrière et une démocratisation des institutions d'état (Paré, 1988:37). De nouvelles organisations paysannes verront ainsi le jour comme la CCI, la CIOAC et la UGOCM. Prises de terres, occupations de bureaux gouvernementaux, mais aussi répression paysanne et assassinats seront le lot de la décennie de la lutte pour la terre. Dans l'État de Guerrero, des paysans menés par Genaro Vazquez et Lucio Cabañas organiseront même une guerrilla mettant en péril la supposée paix sociale conclue depuis Cárdenas (Paré, 1988:39).

Le retour à la tendance agrariste sous Echeverría voulait premièrement désamorcer le mécontentement social qui atteignait alors son point culminant et ainsi éviter l'étendue des rébellions, le spectre de la révolution de 1910 planant toujours

au-dessus de la question agraire. Deuxièmement, ce renouveau du populisme agraire visait la modernisation de la paysannerie du secteur social afin de l'insérer dans les sphères de l'économie marchande suivant l'idée cardeniste de la rentabilisation des ejidos par le crédit, l'assistance technique et une stabilité politique et sociale, accompagnées par la redistribution de terres. On introduira, avec 30 ans de retard face aux producteurs de blé et de coton du nord, la révolution verte (1973) dans le secteur caféier. Pour pouvoir intégrer les petits producteurs, on formera des UEPC (unités économiques de production et de commercialisation) visant à faciliter la distribution de crédits de même que le contrôle de la production et de la commercialisation du produit par des institutions d'État:

" Au niveau économique, les premières mesures que prendrait le gouvernement de Luis Echeverría pour dynamiser la production agricole serait l'organisation d'ejidos collectifs, l'augmentation des prix de garantie qui stagnaient depuis plusieurs années et la création d'instituts visant à contrôler la présence d'intermédiaires privés, comme TABAMEX, INMECAFÉ et PROQUIVEMEX." (Flores et al., 1988:42)

La fin de l'autosuffisance alimentaire mexicaine et la dépendance accrue face aux importations de céréales de base sera pour beaucoup dans la réorganisation du secteur social mexicain sous la présidence de Echeverría. Cependant la dépendance de plus en plus accrue du Mexique envers les Etats-unis et sa dette extérieure croissante le feront également dépendant des politiques de la Banque Mondiale, organisme qui à partir des années 60 va orienter son aide économique vers les pays du sud. Cette réorientation économique expliquera en partie la fin de la Réforme agraire au Mexique et la voie néolibérale ouverte par De la Madrid en 1982.

1.5.2 Lopez-Portillo (1976-1982) et Miguel de la Madrid (1982-1988): La fin de la Réforme agraire et la voie du néolibéralisme.

Le sexennat de Lopez-Portillo suit les orientations des politiques de la Banque Mondiale et réalise deux de ses principaux objectifs: la fin de la réforme agraire et la réorientation de l'agriculture vers la récupération de l'autosuffisance alimentaire. En 1980, on avait importé plus de 12 millions de tonnes de céréales qui avaient nécessité l'investissement de 16,5% de l'argent du pétrole (Paré, 1988:44). La

création du SAM (Système Alimentaire Mexicain) en 1980 opposera encore les deux paysanneries; l'agro-industrielle et la traditionnelle. Alors que la première sera choisie pour mener à bien la récupération de l'autosuffisance alimentaire (tâche hautement subventionnée), l'autre se verra reléguée aux petites subventions à la production et à l'orientation productive du marché d'exportation comme le café. C'est sous Lopez-Portillo qu'on assiste donc au développement de l'interventionnisme étatique dans le secteur social pour contrôler et accroître la production. Afin de favoriser le marché d'exportation, le gouvernement de Lopez-Portillo encouragera la formation de nouvelles figures associatives, les ARIC, lesquelles permettaient pour la première fois une association productive entre les ejidos et le secteur privé et poursuivra l'extension de la Révolution verte aux campagnes.

Le sexennat de De la Madrid débute avec la pire crise financière de l'après-guerre. Les créanciers privés et publics profitent de la dette extérieure énorme du pays et contraignent le nouveau gouvernement à se plier aux nouvelles normes néolibérales (Beaucage, 1994: 9). Les paysans du secteur social devront tout à coup faire face à un recul brusque de la politique interventionniste de Echeverría . Concrètement cela correspond à une diminution des crédits et de l'assistance technique pour le secteur social de la paysannerie, la fixation d'un prix de garantie bien en deça des coûts de production (Flores et al., 1988:53) et une déresponsabilisation croissante de l'État envers les groupes dépendants des entreprises étatiques comme c'était le cas du café avec l'INMECAFÉ . Ce sera d'ailleurs la dernière fois que cette alternance entre agrarisme et productivisme aura lieu puisque c'est sous De la Madrid que Salinas, alors ministre des finances, établira les bases néolibérales de sa future politique. Il s'applique à respecter à la lettre les recommandations de la Banque mondiale et du FMI: établir un échéancier pour le retrait de l'État qui permette le libre jeu du marché à tous les niveaux. Dans le domaine agricole, il tente de donner la sécurité aux investisseurs privés en garantissant que la Réforme agraire ne nuirait pas à d'éventuels projets productifs dans les campagnes et il tente de mettre un terme à l'agriculture subventionnée. Ainsi, pour mener à terme ces objectifs et pour lutter contre la dette et la crise économique héritées du gouvernement précédent et de la baisse des prix du pétrole, Miguel De la Madrid

" applied the orthodox neo-liberal policies put forward by the IMF: the classic austerity package included reduction of government expenses, devaluation (to cut imports and boost exports) , "true prices" on the internal market." (Beaucage, 1994:9)

Pour l'aider dans cette direction, il met de l'avant le PIRE (Programa Inmediato de Reordenación Económica) et le PND (Plan Nacional de Desarrollo) qui visent principalement la restructuration du secteur social mexicain à travers le "développement rural intégral" qui combine production, organisation des producteurs (avec le secteur privé) et politiques sociales et met de côté le problème de la terre (Flores Lúa et al., 1988: 51). L'idéal révolutionnaire devenu essentiellement rhétorique cède complètement sa place à l'idéal productiviste. C'est cependant sous Salinas que ce processus entrera légalement en vigueur avec une réforme en profondeur de la constitution de 1917 et la signature de l'ALENA.

1.6 Le sexennat saliniste (1988-1994): Le projet néolibéral et la fin de l'idéologie révolutionnaire de la Réforme agraire.

L'alternance de tendances agraristes et latifundistes qui caractérisent les périodes décrites plus haut (1917 à 1988) demeure symptomatique des deux visions opposées depuis le triomphe de la Révolution au sujet de la privatisation de la terre en opposition au caractère social et inaliénable des ejidos. Tous les grands débats socio-politiques et économiques du Mexique depuis la révolution ont toujours un thème en commun: la terre. Cardenas avait compris dès 1934 que pour maintenir la paix sociale et instaurer un capitalisme national, les "idéaux de la révolution" devaient d'abord être maintenus et l'article 27 de la constitution de 1917 respecté. Bien que tout au long, on puisse dire que la classe des grands propriétaires fut toujours privilégiée par le système (reconstitution des latifundios, révolution verte, crédits, etc..), l'article 27 de la constitution enchassait toujours la révolution mexicaine paysanne et son idéal agrariste comme base fondamentale de l'ordre social et donnait l'assurance aux communautés autochtones et paysannes qu'il y aurait toujours de la terre à cultiver. Le slogan zapatiste pendant la révolution contrairement à ce que tous font dire à Zapata n'était pas seulement "Terre et liberté", mais bien "Réforme, liberté, justice et loi" (Gilly, 1994). Le slogan écourté

fera l'affaire de biens des gouvernements mexicains car il éludait en fait tout le message social de Zapata, de la terre oui, mais avec justice.

Le néolibéralisme incarnant la version classique du capitalisme (par rapport à ses variantes populistes ou social-démocrates), certaines constantes doivent être à nouveau réunies, mais de façon plus efficace: terre, main d'oeuvre et capital. Le gouvernement de Salinas, signataire de l'Accord de libre-échange nord-américain (qui suivit l'Accord de libre-échange entre le Canada et les États-Unis en 1989), fera donc tout pour pouvoir matérialiser la logique des nouvelles relations et des nouvelles conditions nécessaires à son entrée dans l'économie mondiale. Pour relancer les investissements privés, locaux et internationaux (qui se font encore attendre), il a voulu mettre les terres communales en circulation dans l'espoir d'activer l'industrialisation et la modernisation du Mexique. Le grand laissé pour compte est la population rurale qui n'a parfois comme solution de rechange que la prolétarianisation (immigration vers les zones de maquiladoras, ou dans la mégapole où elle s'additionnera au prolétariat urbain).

1.6.1 L'Accord de Libre-échange Nord-américain et ses conséquences

L'accord de Libre-échange Nord-américain constitue le point culminant de l'initiative pour les Amériques qui avait été lancée sous la présidence américaine de Georges Bush en 1990. En fait, pour le président américain, l'initiative pour les Amériques s'avérait plutôt une initiative pour aider les États-Unis à affronter les défis de la globalisation des marchés. Le Mexique avec 90 millions de consommateurs potentiels, des terres, ses réserves pétrolières considérables et sa main d'oeuvre bon marché serait l'allié des Américains dans cette lutte pour la productivité. L'ALÉNA devient effectif le 1er janvier 1994 et ouvre la plus grande zone de libre-échange du monde entre le Canada, le Mexique et les États-Unis. La signature de ce traité permit au gouvernement mexicain de justifier la poursuite de la politique de désengagement face au secteur social et la Réforme à l'article 27 constitutionnel. Ces deux mesures "anti-paysannerie traditionnelle" visent à mettre en place les quatre modernisations que Salinas veut apporter dans les campagnes (Mestries, 1992:41), à savoir: 1) celle de la tenure foncière, 2) celle des organismes étatiques de développement, 3) celle des organisations paysannes et 4) la mise en place d'un programme de dépenses sociales décentralisé envers les secteurs marginalisés(idem).

a) La réforme à l'article 27 constitutionnel

Incarnant dans la Constitution de 1917 les acquis des luttes agraires, l'article 27 est transformé en profondeur en 1991. Cet article garantissait d'une part la redistribution des terres (via le morcellement des grandes propriétés) illégalement acquises sous le règne de Porfirio Díaz, et d'autre part l'inaliénabilité des terres ejidales ainsi gagnées par les paysans lors de la Révolution. L'article 27 original stipulait les modalités de redistribution dans ses sections X à XIV inclusivement, sections correspondants aux fondements de la Réforme agraire. Ces sections seront abrogées en 1991. Le nouvel article 27 comporte entre autres 2 modifications majeures (Nueva Legislación agraria, Procuraduría agraria, 1993: 10), à savoir:

- 1- On déclare la fin de la Réforme agraire (fin de la distribution de terre aux sollicitants).
- 2- On permet l'association d'ejidatarios avec des sociétés privées.

Plusieurs motifs ont été avancés pour légitimer de tels changements dans la constitution mexicaine. Par exemple, la nouvelle Loi Agraire (qui découle des transformations apportées à l'article 27) stipule qu'on met fin à la répartition des terres pour "*garantir la sécurité dans la possession des terres, mettre un frein à la petite propriété et promouvoir l'investissement de capital.*" (Procuraduría Agraria, Procede, Cuernavaca, 1993). Comme nous l'avons vu tout au long de ce chapitre, les ejidos révolutionnaires ont toujours été considérés, par les tenants de la vision *latifundiste*, comme un frein à la productivité, même s'ils ont permis en fait de nourrir les villes comme les campagnes de 1940 à 1970. La réforme à l'article 27 ouvre donc, plus que toute autre chose, la porte à l'association entre les producteurs des ejidos et les entreprises nationales ou étrangères moyennant le vote de 3/4 des ejidatarios ou la dissolution pure et simple des ejidos par une décision de l'ensemble des membres.

A ce sujet, Gilly (1994:365) affirme que:

" Le grand pari contre l'article 27 est une nouveauté. C'est la négation du principe de la terre et de l'ejido comme patrimoine inaliénable de la nation, malgré tous les déguisements verbaux dont on l'afflube. C'est l'ouverture illimitée du marché de la terre. C'est la rupture de la garantie de l'alliance qui, au Mexique, soutient l'entreprise historique nationale codifiée dans la constitution de 1917 (...) Il s'agit de libérer l'ejido de la force de travail paysanne et de séparer nation, terre et paysans pour unir capital, terre et travail salarié sous l'égide incontestée du capital, dans les faits comme dans la loi"

Francis Mestries (1992:15) fait un bilan des six changements majeurs apportés par cette réforme: 1) la possibilité de se défaire du système ejidal avec l'accord d'une majorité de l'Assemblée, 2) la possibilité de fragmenter et de céder l'usage des terres communales à des tiers, 3) la possibilité de céder sa parcelle à un autre ejidatario sans problèmes juridiques majeurs, 4) la possibilité de louer sa parcelle, 5) la possibilité de s'associer avec des investisseurs privés en leur cédant l'usage des terres communales pour une période renouvelable de 30 ans et l'utilisation des terres comme garantie pour les prêts consentis par les banques privées, puis 6) la limitation des pouvoirs du Comissaire ejidal, lequel veillait à ce qu'il n'y ait pas de vente ou de location des terres sous l'ancienne loi.

Ces mesures donneront donc au secteur privé accès à des terres communales détenues depuis plus de 70 ans par les paysans mexicains et qui représentaient en 1990 un peu plus de la moitié des terres agricoles (55%). Du côté des *ejidatarios*, les craintes face à cette nouvelle législation sont nombreuses. Neil Harvey (1994:23) fait état de trois inquiétudes majeures relatives à cette nouvelle loi: 1) un possible retour à la concentration de la terre (latifundios), 2) l'association avec des investisseurs privés comporte le risque d'une saisie des terres ou d'une éventuelle perte des droits agraires (par exemple, l'hypothèque des parcelles comme garantie) et 3) la possibilité que les demandes de terres en suspend soient tout simplement rejetées.

En ce qui a trait à la possible concentration de terres, le nouvel article 27, bien que prohibant dans sa section XV la constitution ou la possession de latifundios (voir annexe), laisse encore la place à la concentration de plusieurs milliers d'hectares par un seul propriétaire. En effet, on peut lire ce qui suit à la section XV:

"(...) on considère comme petite propriété agricole celle qui n'excède pas, par individu, 100 hectares de terres irrigables (...), 150 hectares lorsque l'on utilise la terre pour cultiver le coton, (...) et 300 hectares quand les terres sont utilisées pour le café, le henequén, la palme, les olives, la vanille, le cacao, l'agave, le nopal et les arbres fruitiers. (...) On considère également comme petite propriété celle qui correspond à la superficie nécessaire pour faire paître 500 têtes de bétail. "

C'est à la section IV que l'on peut voir ces étendues multipliées par 25:

*"Les sociétés privées pourront être propriétaires de terrains rustiques, mais seulement dans une proportion nécessaire à l'accomplissement de leur projets (...) En aucun cas ces sociétés ne pourront être propriétaires de terres agricoles, d'élevage ou forestières qui soient supérieures à **25 fois** les limites signalées dans la section 15 de cet article."*

Ces transformations majeures (fin de la Réforme agraire et circulation des terres dans la sphère privée) n'ont pas été sans soulever l'indignation des communautés autochtones et paysannes. C'est, entre autres, une des raisons pour lesquelles s'insurgèrent les zapatistes lors du soulèvement du 1er janvier 1994, jour de l'entrée en vigueur de l'ALENA.

b) Privatisation et libéralisation

Parallèlement à la Réforme à l'Article 27, le gouvernement mexicain poursuit l'effort de "modernisation" de l'agriculture amorcé en 1982: démantèlement des institutions d'État, coupures dans les subventions à l'agriculture, encouragement aux investisseurs internationaux, etc. (Mata, 1992:42). Depuis le nouveau sexennat, on assiste à la privatisation de plus de 500 entreprises d'État (Paré, 1993:56). Seulement dans le secteur du tabac et du sucre, ce sont 21 institutions qui disparaîtront (Mata, 1992:40). Les usines sucrières seront vendues à de gros intérêts privés, faute d'une organisation assez forte chez les producteurs de canne. En 1989, ce sera au tour du secteur caféier de perdre l'INMÉCAFÉ. La privatisation permettra à l'État de se débarrasser d'installations de transformation de petite taille

opérant à perte depuis la chute des prix et devenues coûteuses dans un secteur classé comme improductif, celui des terres ejidales. Outre la privatisation, les impacts de cette libéralisation du secteur agricole se font sentir à plusieurs niveaux. Non seulement démantèle-t-on des institutions gouvernementales s'occupant de transformer et de commercialiser des produits comme la canne à sucre, le tabac et le café, mais on démantèle aussi toute la structure parallèle visant à développer le secteur rural: diminution ou élimination de l'aide technique, de la recherche et du développement (cas du café et du sucre), élimination des prix de garantie (sauf pour le maïs), etc. (Mata, 1992:43). Cette restructuration accélérée de l'agriculture depuis la fin des années 80 a contribué à augmenter la misère des campagnes mexicaines. Le gouvernement Salinas a trouvé une réponse à court terme pour masquer le problème de cette modernisation: le PRONASOL (Programme National de Solidarité)

c) La mise en place du PRONASOL

Le PRONASOL (Programme national de solidarité), élaboré dès 1987 pour la campagne de Salinas, fut le cheval de bataille des *salinistas* et rallia plusieurs intellectuels de gauche au "compromis néolibéral". Le PRONASOL, largement financé par la vente des entreprises publiques, se définissait comme une super machine de lutte contre la pauvreté, mais a constitué en fait un vaste programme de distribution de "crédits pour la production" et de "subventions au développement" destiné moins à la croissance économique du pays qu'à la stabilisation politique de milieux jugés explosifs comme la paysannerie et les bidonvilles. Il a d'abord servi à masquer les impacts des privatisations dans le secteur social, pour ensuite servir de machine politique d'où l'expression de "pronavotes" utilisée par les médias lors des élections de 1994 dans lesquelles certaines couches les plus défavorisées de la société ont curieusement réélu le PRI. Toute cette démarche était en fait liée à la nécessité de légitimer un régime issu d'une fraude électorale.

Concrètement, le PRONASOL affirme concentrer principalement son action dans les zones autochtones (7 millions de personnes en 1990) qui forment le secteur le plus démuné, bien qu'il s'occupe aussi des paysans non-autochtones et des quartiers populaires (INI, *Programa Nacional de Desarrollo de los pueblos indígenas 1991-1994*). Cependant en 1990, seulement 5% du budget des 900 millions de dollars du Pronasol étaient alloués à ce secteur (Dresser, 1992:51, cité

par Beaucage, 1994:14). De ce même montant, 57,1% étaient utilisés pour des programmes de bien-être social, 18,4 % pour les travaux publics et 24,5 % pour des projets productifs (idem). L'argent du PRONASOL servant surtout à gérer la misère mexicaine. Les Comités de solidarité créés par ce programme sont chargés d'administrer l'argent offert par le PRONASOL aux communautés, villages et *colonias* (quartiers populaires). On incite donc les "bénéficiaires" du PRONASOL à continuer une route, réparer l'école, installer l'eau potable, etc. L'État verse une partie de l'argent nécessaire aux projets, et le reste est fourni par la communauté, c'est-à-dire le temps, le travail, parfois le matériel. En fait il s'agit pour l'État de régler certains problèmes locaux à peu de frais sans trouver de véritables solutions au problème de la pauvreté, de masquer les impacts de la privatisation et d'entretenir le populisme mexicain. C'est ainsi que dans l'État de Puebla, on peut voir des routes sans issues flanquées de la pancarte "*Unidos para progresar*" (unis pour progresser), car les fonds du Pronasol ne durent que le temps d'une campagne électorale. L'impact global du désengagement de l'État en agriculture, des privatisations dans le secteur et de l'ALENA peuvent se résumer en un chiffre (récemment fourni dans un communiqué du Ministère de l'agriculture): de 1991 à 1996, deux millions et demi d'hectares ont été soustraits à la production agricole, cependant que le déficit céréalier du pays atteignait 13 millions de tonnes.

Conclusion

La libéralisation du secteur agricole a constitué un volet secondaire, mais non négligeable du programme général de libéralisation d'une économie jusqu'alors caractérisée par l'interventionnisme d'État. Son examen permet de comprendre le processus de décomposition de la paysannerie sociale (non pas au sens d'extinction de la paysannerie ni de sa prolétarianisation au sens classique, mais bien dans le cadre d'une transformation des relations État-paysans): on vise sa "réorganisation" au sein même de la nouvelle économie néolibérale pour répondre au défi posé par la

mondialisation des économies. Les réponses à ce projet ont pris, au Mexique, plusieurs formes au courant des années 90: de l'appropriation du processus productif par le biais des organisations paysannes indépendantes face au retrait de l'État à la rébellion armée zapatiste de 1994. Nous avons tenté dans ce chapitre de démontrer l'évolution de la situation agraire au Mexique afin d'établir les bases de discussion en ce qui a trait à la période nous intéressant: la crise caféière mexicaine de 1989. La crise caféière mexicaine et le démantèlement de l'INMECAFÉ en 1989 sont tributaires de l'évolution de la situation agraire au Mexique et de la victoire de la vision capitaliste sur la vision agrariste de la paysannerie. Dans le chapitre suivant nous analyserons le cas concret de la libéralisation du secteur caféier.

Chapitre 2. La caféiculture mexicaine: de l'interventionnisme au néolibéralisme.

Dans ce chapitre, nous procéderons d'abord à une présentation de l'économie caféière en insistant sur l'importance d'un produit comme le café pour le Mexique et pour une bonne partie de la paysannerie traditionnelle. D'autre part, nous verrons comment cette importance s'est traduite en dépendance face à un seul produit et aux variations de l'offre et de la demande sur le marché mondial. L'intervention de l'État fut motivée par le désir d'accroître les exportations. Ce fut surtout le cas à partir de 1973 à travers l'octroi au secteur social de ce qu'on a appelé le "paquet technologique" de la révolution verte, telle qu'elle s'est appliquée au secteur caféier après 1974.

Les petits producteurs de café du secteur social constituent un bon exemple du processus de polarisation de la paysannerie mexicaine décrit au chapitre précédent. D'abord dépendants des relations d'exploitation avec les producteurs du secteur privé (nous y reviendrons au chapitre 3.), les producteurs voient se succéder sur une période de quinze ans, l'interventionnisme incarné par (1974), la diminution de son action en 1989, son démantèlement en 1991 et le transfert vers eux des responsabilités gouvernementales. Le démantèlement de l'INMECAFÉ constitue le point culminant de cette modification des relations État-paysans en ce qui a trait à la production caféière. Ce démantèlement est symptomatique des nouvelles règles du jeu établies par les accords économiques internationaux comme l'ALENA et la rupture des accords internationaux sur les quotas de café en 1989. De plus, même si le Mexique est évidemment le seul producteur des trois pays de l'ALENA, il n'a pas demandé d'accès privilégié au marché canado-américain, acceptant de subir la concurrence de tous les pays producteurs de café. Dans ce contexte de libéralisation de l'économie (justifié par la nécessité d'augmenter la productivité pour faire concurrence aux autres producteurs dans le cadre d'une économie de libre-marché), la majorité des unités de production traditionnelles sont considérées perdantes en raison de l'inefficacité productive qu'on leur attribue. Cette prétendue inefficacité

est attribuée au Mexique à la petite taille des exploitations caféières (73,1 % des producteurs possèdent moins de 2 hectares) (Hernandez, 1991:18), à la possession éjidale (terres inaliénables) des terres par une partie de la paysannerie du "secteur social", et à l'existence d'une production destinée à la consommation domestique (maïs, haricot) (idem). Ainsi, malgré l'importante quantité de travail qu'elle absorbe, l'exploitation des caféières constitue une activité complémentaire pour le paysan, car elle n'utilise que peu d'intrants commerciaux (engrais, pesticides). Les petits producteurs de café qui dans leur majorité sont ejidatarios ou minifundistes et dépendants des structures étatiques, surtout depuis 1974, sont donc directement visés par le démantèlement de l'INMECAFÉ et la Réforme à l'article 27 de la constitution. On espère que les plus aptes s'ajusteront et que les autres "libéreront" leurs terres pour permettre une nouvelle concentration des terres qui augmenterait l'efficacité productive.

Ces changements d'ordre structurel obligeront les paysans à s'ajuster aux nouvelles conditions productives, soit par l'appropriation du processus productif et l'autogestion, possible en raison du transfert des ressources, soit par un retour aux réseaux d'intermédiaires prévalant avant l'intervention de l'État, ce qui signifie un bond d'environ 30 ans en arrière.

2.1. Panorama de la caféiculture mexicaine

2.1.1 La place du Mexique au niveau mondial

Le Mexique occupe aujourd'hui la sixième place au niveau de la production mondiale avec un total de 5 millions de sacs de 60 kg/ par année et une exportation de 3 millions de sacs, ce qui le place derrière le Brésil (15,9 millions de sacs exportés), la Colombie, la Côte d'Ivoire, l'Indonésie et le Guatemala (Tulet et al, 1994:231). Le Mexique s'impose comme troisième producteur en Amérique latine, son café constituant 6,4 % des exportations totales de cette région du globe; il suit cependant de loin le Brésil (25%) et la Colombie, pour qui le café représente 22,9 des exportations totales de l'Amérique latine (idem). Son rendement de 12,6 q/h en fait un producteur peu intensif comparativement à 40 q/h au Costa Rica (Garcia Garcia, 1993:34) qui n'est que le 8ième producteur mondial. Sa production de café

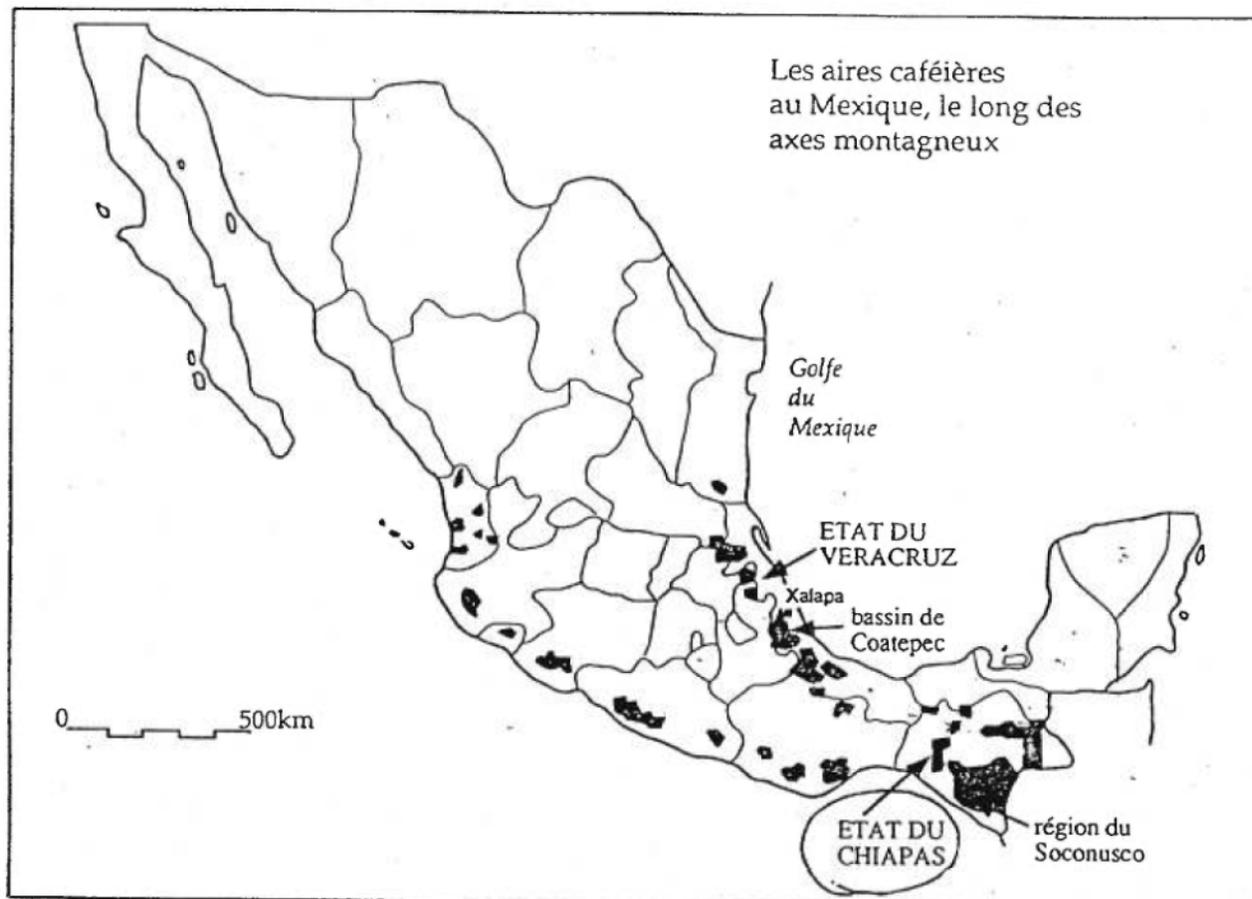
"*prima lavado*" le place parmi les producteurs de "*otros suaves*", cafés de type *arabica* réputés pour leur qualité d'exportation, supérieure à celle du "*Arabica No Lavado*" produit au Brésil et moins cher que les "*Suaves Colombianos*" (Renard, 1992:130), réputés les meilleurs au monde. Le Mexique a obtenu des gains de 600 millions de dollars au niveau de l'exportation de café pour le cycle 1988-1989 (Perez Arce, 1989:169). Quatrième produit d'exportation pour le pays, le café représente cependant le premier produit générateur de devises dans le secteur agricole et y constitue 16% du total des exportations vers les Etats-Unis, pays qui achète 90% du café mexicain depuis 1989 (Renard, 1992:129). En fait, selon Escamilla Prado (1993:16), le café a constitué en moyenne 34% de la valeur totale des exportations agricoles au cours des 20 dernières années culminant avec un total record de 49,4% en 1986, année des prix records. Au niveau social, l'importance de la caféiculture se révèle principalement à travers les 3 millions de personnes dépendant directement du café: 282 593 producteurs, 800 000 journaliers et leurs famille (Conseil mexicain du café, janvier 1995:1).¹ La place privilégiée qu'occupe le café dans l'économie nationale n'assure cependant pas à la majorité qui le produit des conditions socio-économiques qu'on puisse considérer favorables. Au contraire, le café est généralement associé à des économies autochtones à faible productivité, de zones dites "marginalisées" dépendantes du crédit (public et surtout privé) tandis que le réseau de commercialisation accapare l'essentiel de la valeur produite (Nolasco, 1992: 82-106). En raison des conditions géographiques de la production caféière (zones accidentées, difficile d'accès) et de la dispersion des unités de production, les intermédiaires font encore la loi dans les campagnes caféières payant bien en deça du prix national sans que les paysans n'aient leur mot à dire. Cette situation prévalait surtout avant 1976, année de l'implication de l'INMECAFÉ dans la commercialisation du produit, et s'est imposée à nouveau dans les années 90, après sa dissolution.

¹ Les chiffres varient d'un auteur à l'autre et en général on retrouve le chiffre de 190 000 producteurs (Tulet, 1994: 232; Hoffmann et Sallée, 1993: 9; Hernandez, 1991: 18) qui s'appuient sur des données de l'INMECAFÉ de 1989. Ce chiffre correspond cependant aux producteurs qui dépendaient officiellement de l'INMECAFÉ et ne compte pas ceux qui évoluaient dans les réseaux d'achat privé, ni les fils de producteurs qui n'étaient pas inscrits dans les listes. Le chiffre de 282 593 nous semble correspondre plus à la réalité.

Carte 1.

Le café au Mexique

(zones de production le long des axes montagneux)



Source: Hoffman O, B. Sallée, 1993: Géodoc, No. 39: 5

2.1.2 Les producteurs: territoire et catégorisation

Le café est produit dans 12 États du pays, principalement les États du Chiapas, de Veracruz, d'Oaxaca, de Puebla, de Guerrero, d'Hidalgo et de San Luis Potosí (Conseil mexicain du café, janvier 1995). Les États de Veracruz et du Chiapas contiennent à eux deux 44% des producteurs (dont 66% des grands producteurs de plus de 50 hectares) et 47 % des superficies plantées au pays (sur une superficie totale de 560 000 hectares) ce qui leur donne 70 % de la production totale (Hoffmann et Sallée, 1993:2).

Hoffmann et Sallée (1993:1) ont procédé à une catégorisation des différents "bassins" caféiers existant au Mexique, compte tenu des différences notables entre les producteurs au niveau des conditions climatiques, géographiques et productives. Le bassin "ouest" (qui englobe les États de Nayarit, Michoacan, Colima, Guerrero et Oaxaca) se caractérise par la faible extension des zones caféières et par une production de type artisanal où les producteurs transforment eux-mêmes le café cerise en café parche (on a enlevé la première pelure du café en le faisant sécher au soleil) (idem).

Le bassin "est" situé sur les versants de la Sierra Madre regroupe les États de Puebla, Hidalgo, San Luis Potosí et Veracruz. Les producteurs de ce bassin s'articulent autour de centres urbains axés sur la commercialisation du café. Il y a, depuis le siècle passé, une longue expérience de production caféière dirigée principalement par des groupes d'exportateurs et des agro-industriels. C'est une structure très organisée, comme dans l'État de Veracruz, lequel dirigera pendant longtemps les politiques caféières mexicaines à travers le monopole des exportations (Hoffmann et Sallée, 1993:1).

Le "bassin sud" comprend le Chiapas dont le modèle caféier s'apparente aux plantations d'Amérique centrale (Hoffmann et Sallée, 1993:1). C'est un État où la caféiculture a été introduite par des Allemands exploitant des caféières au Guatemala. On y retrouve donc de grandes plantations très modernes, utilisant de la main d'oeuvre autochtone et de petites parcelles paysannes. La polarisation énorme entre les producteurs est reliée aux grands latifundios qui ont persisté après la Réforme agraire.

Cette polarisation de la paysannerie dans la caféiculture mexicaine se traduit d'une part par une majorité de producteurs possédant moins de deux hectares de terre (71,3%)² et produisant 25,6% de la production totale, et 20,6% de producteurs possédant entre 2 et 5 hectares. Luisa Paré (1991:50) indique que ces 91,9% de producteurs possédant moins de cinq hectares peuvent être considérés comme des producteurs de "subsistance". D'autre part, 1,6% des producteurs possèdent entre 10 et 20 hectares alors que les 0,4% de producteurs à "grande échelle" produisent 27% du café mexicain, et contrôlent aussi la majorité de l'infrastructure de transformation et de commercialisation du pays (Hernandez, 1991:19).

Hernandez (1991:18) divise quant à lui les producteurs de café en quatre catégories: les producteurs "marginalisés" (ils possèdent moins de deux hectares de café), les producteurs de "subsistance" (ils cultivent entre deux et 10 hectares), les producteurs "aisés" (ils cultivent entre 20 et 50 hectares) et les producteurs à "grande échelle" qui possèdent 100 hectares et plus.

Si cette dernière catégorisation permet de rendre compte de la polarisation au niveau national, il n'en est pas de même pour l'étude de la polarisation au sein des villages paysans. Il ne faut pas passer sous silence la catégorie qu'Hernandez qualifie de producteurs "de subsistance" lesquels constituent les paysans "moyens" et "aisés" des villages au sein de la petite paysannerie. C'est ainsi que nous utilisons plutôt au niveau des villages, les catégories de paysans pauvres (moins de deux hectares), paysans moyens (entre deux et cinq hectares), paysans aisés (entre 5 et 10 hectares) et petits entrepreneurs (10 hectares et plus). Ces distinctions permettent de rendre compte de la hiérarchisation qui découlera de la possession des caféières et jouera un rôle primordial dans la vie socio-politique des communautés.

² Ce pourcentage s'applique aux producteurs officiellement enregistrés par l'INMECAFÉ, (190 000 figurant dans les statistiques de 1989).

2.2 Politique caféière au Mexique: Les oligopoles de producteurs, les réseaux d'intermédiaires et la création de l'INMECAFÉ

2.2.1 Les oligopoles caféiers et les réseaux d'intermédiaires

Le panorama de la politique caféière mexicaine a beaucoup évolué depuis le début du siècle, particulièrement en ce qui a trait au monopole qu'exerçaient certains groupes de grands producteurs dans la région de Xalapa (Veracruz) et du Soconusco (Chiapas) depuis 1880 jusque dans les années 30 (voir à ce sujet Renard, 1993: 12-19 et Moriaux-Sallée, 1993: 81-95). Profitant d'une politique libérale qui encouragerait la colonisation des "terres vierges" et l'agro-exportation, ils introduisirent les plantations et la technologie et firent la "loi" dans le secteur caféier pendant toute la première moitié du 20 ième siècle. Ce sont ces groupes de producteurs-exportateurs qui contrôlaient pratiquement toute l'exportation de café produit au Mexique. Ils ont l'avantage d'une technologie importée d'Allemagne et d'Angleterre, comme les grands producteurs du Chiapas et de Veracruz. Grands propriétaires terriens, riches investisseurs allemands ou nationaux, ils produisent directement le café avec de la main d'oeuvre amérindienne, puis progressivement (à mesure que cette culture se répand chez les paysans), ils établissent des réseaux de "coyotes" (intermédiaires) qui achetaient le café des paysans à bas prix. Les petites plantations paysannes se développèrent après la Révolution (1910-1917) avec la redistribution des terres et le morcellement des grandes haciendas. La réforme agraire n'empêche cependant pas des conditions d'extrême inégalité de persister, non plus au niveau du contrôle de la terre, mais bien du crédit et du marché. En plus d'exercer une influence sur la détermination des prix, les gros intérêts caféiers contribueront à mettre sur pied la caféiculture mexicaine en impulsant l'idée des quotas d'exportation pour freiner l'énorme concurrence avec d'autres pays producteurs, surtout le Brésil et la Colombie. Ils contribuent, entre autres, à la création du Bureau Panaméricain du Café en 1936 et du Comité Interaméricain du Café en 1940 (Garcia Garcia, 1993.:33). Ces groupes d'intérêt sont les bases historiques du développement parallèle du secteur caféier privé et social impliquant des relations complexes de dépendance et d'exploitation.

Nolasco (1992:87) identifie quatre type d'acheteurs au niveau national, à savoir: les accapareurs locaux et régionaux, les propriétaires des installations

productives (beneficios "humides" et "secs")¹, les torréfacteurs et commerçants/exportateurs nationaux puis finalement depuis 1976, l'État à travers l'INMECAFÉ. Il faut aussi rajouter les transnationales comme Nabob, General Food, etc. qui ont des filiales dans les pays producteurs. Les quatre acheteurs nationaux ont en commun le financement des petits producteurs à travers le crédit à la production et à la consommation et la revente du café acheté aux petits producteurs. Le crédit offert est donc soit privé dans le cas des intermédiaires ou étatique dans le cas de l'INMECAFÉ. La décision des petits producteurs en ce qui a trait au type d'acheteur dépendaient de plusieurs facteurs. Avant l'arrivée de l'INMECAFÉ, ces facteurs se résumaient à la dépendance face aux marchés locaux et régionaux liée aux conditions d'éloignement des grands centres et au monopole de certains accapareurs.

L'État jouait un rôle restreint dans la caféiculture jusqu'aux années 50 laissant la régulation et le contrôle du marché aux mains du secteur privé. Ce n'est qu'à partir de 1949 que se crée un institut national consacré à la caféiculture, à savoir la Commission Nationale du Café fondée par décret en octobre 1949 (Salazar, 1988: 99). L'objectif de la commission était d'améliorer la productivité caféière par le biais de la recherche sur les engrais, les variétés hybrides de café, les fertilisants et le contrôle des maladies.

¹ On appelle communément au Mexique beneficios humides et secs, les décortiqueuses et autres installations servant à la transformation du grain de café. Les "beneficios" humides sont les installations où on procède à la première transformation du café. A l'aide d'une décortiqueuse on enlève la première pelure recouvrant le grain puis on le fait fermenter pendant 24 heures. On lave ensuite le café dans des bassins et on procède au séchage des grains. Cette opération est la plus délicate car elle détermine la qualité du café obtenu, elle requiert un personnel qualifié tant pour l'administration des installations que pour la réalisation des opérations. Le café obtenu par cette première transformation est le "café parche". Les UEPC ont reçu des beneficios humides lors du retrait de l'INMECAFÉ. Les beneficios secs servent à enlever la dernière pelure du café, c'est une opération moins complexe qui nécessite moins de coûts et qui permet d'obtenir le "café or" ou café d'exportation. Ces installations sont généralement propriétés d'exportateurs.

2.2.2 La création de l'INMECAFÉ en 1958: de la recherche à la commercialisation

En 1958, la Commission Nationale du Café prend le nom d'Institut Mexicain du Café (INMECAFÉ). L'Institut maintient ses activités de recherche tout en élaborant un plan de réorganisation interne du secteur. Cette réorganisation vise d'une part à augmenter la présence de l'État dans la chaîne productive, principalement la transformation et la commercialisation du café, et d'autre part à mettre fin au cartel des acheteurs du secteur privé. Cette réorganisation s'insère dans l'objectif général de création de l'INMECAFÉ:

" défendre et améliorer la production, la transformation et la commercialisation du café mexicain autant à l'intérieur du pays qu'à l'extérieur."
(Salazar, 1988:100)

Face au poids du secteur capitaliste, l'INMECAFÉ demeura cependant en marge pendant quinze ans, se contentant d'effectuer certaines recherches concernant l'amélioration des plants.

Ce n'est qu'en 1973, sous le régime populiste de Echeverria, que les petits producteurs du secteur social pourront ressentir cette réorganisation de la production avec l'arrivée de l'INMECAFÉ dans la transformation et la commercialisation du grain. L'arrivée de ce nouvel acteur dans les réseaux d'achat va modifier considérablement les relations traditionnelles d'exploitation existant depuis le début du siècle et amener les progrès de la "révolution verte" dans le secteur social de la caféiculture.

L'INMECAFÉ procédera à la réorganisation de la production de plusieurs façons: d'abord en coordonnant une nouvelle institution BEMEX (Beneficios Mexicanos) dont l'objectif était de régulariser les prix des producteurs en s'assurant ainsi une place dans la transformation du grain à travers l'installation de *beneficios* "humides" et "secs" (décortiqueuses) dans les campagnes, faisant concurrence aux *beneficios* privés. Pour canaliser crédits, engrais et nouvelles "variétés à haut

rendement", on organisa des dizaines de milliers de producteurs paysans en UEPC comptant chacune quelques dizaines de paysans dans une communauté (idem). L'INMECAFÉ se transforme donc à la fois en acheteur, créancier et exportateur envers les UEPC qu'il vient de créer. Il faut noter que ces dernières ne jouissaient d'aucune personnalité juridique, donc demeuraient sans possibilité d'entreprendre des démarches commerciales ou de crédit en dehors de l'INMECAFÉ.

A prime à bord, les avantages de cette réorganisation seront nombreux pour les petits producteurs. D'abord l'arrivée de l'INMECAFÉ dans la commercialisation déplacera les acheteurs traditionnels et permettra la fixation d'un prix minimum (Renard, 1993:17), ce qui ne se faisait pas avec les acheteurs traditionnels qui payaient avec un écart allant jusqu'à 60 % selon les producteurs. Comme le prix mondial était lui-même en hausse à la fin des années 70 on assiste donc à une augmentation des revenus des producteurs et à une alternative de commercialisation du produit. Sous la présidence de López-Portillo (1976-1982), l'État consacra une part des nouveaux revenus pétroliers à la modernisation du secteur agricole. Les programmes d'amélioration de la caféiculture proposés aux UEPC vers la fin des années 70 contribueront également à une amélioration du revenu des petits producteurs grâce à une augmentation de la production, à une assistance technique constante dans les campagnes et à des centres d'approvisionnement de l'INMECAFÉ (où les paysans vont livrer au fur et à mesure leur récolte de café) qui s'échelonne principalement sur quatre mois, d'octobre à janvier, remboursant ainsi le système de crédit d'avance sur récolte" mis sur pied par l'INMECAFÉ). La réorganisation est à ce point efficace qu'en 2 ans les UEPC atteignent 79,5% des producteurs (Garcia Garcia, 1993:32) et elles sont au nombre de 3200 en 1989 regroupant 158 000 producteurs. Cependant, ce modèle paternaliste sera progressivement écarté après 1982 par Miguel de la Madrid qui voit d'un mauvais oeil ces structures corporatistes et la politique interventionniste dans une économie qui entame son virage néolibéral dans un contexte de crise financière. L'INMECAFÉ sera maintenu mais l'encadrement technique sera réduit, ainsi que les facilités de crédit jusqu'en 1991.

2.2.3 Le paternalisme et le contrôle de l'INMECAFÉ (1974-1989).

Bureaucratisation, corruption, décisions verticales, dépendance financière ne font que transformer l'INMECAFÉ en un "super-coyote d'État" qui définit les conditions du marché pour les coyotes privés (intermédiaires acheteurs privés), tout

en leur conservant la moitié du marché (Hoffman, 1992: 528). La tutelle de l'État sur le secteur caféier paysan le maintient en deuxième place face aux producteurs privés et le rend totalement dépendant des décisions de l'Institut. L'accès au marché "quota" (où s'applique le prix de garantie déterminé par l'Organisation Internationale du Café) sera toujours réservé en priorité aux exportateurs privés. Parallèlement à cette dépendance économique et administrative, s'est développé à travers les UEPC de l'INMECAFÉ un néocorporatisme agricole inféodant au PRI des groupes de petits producteurs, reproduisant d'une certaine manière (mais au niveau commercial) le modèle des ejidos intégrés par la CNC. Les producteurs affiliés aux UEPC recevaient automatiquement une carte de membre de la *Unión Nacional De Productores de Café de la CNC* (syndicat du PRI), ce qui limitait toute possibilité d'organisation indépendante. L'État pouvait ainsi mobiliser la production de café d'une part en fournissant les crédits nécessaires à la production à travers des groupes n'ayant aucune possibilité de crédit en dehors du crédit étatique, et d'autre part en insérant les paysans dans des syndicats officiels visant à s'assurer le vote de cette clientèle captive. Différentes stratégies sont mises en branle pour garder les paysans dans ces syndicats officiels: chantage de la part des autorités municipales et régionales qui sont souvent reliées à l'achat de café, élimination(souvent physique) des opposants, discours populiste qui manipule les symboles nationaux. Un paysan popoluca nous disait d'ailleurs un jour à ce sujet:

" Comment ne pas faire partie du PRI et voter pour lui si c'est la main qui nous nourrit, et si les couleurs de ce parti correspondent aux couleurs du drapeau mexicain".

Ce sentiment mixte d'obligation, d'habitude et de gratitude face au PRI, qui depuis sa formation est associé au gouvernement, a empêché la consolidation d'une véritable opposition sauf dans les régions où parallèlement se poursuivait la lutte agraire: le Chiapas, le Guerrero, certains secteurs de Veracruz.

Il faut cependant dire qu'en dix ans, l'INMECAFÉ (1976-1986) a transformé le paysage caféier mexicain avec les nouvelles variétés de café hybride, l'extension des plantations et des réseaux de mise en marché et que son arrivée correspond à une période d'amélioration du prix payé et des conditions productives des petits producteurs. Sa principale limite est d'avoir repris certains comportements des intermédiaires auxquels il prétendait faire la lutte au début de son mandat. A

preuve, si on analyse le tableau suivant, on verra que malgré l'amélioration des prix payés, comparativement à ceux payés par les coyotes, la différence relative entre les prix payés par l'INMECAFÉ et le prix international atteint parfois des pourcentages inquiétants:

Tableau 1. : Différence entre le prix du kilo de café cerise, d'après le cours de la bourse et le prix payé par l'INMECAFÉ au producteur (en pesos constant de 1980)

Récolte	Prix INMÉCAFÉ (a)	Prix International (b)	Différence relative (b-a/a)
1980/81	9,00	12,12	34,7%
1981/82	11,81	21,37	81%
1982/83	9,67	22,11	128,6%
1983/84	11,13	22,47	101,9%
1984/85	9,28	17,73	91,1%

Source: Géodoc, N° 39, (1993), p.36, d'après Rodriguez, 1985.

L'INMECAFÉ fera figure d'enfant pauvre sous le mandat de De la Madrid (1982-1988) qui réduit le budget au secteur public pour "équilibrer" non seulement les finances publiques, mais toute l'économie mexicaine de façon à dégager les milliards requis pour le paiement de la dette extérieure (près de cent milliard de dollars). Il mise à nouveau sur une agriculture de "type entreprise", essayant d'enrayer une fois pour toute la tendance sociale de l'agriculture. Pendant son sexennat, rien de moins que deux ministres de l'agriculture et trois directeurs de l'INMECAFÉ se succéderont (Garcia Garcia, 1993:37) pour faire face à la crise que traverse l'Institut et au mécontentement des petits producteurs. Il est intéressant de voir que la crise que traverse l'INMECAFÉ offre simultanément deux facettes du problème: d'une part, la volonté politique de l'État, sous De la Madrid, de diminuer l'aide accordée au secteur social et, d'autre part, les revendications des petits

Face à ces deux problèmes, une double solution sera adoptée: le désengagement de plus en plus visible de l'État débouchera sur la formation d'organisations indépendantes. Le démantèlement de l'INMECAFÉ suivra de peu l'annonce de la rupture des accords de l'OIC en juillet 1989, lequel garantissait depuis 1962 la stabilité des prix du café à travers un système de quotas² pour les pays producteurs et consommateurs.

2.3 La rupture des accords de l'OIC (1989): la libéralisation du secteur caféier

2.3.1 L'Accord International du Café.

Du café dépendaient directement près de 22 millions de personnes à travers le monde en 1969, d'où l'importance d'expliquer ce que Fischer (1972:3) avait alors baptisé le "problème café". Le café constitue en effet un secteur de production très instable au niveau des prix à cause des variations atmosphériques, et du cycle spécifique du grain. La fragilité de la plante, sa période de croissance (on doit attendre de 4 à 5 ans avant qu'elle ne produise), l' "alternance biennale" de la production non-technifiée (les paysans disent que le café doit se reposer, qu'une année sur deux la plante ne produit pas) et la surproduction mondiale persistante (qu'elle soit structurelle ou planifiée par les grands acheteurs) sont autant de facteurs qui peuvent affecter les cours mondiaux. Afin de contrer cette instabilité de l'offre, les pays producteurs avaient tenté de s'entendre depuis plus d'un siècle afin de stabiliser les cours mondiaux. Les fortes fluctuations de l'offre de café reposaient principalement sur la variabilité de la production brésilienne, premier producteur mondial avec 25 % de la production totale. On estime en effet qu'au cours des 20 dernières années, le Brésil a contribué pour 81% de la variabilité de l'offre (Perez Arce, 1989:170). A ce sujet, Renard (1991:9) affirme:

" Toute diminution des stocks de café brésilien signifie un problème d'offre mondial, ainsi la seule rumeur que quelque chose puisse arriver à sa récolte

² Depuis 1962, le marché du café (l'offre et la demande) était stabilisé par un système de quotas touchant autant les pays producteurs que consommateurs. Ces quotas correspondaient à un nombre maximum de sacs de café de 60 kg qui pouvaient être achetés par les pays consommateurs ou vendus par les pays producteurs.

entraîne une spéculation des prix sur le marché mondial. Les gelées et sécheresses fréquentes au Brésil sont la principale cause de l'instabilité et de la fluctuation des prix."

L'importance de la caféiculture brésilienne repose principalement sur la plantation massive de plants de café au début du siècle (Renard, 1991:9) D'ailleurs, c'est sous l'instigation du Brésil que depuis 1906, des ententes ont été ébauchées, signées, rejetées, mais sans toutefois rallier la majorité des producteurs. Par exemple, en 1936 lors du "Havana Pan American Conference", le Brésil tenta d'obtenir un accord sur la défense des prix du café et la restriction des exportations, mais sans succès. Cette même année, le gouvernement brésilien détruira 40 millions de sacs de café qu'il avait en stock afin de stabiliser les prix (Fisher, 1972:13-15) C'est en 1940 que le *American Coffee Board* et 14 pays d'Amérique latine ratifient le *Interamerican Coffee Agreement* (Accord Interaméricain du Café, 1940-1948) afin d'assurer aux producteurs d'Amérique latine des débouchés suite à l'invasion de l'Europe (40 % de la demande mondiale) par l'Allemagne. L'après-guerre établit clairement la domination des États-Unis quant à la demande et affirme encore celle du Brésil quant à la production (Fisher, 1972: 15). D'autres accords seront postérieurement signés entre différents pays latino-américains pour contrer les effets de la surproduction, c'est le cas du *Agreement of Mexico* ratifié en 1957 par 7 pays d'Amérique latine (idem). Les États-Unis, qui d'après Renard (1991:13) s'étaient toujours opposés à un accord qui freinerait le libre-commerce, appuyèrent finalement la création de l'Accord International du Café en 1959 (année de la victoire de la Révolution cubaine). Cette entente visera surtout à octroyer des quotas d'exportation aux pays producteurs sans pour autant contrôler la production. L'intérêt soudain des Américains pour l'Amérique latine sera surtout motivé par :

"la peur que des difficultés économiques ne conduisent à des révolutions politiques "indésirables" en Amérique." (Renard, 1991:13).

Ce n'est qu'en 1962 que l' Accord International du Café rallia autant les pays consommateurs que producteurs, et parmi ces derniers, les pays latino-américains producteurs de *coffea arabica* comme les pays africains producteurs de *coffea robusta*. L'Accord International du Café sera dès lors régi par l'Organisation

Internationale du Café. Depuis 1963, l'Accord fut renouvelé 3 fois: en 1968, 1976, et 1983. L'objectif de cet accord était le suivant:

"réaliser un équilibre judicieux entre l'offre et la demande de café dans des conditions qui assureront aux consommateurs un ravitaillement suffisant et aux producteurs des débouchés à des prix équitables, et qui entraîneront un équilibre à long terme de la production et de la consommation". (Daviron et Lerin, 1990:80)

Le 4 juillet 1989 l'Accord International du Café était suspendu et allait s'en suivre une crise de prix sans précédent (baisse de 60%) au niveau mondial et une crise sociale grave chez les petits producteurs mexicains.

2.3.2 La rupture des accords de l'OIC

L'expansion de la caféiculture dans les pays du "sud", plus rapide que celle de la consommation mondiale, avait créé un excédent structurel de la production qui exerçait une pression permanente à la baisse sur les prix. Cet excédent n'était résorbé que pendant de brèves périodes (1976-1980, 1985-1987) lorsque des conditions naturelles adverses frappaient un ou l'autre des principaux producteurs (surtout le Brésil, responsable de 25 % de la production) (Pierre Beaucage, 1996:communication personnelle). Après 1987 la reprise de la production au Brésil entraîna l'accumulation des stocks mondiaux, ce qui avait fait descendre à nouveau les prix du café. Depuis lors, le marché n'avait pas récupéré et devant l'impossibilité pour les États-Unis, appuyés par le Mexique (rapport nord-sud oblige) et la CEE, de rallier les membres à la mise en place de quotas universels³ (Perez Arce, 1989:171), l'Accord avait été rompu. Dans un contexte de surproduction mondiale, sa non reconduction affectera principalement les pays producteurs, qui voient s'effondrer le prix de la livre de café:

³ Les quotas universels visaient à intégrer le marché "hors quota" (pays de l'est) qui bénéficiaient à un coût moindre des excédents ne pouvant être écoulés sur le marché des quotas. Toujours d'après Perez Arce(1989:171), le fait que les pays de l'est ne soient pas intégrés au marché des quotas leur permettait de recevoir du café de meilleure qualité, puisqu'ils n'étaient pas soumis à l'obligation (comme les pays membres) de consommer leur part de café brésilien (robusta), moins apprécié des Européens que les *suaves* colombiens ou les *otros suaves* mexicains et d'Amérique centrale réputés de meilleure qualité.

" entre juin et décembre 1989, le prix du café sur le marché international tomba de 2900 \$US à 1800 \$US la tonne (Cafés de México, 1990). De 1989 à mars 1992, le pays a perdu environ 600 millions de dollars du fait de la baisse des cours(El Financiero, 26 mars 1992)" (Garcia A et al., 1993: 23)

Lors de la rupture de l'Accord International du Café en 1989, le Mexique détenait 39 votes au sein de l'OIC, ce qui lui assurait 3, 65% du pourcentage des quotas assignés aux exportateurs comparativement à 30, 83% pour le Brésil (191 votes). La non reconduction de l'Accord permit au Mexique d'écouler dans le marché mondial les 2,2 millions de sacs de café en stock qu'il détenait, évalués à 33 millions de dollars US en 1989 (Hernandez et Celis, 1994: 218). Le Mexique (qui était en train de négocier sa participation à l'ALENA) se rangera du côté de la libéralisation du secteur caféier, appuyant les États -Unis, qui détenaient le nombre record de 300 votes au sein de l'OIC (Renard, 1991:9-32).

Cette double "libéralisation", retrait de l'INMECAFÉ et rupture de l'Accord International du Café, affectera grandement le secteur social du café au Mexique et provoquera sa réorganisation en catastrophe.

Conclusion

La caféiculture mexicaine est un bon exemple de l'évolution des relations État-paysans et de la polarisation des secteurs social et privé. La caféiculture s'est d'abord développée dans le contexte de grandes plantations capitalistes utilisant la main d'oeuvre saisonnière autochtone (1880-1920). Après la Révolution, on voit cette culture se répandre chez la paysannerie que la Réforme agraire vient de doter de terres. Enfin, l'intérêt qu'a démontré l'État dans les années 70 envers les petits producteurs à travers l'INMECAFÉ a permis de vérifier le potentiel productif des paysans des villages et des ejidos pour autant que des moyens techniques et financiers soient mis à leur disposition, comme c'était le cas du secteur privé. Cependant la réorientation économique du pays et les transformations économiques mondiales vont à l'encontre du maintien de formes collectives de production, d'où les mesures prises sous le mandat de Salinas pour démanteler le secteur social.

Nous avons dressé une liste des conséquences de ce démantèlement sur le secteur social; nous les analyserons dans le chapitre suivant à travers l'étude du transfert des installations productives de l'INMECAFÉ aux producteurs du secteur social et l'"autogestion" qui fut alors imposée aux organisations de producteurs.

Chapitre 3. Le transfert des installations productives de l'INMECAFÉ et l'autogestion forcée des petits producteurs du secteur social.

" Au moment où on nous annonce la transition à la modernité par la main du néolibéralisme économique, 80% des Mexicains mangent de plus en plus mal, si ce n'est de moins en moins. Pour la majorité, le "changement structurel" signifie paupérisation absolue, ce qui dans un pays de pauvres veut dire malnutrition et dénutrition; la faim quoi. On avance que c'est le prix de la transition; " le lendemain de la veille" de la beuverie populiste dans laquelle nous buvions ce que nous n'avions pas. Peut-être, mais en tous cas les plus pauvres n'étaient pas partie de cette fête. La majeure partie des travailleurs n'a pas joui des gloires de l'"économie de fiction"; pour eux les vaches ont toujours été maigres, et maintenant elles sont en train de mourir." Armando Bartra (1989:5)

Le démantèlement structurel du secteur social caféier s'effectuera dans un contexte de prix internationaux déprimés. Il aura comme conséquence immédiate le transfert des installations productives de l'INMECAFÉ aux groupes de petits producteurs organisés à travers la mise en place d'une nouvelle structure juridique visant à remplacer les UEPC de l'Institut. Comme nous l'avons déjà mentionné, les UEPC (groupements de petits producteurs affiliés à l'INMECAFÉ) n'étaient ni plus ni moins que des organes de l'INMECAFÉ, n'ayant aucun regard sur le prix payé, les politiques caféières ou les crédits reçus, lesquels ne pouvaient être proportionnés que par l'Institut lui-même. Cette situation monopolistique avait permis à l'INMECAFÉ des pratiques peu démocratiques en ce qui a trait au prix payé, à l'octroi de crédits et de quotas d'exportation, à la prise de décisions, etc. Cette relation de dépendance était, au plan politique, l'effet recherché par le corporatisme. A ce sujet, Renard (1993:17) précise que

" le défaut majeur de l'Institut est de n'avoir jamais clairement expliqué comment étaient fixés les prix et les ristournes, ni comment fonctionnait le marché international et par conséquent, d'avoir développé une relation de dépendance, héritée de l'histoire des ex-péons."

Cela permettait en particulier à l'INMECAFÉ de cohabiter avec le secteur privé en envoyant le café paysan sur les marchés "hors quotas" où le café est payé beaucoup moins cher.

Le démantèlement annoncé en 1989, et qui avait dans les faits débuté sous De la Madrid avec un gel des budgets dans les dépenses publiques et particulièrement dans la caféiculture (Beaucage, 1994:9), vise à se débarrasser de la gestion d'un secteur visiblement en crise (des pertes de l'ordre de 600 millions de dollars entre 1989 et 1992 suite à la rupture des accords de l'OIC (García et al., 1993:23), d'un Institut devenu déficitaire corrompu et coûteux (des dettes avec Banco de México de l'ordre de 104 millions (Hernández, 1991:31), et d'un secteur caféier endetté en 1991 de 268 millions de dollars, dont 68 millions correspondait au secteur social (UEPC) et 200 millions aux exportateurs nationaux (García *et al.*, 1993:23). En bref, il fallait constater l'échec du partenariat avec le secteur privé, projeté sous Lopez Portillo et Miguel de la Madrid à travers les Aric (Associations Rurales d'Intérêt Collectif) et les Uniones de Ejidos. Dans la perspective des négociations de la signature de l'ALENA prévue en 1991, une restructuration s'avérait donc de mise selon la perspective néolibérale de la capitalisation de l'agriculture. Le secteur social serait donc sacrifié et les caféiculteurs donneraient l'exemple de la libéralisation à travers la soi-disant autonomie qu'on leur procurerait grâce au démantèlement et au transfert des installations productives.

Le démantèlement de l'INMECAFÉ dans un contexte de crise caféière et de restructuration économique mondiale sera saisi par l'État comme une possibilité de transformer totalement et d'un coup le secteur social du café en l'insérant dans la sphère privée:

"le retrait précipité de l'INMECAFÉ de la sphère de commercialisation est évident: en 1988-1989 INMECAFÉ n'achète que 16,8% de la production nationale, par rapport à 35,4% en 1986-87. L'entreprise privée en revanche remonte la pente, puisqu'elle augmente sa participation, pendant la même période, de 64,6% à 83,2% des achats (Paré, 1993:58)"

Cette restructuration se fera d'abord en dotant en quelques années (1989-1994) les 3000 UEPC (idem) d'une personnalité juridique les rendant susceptibles de recevoir du crédit bancaire, en leur transférant la responsabilité de la gestion des installations productives, des salaires versés aux employés, des coûts de production, de transformation et de commercialisation du café, en plus de l'achat des fertilisants et herbicides (généralisés depuis 1976, mais qu'on utilise de moins en moins depuis 1991 à cause de leur coût devenu prohibitif), etc. C'est ce processus de transfert que les spécialistes de la question dénomment l'autogestion "forcée" ou "corporatiste" du secteur social, selon les différents points de vue adoptés (Blanco Rosas, 1991; Paré, 1993; Bartra, 1989; Olvera, 1994).

3.1 Mise en place de la nouvelle structure caféière et transfert des installations productives (1989-1991)

Les institutions mises en place après 1989 visent à assurer la continuité de la production caféière, la paix sociale dans les campagnes et le clientélisme politique du PRI, plus que l'élaboration d'une politique caféicole pour l'avenir. Au niveau de la caféiculture en général, l'INMECAFÉ cède sa place à une structure purement administrative et ne s'occupant plus de la politique caféicole mexicaine, le Conseil Mexicain du Café créé en 1993 (Díaz Cardenas, 1993:17). Le Conseil Mexicain du Café est défini comme un "organisme mixte de concertation"; son objectif principal étant:

" d'élaborer et proposer des politiques d'encouragement et de promotion à la production, la modernisation technologique afin de donner une position adéquate au café mexicain au niveau international. Il doit aussi représenter les intérêts du pays dans les rencontres internationales et stimuler des alliances stratégiques entre les agents productifs, en plus de faciliter l'action gouvernementale dans le secteur". (Díaz Cardenas, 1993:17-18)

Díaz Cardenas fait remarquer que c'est l'initiative privée qui domine au sein de cette institution et que les petits et moyens producteurs n'ont pas leur place dans cet organisme chargé pourtant de l'administration et de la promotion de la caféiculture nationale qui comporte 71 % de petits producteurs du secteur social (Hernandez, 1991:18). A défaut de représentation au niveau des instances

nationales de la caféiculture, les petits producteurs verront la logistique de l'INMECAFÉ remplacée par le PRONASOL et l'INI¹. Les deux organisations recevront de l'État la mission de faciliter la transition pour les petits producteurs en leur attribuant les crédits. Il est à noter que l'action de l'INI ne sera effective que dans les zones autochtones. Les efforts combinés du PRONASOL et de l'INI visent à remplacer la présence de l'INMÉCAFÉ-BANRURAL-BANCOMEXT-FIRA (Hernandez, 1994:219), c'est à dire la gestion de l'INMECAFÉ combinée avec l'intervention des banques de développement rural dont dépendaient les UEPC.

Cette nouvelle institutionnalisation (PRONASOL-INI) visant à changer l'image de l'État auprès des caféiculteurs reproduira cependant des modèles de dépendance et de clientélisme politique ressemblant étrangement à ceux prévalant sous les ex-UEPC de l'INMECAFÉ sans en avoir aucun des avantages matériels. On se demandera en quoi ce nouveau modèle-PRONASOL-INI- peut-être différent de l'INMÉCAFÉ. La différence tient principalement à la gestion des installations productives et au type de financement reçu. Avec l'INMÉCAFÉ, les petits producteurs ne s'occupaient que de remettre leur café dans les centres de l'INMÉCAFÉ, remboursaient les crédits en avance sur la récolte et recevaient leurs ristournes. Sous le régime PRONASOL-INI les petits producteurs assument les phases de transformation et de commercialisation du produit en plus de la recherche de crédits privés. Hernández (1994: 220) résume très bien les différences au niveau de la politique des crédits. Auparavant l'INMECAFÉ octroyait des crédits à des groupes conjointement responsables (UEPC) qui devaient en échange vendre leur produit à l'Institut. Ces crédits (qui représentaient environ 12 % de la valeur totale de leur récolte (Paré,1991:52) permettaient aux caféiculteurs de survivre en attendant la vente de leur produit et le règlement final pour leur remise (qui pouvait s'étaler sur huit mois), aussi ils permettaient de payer les intrants (engrais, pesticides, etc.) comme une partie de la main d'oeuvre. Le PRONASOL consent quant à lui des crédits (qui ne couvrent encore une fois qu'une partie des besoins) à des individus, ces crédits étant remboursables en argent comptant seulement. Par exemple, pour la récolte 1993-1994, le PRONASOL a donné des crédits de 13 millions de dollars pour le secteur social (CNOC, 1994:11) Le PRONASOL n'a

¹ L'Institut National Indigéniste créé en 1948 pour intégrer les autochtones à la nation mexicaine. L'INI s'occupe autant d'éducation, de santé, que de culture dans les zones autochtones. Appareil d'État et catalyseur politique, l'INI a été chargé d'un vaste programme d'appui à la caféiculture lors du retrait de l'INMECAFÉ. L'INI a surtout fait figure de gestionnaire des recours dans les zones autochtones.

aucune infrastructure physique de transformation ou de commercialisation, il laisse les producteurs s'occuper de ce processus. Le tandem Pronasol/INI ne fait figure que de soutien financier "intérimaire" en attendant l'organisation privée du secteur social à travers les différents types d'association choisis par les ex-UEPC et le financement bancaire privé.

3.1.1 Le Pronasol et les petits producteurs du secteur social

Afin de diminuer les impacts de la crise sociale et structurelle créée d'une part par la libéralisation mondiale de la filière caféière, et d'autre part par le démantèlement du secteur social, l'État déploie sous Salinas de Gortari tout un système de subventions servant plus à assurer la survie des petits producteurs qu'à l'élaboration d'une nouvelle politique caféière mexicaine (Hernandez, 1994: 220). A travers le PRONASOL (Programme National de Solidarité), des subventions à la caféiculture seront distribuées pour assurer d'une part la continuité de la production et d'autre part la paix sociale dans les campagnes. Car il ne faut pas oublier que ces transformations profondes dans le secteur social caféier se font parallèlement à la transformation de la structure agraire en vigueur depuis 1917 (voir chapitre 1.). L'État sait bien qu'il s'agit là d'un mélange explosif risquant de relancer les luttes paysannes si fréquentes dans les années 70.

Le Pronasol commence son action dès décembre 1989, peu après le démantèlement de l'INMECAFÉ à l'occasion des gelées qui ont affecté les producteurs des états d'Hidalgo, de San Luis Potosí, de Puebla et de Veracruz (Hernandez, 1994:223). D'abord censé s'adresser aux producteurs autochtones, le PRONASOL étendra son action à tout le secteur social suite à ces gelées (García et Sallée, mimeographié, p.6). Afin de distribuer l'aide aux petits producteurs à travers le PRONASOL, on transformera les quelques 3000 UEPC de l'INMECAFÉ en Comités Locaux de Solidarité. Les CLS reçoivent directement les crédits des mains des agents de l'INI et les distribuent à leurs membres. Ce qui semble constituer une partie de l'autonomie dont parle l'État. Cependant, le fait que les crédits passent dans les mains des producteurs ne change pas grand chose au problème fondamental de l'effondrement des prix de 50 à 70 %, du retrait de l'Institut dans la recherche et l'assistance technique et surtout des problèmes inhérents au transfert des installations productives.

Ce changement de structure vise à remplacer l'engagement permanent de l'État dans le secteur caféier par des transferts de fonds, qui devraient amortir la transition tout en gardant au PRI l'allégeance politique des paysans (Beaucage, 1997: communication personnelle). Concrètement, le PRONASOL poursuivra son action au début des années 90 avec la mise en place du Programme d'appui aux producteurs de café dans les 12 états producteurs du Mexique, cet appui sera constitué de crédits pour la rénovation des caféières et pour la semence de grains de base (maïs, haricots) (C.Rojas 1991b, cité par Hernandez, 1994:223). En 1991, 187 000 producteurs de 2878 communautés couvrant un total de 238 334 hectares recevaient une somme de 30 millions de dollars des mains du PRONASOL pour couvrir l'achat de fertilisants, la production et l'entreposage de maïs et de haricots, et la rénovation des caféières. D'après Hernández (1994: 225), cette somme ne servira à couvrir en réalité que 11 % du crédit nécessaire au secteur social pour se sortir de la crise; c'est plutôt une somme de 270 millions qui aurait permis de renflouer le secteur caféier. Outre les crédits insuffisants, cette nouvelle bureaucratie caféière contribuera à complexifier le monde caféier. Pour certains producteurs, les Comités Locaux de Solidarité appartiennent à l'État malgré l'image "autonomiste" qu'on a voulu leur donner. Une économiste travaillant pour le GRECCA² nous mentionne que dans la Sierra de Altotonga certains paysans croient que l'INMECAFÉ existe toujours, et ce cinq ans après son retrait! Pour eux Pronasol ou INMECAFÉ c'est la même chose. R.C., un des fondateurs et représentants de la UPCV ajoute même :

" il y a des producteurs qui continuent de s'appeler UEPC, même s'il y a longtemps qu'elles ont disparu. Dans l'État de Oaxaca surtout, il y a des Unions Régionales de UEPC. Cela signifie que certains pensent que l'INMECAFÉ existe toujours, et ne doute pas que certaines organisations pensent même que la CNOC, dans certaines zones, est venue se substituer à l'INMECAFÉ(...) alors que certains groupes viennent seulement de disparaître comme UEPC, on démantèle déjà les CLS. Alors certains groupes sont trois choses à la fois et en même temps

² Grupo de Educación Campesina y de Capacitación Agropecuaria. Cette ONG installée à Xalapa(Veracruz) travaille depuis 1991 à l'organisation des producteurs de café de Barranca Grande, municpe de Ixhuatlan de Los Reyes. Cette ONG a fourni l'assistance administrative et technique à un groupe de producteurs qui voulaient relever le défi de l'"appropriation du processus productif" suite au démantèlement de l'État. Pendant sept ans le GRECCA a soutenu les producteurs et s'est impliqué avec eux dans la lutte pour de meilleurs prix. Les gens du GRECCA sont bien placés pour analyser la période qui nous concerne et les problèmes rencontrés par les petits producteurs de café.

rien...UEPC, CLS et SSS. Ils peuvent être à la fois tout et rien dans les faits." (entrevue avec R.C, Xalapa, 12 septembre 1995)

Au delà de la confusion administrative, on a là une bonne piste pour établir d'une part le maintien d'un contrôle de l'État dans le secteur caféier au sein des organisations paysannes (malgré son désengagement), et d'autre part l'opinion des paysans sur cette prétendue autonomie qu'allait leur procurer le retrait de l'INMÉCAFÉ.

3.2 La Société de Solidarité Sociale

La réorganisation des UEPC se fera à travers différentes formes associatives. Premièrement, nous l'avons vu, à travers les Comités Locaux de Solidarité et postérieurement, à travers les SSS (Sociétés de Solidarité Sociale) dont le cadre juridique datait du sexennat d'Echeverría (1970-1976) mais qui furent créées surtout à partir de 1985. Les CLS n'étaient qu'une forme nouvelle de réorganiser les UEPC afin de les insérer dans la nouvelle structure caféière créée par l'État avec le PRONASOL. Les CLS ne pouvaient pas se constituer en organisations indépendantes puisqu'ils ne possédaient aucune reconnaissance légale. La Société de Solidarité Sociale, par contre, constitue l'étape postérieure, c'est-à-dire une organisation juridiquement reconnue, indépendante (en principe) et donc susceptible de recevoir des crédits autres que de PRONASOL. C'est cette étape qui est considérée comme la phase finale et idéale du transfert des installations: des organisations gérant les installations et surtout le crédit bancaire.

Pour mettre sur pied une SSS, les petits producteurs doivent faire une demande d'accréditation de SSS à la SARH (Ministère de l'Agriculture et des Ressources Hydrauliques) et attendre la légalisation de celle-ci, ce qui peut prendre quelques années (quatre ans dans le cas de la "Société de Solidarité Sociale Sierra de Santa Rosa" que nous avons étudiée). Plusieurs des ex-UEPC ont dû faire la demande d'accréditation afin de recevoir légalement les installations productives de l'INMÉCAFÉ, comme c'est le cas de la SSS Sierra Santa Rosa. En plus de leur donner accès au crédit privé, la SSS peut leur permettre d'obtenir un permis d'exportation et fait donc de ses producteurs de petits entrepreneurs privés. Bon nombre de petits producteurs espéraient pouvoir commercialiser directement leur

café grâce à la SSS et obtenir ainsi une augmentation de leurs revenus. Cependant, le faible volume de café correspondant à chaque organisation, l'insolvabilité de fait (liée aux bas prix payés pour le produit) ont été des facteurs qui en ont fait souvent une avenue stérile au niveau de l'exportation directe. Elle a permis cependant de regrouper les producteurs au sein d'une même association, donc de faciliter la demande de crédits dans un contexte où le crédit privé est devenu nécessaire. Les SSS ont aussi pu approcher des organisations indépendantes qui exportent directement leur café comme c'est le cas de la CNOG avec sa *Promotora Comercializadora de Cafés Suaves de México, SA de CV*. L'avantage de la SSS pour les petits producteurs émanait du fait que l'État facilitait désormais cette forme associative par rapport aux ARIC, *Uniones de Ejidos* et *Asociaciones de Producción rural*.

3.3 Le rôle de l'INI dans les régions autochtones caféières

La gestion de l' "argent du café" (crédits, rentrée des ventes), entre autres, est très complexe pour le néophyte du système politico-administratif mexicain et contribue à mystifier paysans, agents locaux et humbles chercheurs... Ce réseau administratif est composé de nombre d'institutions interdépendantes qui tour à tour se renvoient l' "argent du café" jusqu'à ce que le paysan le reçoive...avec quelques mois de retard. L'INI fait partie de ce réseau complexe de gestionnaires des fonds aux caféiculteurs depuis 1989. Opérant exclusivement dans les communautés autochtones, l'INI se chargera dès 1989 des relations avec les CLS des communautés autochtones. Chaque région administrée par l'INI est composée d'un nombre de municipes (entités politico-administratives) classés en deux catégories: municipes avec "haute intensité institutionnelle" (zones majoritairement autochtones) et municipes avec une "action indigéniste limitée" (autochtones plus ou moins intégrés dans le processus industriel et urbain) (INI, 1991 miméographié). Chaque région s'articule autour d'un *Centro Coordinador Indigenista* couvrant plusieurs programmes allant du développement économique, dans lequel on retrouve le café, à la culture et l'aide juridique. En ce qui a trait au café, un représentant par région est chargé de rencontrer les dirigeants des CLS pour leur remettre les crédits octroyés par le Fonds Régional de Solidarité, lequel dépend (à quelques échelons près) du Pronasol. Depuis 1989 différents programmes de soutien à la caféiculture ont été gérés par l'INI. Principalement quatre sous-programmes du café ont été établis :

réhabilitation des caféières, entretien des installations productives (c'est-à-dire la transformation) et (idéalement) appui à la production et à la commercialisation. Cette dernière phase a consisté en fait à faciliter l'organisation des CLS en SSS (INI, miméographié, p.15). Les différentes institutions contribuant à appuyer la caféiculture à travers la gestion de l'INI sont respectivement la SARH (Ministère de l'agriculture et des ressources hydrauliques) et la SEDAP (Ministère du développement agricole) au niveau des aspects techniques comme par exemple les programmes de diversification des plantations, le SEDESOL (Ministère des affaires sociales) pour les crédits distribués à travers le PRONASOL et son Fonds Régional de Solidarité, et le *Bureau du Procureur des Questions Agraires* pour l'organisation et la légalisation des SSS. C'est une bureaucratie complexe qui n'a pas contribué à faciliter la réorganisation des UEPC, mais elle a cependant permis la survie à court terme des petits producteurs par le biais des crédits octroyés. En somme, l'INI constitue une énorme machine bureaucratique, qui s'était beaucoup développée sous Echeverría et López-Portillo, pour être mise en veilleuse par De la Madrid (1982-1988). L'INI sera recyclé par Salinas de Gortari pour canaliser des fonds et gérer des programmes destinés à amortir le choc de la transition à l'économie de marché dans les régions autochtones. L'actuel gouvernement de Zedillo (1994-2000), par contre, semble préparer son démantèlement et son "transfert" aux États (Beaucage, 1997: communication personnelle).

3.4 Les crédits et les fonds de garantie au lendemain du démantèlement: les banques privées et le FIDECAFE (Fiducie du café)

Les crédits consentis aux caféiculteurs sous le régime de l'INMECAFÉ seront assurés, après son démantèlement à travers PRONASOL, Banrural (Banque de développement rural), Bancomext (Banque de commerce extérieur) et Fira (Fondo de Garantía y Fomento para la Agricultura, Ganadería y Avicultura) (Consejo Mexicano del café, janvier 1995, p.2). Les critères des nouvelles institutions sont plus sévères que ceux de l'INMECAFÉ. Comme nous l'avons dit plus haut, alors que ce dernier acceptait son paiement en nature, les nouvelles institutions de crédit exigent d'être payées en argent comptant, ce qui reporte sur les producteurs le fardeau et les risques de la commercialisation. Banrural et la Banque de Commerce Extérieur (laquelle s'occupe surtout des moyens et grands

exportateurs) (Díaz Cardenas, 1993:20) absorberont les dettes des ex-UEPC envers l'INMECAFÉ, mais ne consentiront plus aucun crédit sans la liquidation des dettes courantes à partir de la mise en place de la nouvelle structure caféière PRONASOL-INI (Díaz Cardenas, 1993:20). Les déficits surgissent immédiatement et provoquent ce qu'on a appelé au Mexique le problème des "*carteras vencidas*" ("porte-feuilles échus" ou entreprises en banqueroute technique). Dans la situation chaotique du début des années 90, cela signifie la faillite pour plusieurs organisations et la nécessité de chercher un autre moyen de financement.

Les producteurs, par l'entremise de la CNOC, demandent donc à ce que soit libéré le FREC (*Fondo Regulador para Acopio y Comercialización*, Fonds Régulateur pour l'entreposage et la commercialisation) créé par l'INMECAFÉ et déposé à la Banque de Commerce Extérieur (Paré, 1993: 59). Le FREC constituait un fonds créé à même les déductions effectuées sur tout quintal de café exporté au sein des ententes de l'OIC (García et Sallée, miméographié, p.5) en plus des contributions provenant des caféiculteurs lors des récoltes de 1982-83 et 1986-87 (Arellanes Caballero, 1992, cité par Hernandez, 1994:226). La Banque de Commerce Extérieur avait cependant bloqué le Fonds de garantie des caféiculteurs. Suite aux négociations de la CNOC, on crée en 1989 le FIDECAFÉ (*Fideicomiso del café*, Fiducie du café), constitué en partie par les 185 000 millions de nouveaux pesos provenant du FIFREC (soit 60 millions de dollars) (García et Sallée, miméographié, p.5) Ce fonds sera libéré pour la récolte 1990-91 permettant de payer une partie des dettes des petits producteurs et de financer la récolte de 1990-1991 (Paré, 1993:59). Le fonds du FIDECAFÉ était estimé à 30 millions de dollars en 1994 lesquels constituent un coussin de sûreté pour les producteurs (Hernandez, 1994:226).

Ni Banrural, ni aucune autre banque ne prête actuellement aux producteurs du secteur social sans la liquidation du passif. Le manque de solvabilité lié au cours très bas du café jusqu'en 1994-95, la fragilité des organisations, les problèmes récurrents de mauvaise gestion et de corruption et la possibilité de catastrophes naturelles ne contribuent pas à donner confiance aux banques, ce qui force les producteurs, dans bien des cas, à avoir recours au financement des intermédiaires privés locaux et régionaux.

3.5 Le transfert des installations de l'INMECAFÉ

Toute cette restructuration institutionnelle et de crédit comprenait le transfert de l'infrastructure productive de l'INMECAFÉ aux petits producteurs nouvellement "organisés". L'INMECAFÉ commencera à transférer ses installations dès 1991. Il dispose en tout de 36 *beneficios* humides à travers le pays et de 10 *beneficios* secs (Hoffmann, 1992:540). C'est l'État de Veracruz qui contient le plus grand nombre de *beneficios* avec 40 % de la capacité de transformation du produit au niveau national (*idem*). Ailleurs, comme dans l'état de Puebla, l'INMECAFÉ louait les installations des producteurs privés, voire des coopératives; ici le problème de la liquidation ne s'y posera même pas, l'Institut pourra disparaître sans laisser aucune trace. On peut dire que c'est cette étape qui lance vraiment les producteurs dans la sphère du privé, puisqu'à travers leurs organisations indépendantes ils deviennent seuls responsables de l'obtention de crédit, du remboursement des dettes et des débouchés de leurs produits. Nous avons mentionné plus haut que l'idée de l'autogestion faisait partie des revendications du secteur le plus militant, mais compte tenu de la conjoncture mondiale caféière, la concurrence entre les producteurs pour les crédits et pour le marché devient un grand obstacle au bon fonctionnement des entreprises autogérées. Hoffman (1992:540) ajoute à ces problèmes cinq difficultés techniques majeures liées au transfert des installations productives qui rendent pratiquement impossible la gestion des organisations: les installations transférées sont souvent dans un piètre état empêchant un rendement optimal, les producteurs n'ont pas reçu l'assistance technique nécessaire pour faire fonctionner les décortiqueuses, l'aide accordée par l'INMECAFÉ lors du transfert est grandement insuffisante, les producteurs ne se sentiront pas vraiment responsables de l'administration des installations(dont l'État s'était toujours chargé jusqu'à maintenant), et la recherche de crédits est devenue la principale activité des petits producteurs au détriment d'autres activités indispensables, comme la restauration des caféières (Hoffmann, 1992:540).

Le démantèlement de l'INMECAFÉ dans un contexte de libéralisation des prix a transformé la structure caféière de laquelle dépendaient les petits producteurs depuis 1976. Cette restructuration, qui vise à mettre un terme à l'interventionnisme dans la caféiculture et à libéraliser le marché, a entraîné des changements majeurs pour les producteurs du secteur social: mise en place d'une nouvelle structure caféière et transfert des installations productives à certains producteurs réorganisés dans de nouvelles formes légales. Cette "autogestion" forcée de la paysannerie

sociale s'inscrit cependant encore dans un encadrement étatique (politique) très fort liant les "nouvelles organisations" à la gestion du PRONASOL et de l'INI, sans véritable politique caféière au niveau national ou assistance technique et administrative pour faire le saut de l'interventionnisme à l'"autogestion".

Afin de recontextualiser l'"autogestion" forcée des producteurs du secteur social à partir de 1989, nous consacrerons le chapitre suivant à l'étude des mouvements paysans dans la caféiculture depuis la fin des années 70 jusqu'au démantèlement de l'INMECAFÉ . C'est dans ce laps de temps qu'on voit naître des organisations indépendantes qui seront pour certains groupes de producteurs une solution au désengagement de l'État en matière de café. Le mouvement indépendant précède de plus de dix ans le retrait de l'INMECAFÉ et la formation des organisations "forcées".

Chapitre 4. Les organisations paysannes indépendantes: une solution?

La lutte des organisations indépendantes pour l'obtention de meilleurs prix pour les produits agricoles sera une des principales revendications du mouvement des caféiculteurs à partir du début des années 80. Pour l'État de Veracruz, Alberto Olvera la caractérise ce type de lutte comme "la manifestation sociale la plus importante dans l'agriculture" (Olvera, 1991:). Le secteur caféier est aussi, d'après le même auteur, "un des plus organisés de l'agriculture tant au niveau national que régional" (Olvera et al., 1994:10) Bien que le démantèlement de l'INMECAFÉ en 1989 forcera la réorganisation du secteur, la genèse de l'"opposition caféière" remonte à la fin des années 70. Les protestataires se regroupèrent d'abord autour de la hausse des prix, puis le mouvement se radicalisera et réclamera, dans certains cas, la rupture avec l'INMECAFÉ, désirant accéder au statut d'interlocuteur direct avec l'État. Dans cette lutte on retrouve à la fois la dynamique du mouvement paysan national et celle des revendications spécifiques des caféiculteurs (revendications qui s'accroîtront tout au long des années 80-90, avec la diminution de l'aide technique et de crédit accordée par l'INMECAFÉ, de démantèlement et de restructuration complète du secteur).

4.1 Les mouvements paysans et la caféiculture

Ne comptant au début que quelques expériences isolées, mais importantes, vers la fin des années 70 et début des années 80 (particulièrement dans les État de Guerrero et du Chiapas)¹, le mouvement des caféiculteurs ne cessera de prendre de l'ampleur et culminera en 1989 avec la création de la *Coordinadora Nacional de Organizaciones Cafetaleras* (CNOOC), organisation qui coordonnera toutes les organisations indépendantes au pays. A partir de cette même année, cependant, on retrouve un changement majeur dans le statut des organisations de caféiculteurs: "l'autogestion forcée" qui affecte les producteurs du secteur social qui dépendaient

¹ On peut mentionner, entre autres, l'expérience de la Unión de Uniones Ejidales y Grupos Campesinos Solidarios de Chiapas et celle de la Unión de Ejidos Alfredo V. Bonfil de Guerrero, cas que nous détaillerons plus loin.

directement de l'INMECAFÉ à travers les UEPC (voir chapitre 3). Ces producteurs seront désorganisés du jour au lendemain et devront se réinsérer dans de nouveaux modèles organisationnels: la voie officielle, désormais le secteur privé à travers l'association avec des entrepreneurs et le retour aux intermédiaires ou la voie indépendante. Les organisations indépendantes créées depuis dix ans à peine auront cependant beaucoup de difficulté à profiter de cette conjoncture pour attirer les producteurs "désorganisés" par l'État, en grande partie à cause du maintien des structures corporatistes (CLS, SSS) rattachées à la CNC, qui récupéreront la majorité des caféiculteurs du secteur social, du moins dans l'État de Veracruz.

Selon Lúa *et al.* (1988) on peut distinguer les luttes des paysans indépendants en fonction des objectifs poursuivis: la lutte pour la terre, la lutte pour la défense des ressources naturelles, la lutte pour la défense des droits du travail et de la syndicalisation et celle pour l'organisation de la production et de la commercialisation. La lutte des producteurs de café à partir de 1982 appartient à ce dernier type (*idem*:17).

A la fin des années 70, la lutte pour l'organisation de la production qui caractérise le mouvement indépendant des caféiculteurs s'inscrit dans le cadre plus général d'une dénonciation de la "politique anti-paysanne" mise de l'avant par Lopez-Portillo (1976-1982) avec la *Ley de fomento agrícola* (Loi de développement agricole) qui favorise l'entrée du capital privé dans les campagnes à travers la création d'associations entre les ejidatarios et les entrepreneurs capitalistes (les ARIC) (Lúa et al., 1988: 140). Cette loi visait à contrecarrer la politique populiste de Echeverría (1970-1976) qui avait encouragé les organisations de producteurs et introduit la révolution verte au sein de la petite paysannerie. Le changement d'orientation apporté par Lopez-Portillo (d'ailleurs caractéristique de la lutte entre la tendance "agrарiste" et la tendance "latifundiste" dont nous avons parlé au chapitre 1) sera en partie responsable de l'émergence d'un mouvement indépendant dans la caféiculture mexicaine (*idem*). Ainsi, alors qu'on caractérise les années 70 comme des années de luttes agraires, les années 80 se caractériseront par la lutte pour la production. Arturo García (1991:9) explique en ces termes le surgissement de cette nouvelle orientation du mouvement paysan au Mexique:

"La décennie des années 80 démontre la nécessité de briser l'isolement et de chercher des mécanismes de coordination dans une perspective régionale et

nationale. Le caractère même des luttes de pression l'exige: c'est-à-dire que la similitude des mouvements et l'impossibilité d'en arriver à une solution dans les demandes à cause de l'isolement des luttes a créé des conditions objectives pour reconstruire le mouvement paysan."

Le renouveau du mouvement paysan national et plus spécifiquement celui du mouvement des producteurs de café s'érigera contre la voie officielle d'organisation de la paysannerie mexicaine, c'est-à-dire la voie corporatiste.

4.1.1. La voie officielle (1938-1996)

Au Mexique, ce qu'on appelle la "voie officielle" correspond aux organisations de producteurs membres de la CNC et qui cautionnent les politiques de l'État en matière de café (Lúa et al., 1988:135). Avant les années 70, la voie officielle constituait la seule voie possible d'organisation et de représentation pour les producteurs du secteur social, que ce soit à travers la CNC ou les autres centrales officielles; la Fédération des producteurs de café-CNC, constituait l'organisation qui canalisait le plus de producteurs. A partir des années 70, on verra naître des associations régionales indépendantes, lesquelles n'auront cependant pas la possibilité de représenter et de défendre les intérêts des petits producteurs au niveau national.

Ainsi, sous le sexennat de Lopez-Portillo (1976-1982), la voie officielle se réaffirmera avec l'approbation par la CNC de la *Ley de fomento agrícola*. La CNC commentera son appui à la dite loi en ces termes: "*cette loi appuie de manière ferme et responsable, avec des faits, la justice à laquelle aspirent tous les paysan.*" (Lúa et al., 1988: 135). Les caféiculteurs qui intégreront les nouvelles associations entre producteurs et entrepreneurs privés encouragées par cette loi se rangeront donc du côté de la politique d'aide au secteur agro-industriel et se verront limités dans leurs revendications. Ces associations officielles se battront surtout pour une hausse du prix payé par l'INMECAFÉ sans aborder le thème de la verticalité des nouvelles structures. Par la suite, la CNC appuiera le retrait de l'État du secteur café et le transfert des installations productives, acceptant ainsi l'autogestion "forcée" de milliers de producteurs. La voie officielle est actuellement constituée par les associations de producteurs affiliés à la CNC ou aux autres centrales officielles à

travers des ARIC ou d'autres structures mises sur pied par le gouvernement. A partir de 1989, c'est à travers les SSS (voir chapitre 3) que les producteurs du secteur social seront récupérés en grande partie par la CNC.

4.1.2. Le mouvement indépendant (1974-1996)

Le mouvement indépendant au sein de la paysannerie s'inscrit dans le cadre des luttes agraires des années 70. Celui plus spécifique au niveau de la production s'amorce par une remise en question de l'inégalité entre la petite paysannerie et la paysannerie agro-industrielle, inégalité qui a caractérisé les politiques gouvernementales jusqu'à aujourd'hui, avec un répit sous le mandat de Echeverría (1970-1976) et la persistance de ses rapports paternalistes à travers les nouvelles associations instaurées par la **Ley de fomento** (Lúa et al, 1988:128).

"Le manque d'autodétermination à tous les niveaux, lesquels ont toujours été subordonnés aux lignes établies par les institutions gouvernementales respectives, a provoqué la conversion des paysans en travailleurs salariés sur leurs propres terres à travers leur subordination à toutes les décisions relatives à la gestion et au contrôle de leurs processus productifs. Les paysans en sont venus à se rendre compte qu'il est inutile d'avoir accès au crédit et à une aide technique, s'il ne leur est pas donné de prendre part aux décisions relatives à quoi produire, comment le produire, et dans quelles circonstances le vendre."

Le mouvement indépendant dans la caféiculture comporte donc deux caractéristiques: d'abord il s'insère dans un mouvement paysan global de critique face à la verticalité des rapports entre l'État, les entrepreneurs capitalistes et le secteur social, ensuite il s'inscrit dans une lutte plus spécifique pour la hausse des prix d'achat du café, la remise en question de l'INMECAFÉ et la lutte pour la production et l'appropriation du processus productif. Nous verrons qu'au sein même des organisations indépendantes, il y aura divergence quant aux trois critères de lutte; les plus radicales luttant sur les trois fronts en même temps.

Les organisations indépendantes s'approprièrent les structures associatives mises sur pied par Echeverría (Uniones de ejidos) et par López Portillo (ARIC) pour construire de nouveaux modèles d'organisation. C'est ainsi que les premières

organisations indépendantes chez les caféiculteurs naissent d'une dissidence face à la voie officielle; parmi ces nouvelles organisations on peut mentionner la ARIC-Union de Uniones de Chiapas (1979), la ARIC- Union de Café de Veracruz (1982), la Unión de Ejidos Alfredo V. Bonfil (1979) (désormais Unión de la Costa Grande de Guerrero) et plus récemment la CEPCO (1989) (Coordinadora Estatal de Productores de Café de Oaxaca) formée par plusieurs organisations autochtones de Oaxaca.

Le mouvement indépendant des caféiculteurs aura beaucoup de mal à se "refonctionnaliser" à travers ce que nous avons appelé la "participation démocratique" à cause de la persistance, à la grandeur du Mexique, des modèles corporatistes du PRI et de la corruption politique institutionnalisée comme système. Les deux exemples qui suivent témoignent de cette lutte entre la "participation démocratique" et la "voie officielle". La Coalición de Ejidos de la Costa Grande de Guerrero est une organisation indépendante qui est née en 1979 sous le nom de Unión de Ejidos Alfredo V. Bonfil, dans la Sierra de Atoyac, Guerrero, haut lieu du militantisme paysan depuis plus de vingt ans. Bien vite, l'organisation se transforme en une voie intéressante pour les producteurs et dérange bientôt les groupes privés régionaux. En 1984, elle se lance dans la lutte pour l'appropriation du processus productif aux côtés des autres organisations indépendantes. En 1988, la Unión est victime d'une prise de pouvoir par des membres de la CNC soutenus par le gouverneur de Guerrero, Ruiz Massieu. Malgré la corruption, le chantage politique, les menaces et la perte de leur forme d'association légale, plus de 1000 producteurs s'unissent à nouveau pour former la Coalición trois mois plus tard. Le jour même de leur formation, ils assiègent les bureaux de l'INMECAFÉ à Atoyac. Un an plus tard la Coalición lance l'idée de fonder la CNOC (Rosario Cobo et Lorena Paz Paredes, 1991:51-71).

A l'instar de la Unión de Ejidos Alfred V. Bonfil, la CEPCO constitue une initiative des paysans autochtones visant à commercialiser eux-mêmes leur café. La CEPCO se forme à l'aube de la récolte 1989-1990 avec l'aide des fonds de PRONASOL destinés aux communautés autochtones. Plusieurs organisations se réuniront pour faire fonctionner la CEPCO. Parmi elles, on retrouve une organisation représentant des communautés zapotèques de la Sierra Norte de Oaxaca, l'organisation "Pueblos Unidos Del Rincon". Cette organisation, née pour lutter pour la défense de son produit (café) contre des spéculateurs étrangers,

s'intéressera à la commercialisation peu avant le démantèlement de l'INMECAFÉ (1988-1989). Tout comme la "Coalición", elle aura cependant fort à faire pour combattre la corruption et pouvoir fonctionner au sein de la CEPCO.

Ainsi, bien que la récolte 88-89 lui procure un surplus de 400\$, cette somme sera dérobée par le responsable du "comité régional de gestion". L'organisation dénonce donc le vol à l'INI, lequel l'avise que comme l'INMECAFÉ ne fonctionne plus, l'organisation est seule responsable de récupérer cette somme... En 1989-90, les producteurs créent un "comité de commercialisation" pour adhérer à la CEPCO, mais le même scénario se répète et le coordinateur du comité subtilisa cette fois 2800 \$ qui revenaient aux membres. Cette situation de corruption dura jusqu'en 1992, bien que les responsables soient changés à chaque année. En 1992, c'est la somme de 5600\$ qui fait défaut cette fois. Les paysans agirent et décidèrent d'obliger le responsable à rembourser la somme dérobée, en sachant que l'aide de l'INI ne suffirait plus à les aider. La CEPCO quant à elle réussira à commercialiser son café, malgré la corruption des comités régionaux. La CEPCO est une des organisations qui réclamaient la disparition de l'INMECFE pour trois raisons fondamentales: son coût élevé, son inefficacité et sa corruption (Szekely, E. Miguel, coord., 1993: 77-84).

Outre les problèmes de corruption et d'adaptation à un nouveau type de participation paysanne, les différentes organisations se verront aussi confrontées, tout au long des années 80, à deux types de contextes économiques: d'abord le marché est stable avec des prix relativement élevés (1980-1986); ensuite il y a baisse puis crise du café après 1989. La crise de 1989 provoque aussi la création de la CNOC, première organisation indépendante nationale s'opposant à la CNC, à laquelle participeront les organisations mentionnées plus haut (Hernandez, 1991:21)

4.2 Le mouvement des caféiculteurs pour la hausse des prix en 1982

Le mouvement des caféiculteurs se matérialise pour la première fois le 14 mai 1982 avec une grande manifestation dans la ville de Xalapa, siège de l'INMECAFÉ et capitale de Veracruz. Plus de 10 000 producteurs de 14 municipes et 135 communautés (García García, 1993:38) font front commun pour la hausse des prix payés à l'époque. La pression des UEPC réussira à faire grimper de 10,20 pesos le kilo à 15,35 pesos quelques mois plus tard (idem). L'année suivante

une autre manifestation s'organise, toujours pour une augmentation des prix, et on va même jusqu'à occuper les bureaux de l'INMECAFÉ. Alberto Olvera (1991:141) cité par Hoffinan (1992: 532) affirme de cette mobilisation qu'elle constituera dès 1982 le mouvement paysan le plus important de Veracruz. Après les revendications pour la hausse des prix, certaines organisations entreprendront de pousser plus loin la lutte économique. C'est ainsi que les organisations du Chiapas, du Veracruz, de Guerrero et de Oaxaca lorgneront du côté des possibilités du marché international (Hernandez, 1991:25). Suite à ces démarches, on voit apparaître ce que l'on appelle dans la littérature sur le café le "changement de terrain" de la lutte caféière:

" le raisonnement était très simple: les producteurs ne pouvaient se limiter à n'être que des groupes de pression devant l'INMECAFE pour obtenir de meilleurs prix, car ils s'épuisaient sans résultat. Pour contrer cette situation, ils devaient lutter pour l'appropriation complète des processus de production, de commercialisation et d'industrialisation."(idem)

Hernandez (1991: 26) avance qu'à partir de ce moment on assiste cependant à une rupture au niveau de la cohésion des revendications des organisations indépendantes qui affaiblira leur portée nationale: d'un côté, certaines organisations adopteront une ligne plus souple qui consiste à faire des pressions sur l'INMECAFÉ, et de l'autre certaines d'entre elles adopteront une approche plus radicale et réclameront l'autonomie face à l'INMECAFÉ. Au sein de cette dernière tendance on retrouvera deux orientations: d'un côté l'idée d'un développement rural intégral dans lequel le café serait un des éléments importants (entre autres, c'est l'idée de la Coalición De Ejidos de Atoyac) et de l'autre celle de l'appropriation du processus productif uniquement au niveau de la caféiculture (c'est la vision de la UPCV) (idem).

Certaines influences extérieures présentes dans le mouvement contribueront à alimenter l'approche plus radicale: prêtres progressistes inspirés par la théologie de la libération et même jeunes fonctionnaires locaux de divers ministères qui apporteront dans les campagnes l'esprit des luttes étudiantes des années 60 et 70 (Hernandez 1991:23). Cette lutte politisée reprendra parfois certains thèmes chers aux paysans comme la lutte pour la terre, comme on peut voir avec la lutte de la Unión de Uniones au Chiapas (analysé plus loin). Elle ne sera, avant le démantèlement de l'INMECAFÉ, le lot que d'une minorité d'organisations

indépendantes comme la UPCV. Les autres préférant se concentrer dans la lutte pour la hausse des prix payés aux producteurs.

C'est à travers les ARIC (créées par López-Portillo pour faire collaborer entrepreneurs et paysans) que naîtront les premières organisations indépendantes du Chiapas et de Veracruz. Elles prendront, à leur tour, deux orientations différentes: d'une part l'appropriation comme autogestion paysanne et, d'autre part, l'appropriation de forme verticale associant les exportateurs et les producteurs pour déplacer l'INMECAFÉ qui faisait compétition aux exportateurs locaux et régionaux (Hoffman, 1992:532).

4.3 Les Aric caféières officielles

Les premières ARIC caféières naissent dans l'État de Veracruz au début des années 80. Sur les 109 ARIC existant au pays, on en dénombrait 13 dans l'État de Veracruz en 1989 (Valle, 1992:248). Après des débats internes, certaines d'entre elles se réorienteront en se donnant pour but l'autonomie face à l'INMECAFÉ. En fait, quatre d'entre elles (situées dans le Veracruz) constituaient à l'époque les plus importantes au pays: ARIC Plan de Arroyo, ARIC Veracruz, ARIC Misantla et ARIC Tlapacoyan. Elles avaient en commun qu'elles regroupaient des producteurs de café et qu'elles réclamaient la même chose au départ: une augmentation des prix payés par l'INMECAFÉ et l'indépendance face à ce dernier. Deux modèles d'organisation se dessineront à la suite des revendications des caféiculteurs (Hoffmann, 1992:534). D'abord, ce que Hoffmann (1992:534) appelle la voie verticale qui consiste dans l'association entre des producteurs-exportateurs et les petits producteurs, le plus souvent avec la bénédiction de la CNC. Cette voie correspondait à la ligne politique officielle (décrétée par la *Ley de fomento agrícola*) et soumettait concrètement les petits paysans membres aux volontés des grands producteurs. Ce type d'organisation correspond aux ARIC Plan de Arroyo, Misantla, et Tlapacoyan (situées dans l'État de Veracruz). Comme l'expliquent Lúa et al., 1988:133-134):

"L'association prévue par la Loi de Développement agricole entre les ejidatarios, les comuneros, et les petits propriétaires authentiques [pour les distinguer des "petits propriétaires" selon la loi, c'est-à-dire ceux qui détiennent des certificats d'inaliénabilité peu importe l'étendue de leurs propriétés] avec des

entrepreneurs agricoles capitalistes, dans des conditions totalement désavantageuses pour les premiers, supposait une subordination plus directe et légalisée du travail paysan au capital et conséquemment une perte absolue du processus productif. C'est ainsi qu'on concéda au Ministère de l'agriculture et des ressources hydrauliques un pouvoir absolu pour décider tout ce qui avait un rapport avec l'organisation de la production."

Le contrôle sur la production et l'organisation des petits producteurs passait aux entrepreneurs agricoles dont les intérêts coïncidaient avec ceux des groupes exportateurs. Les petits producteurs se retrouvaient en outre mobilisés politiquement, la plupart de ces organisations appuyant officiellement la CNC. C'était le cas de la ARIC Plan de Arroyo et celle de Tlapacoyan dont le directeur était à la fois maire (PRI), dirigeant actif de la Fédération des producteurs de café (CNC) et député local du district de Tlapacoyan (Hoffmann, 1992:535). Aussi, la ARIC-Misantla qui était dirigée et organisée par Marco Antonio Piña, frère d'un grand acheteur de café dans la région, cadrait dans cette perspective. La ARIC-Misantla réussira cependant à commercialiser son café directement à l'étranger, installant même des bureaux à New-York. Cette dernière expérience conduit également à la formation de la ARIC-NACIONAL, au sein de laquelle participèrent 16 organisations (Hernandez, 1989:22):

" Cette histoire n'est pas une anecdote. Plusieurs organisations indépendantes qui forment aujourd'hui la CNOC ont beaucoup appris sur la commercialisation du temps où elles étaient affiliées à la ARIC NACIONAL. Ainsi, en 1986, la Coalición de Atoyac et la Tosepan fourniront respectivement 13 mille et entre 8 et 10 millesquintaux de café."(idem)

Cependant cette expérience plutôt positive au niveau de la commercialisation sera entachée par les éternelles fraudes et irrégularités provenant de la direction qui ne faisait que reproduire les modèles de contrôle du PRI. Bien que plusieurs de ces organisations "officielles" aient échoué pour des raisons de corruption interne, de fraude, et de mauvaise administration, elles sont les précurseurs de modèles organisationnels démontrant qu'il était possible de transformer le café, de l'exporter, et de faire de la recherche, sans être dépendant de l'INMECAFÉ (Hoffmann, 1992:535).

L'autre tendance s'inscrit dans l'émergence d'un mouvement social et d'une force politique d'opposition comme c'est le cas de la ARIC-UPCV, qui se définit comme organisation démocratique et indépendante (Hoffmann 1992: 532). La Aric -UPCV naît de sa dissidence face à la centrale syndicale CNC. Dans la prochaine section, nous analyserons le mouvement indépendant opéré par la UPCV afin de rendre compte de la voie "indépendante".

4.4 Unión de Productores de Café de Veracruz: rompre avec les centrales syndicales officielles

La UPCV puise son fondement idéologique et ses conseillers externes dans la fameuse ARIC- Union de Uniones de Ejidos y de Campesinos Solidarios de Chiapas, organisation très connue au Mexique pour ses revendications agraires dans la Selva Lacandona en 1974. Cette dernière fut d'abord mise sur pied pour défendre les droits agraires de 26 ejidos dissidents du Décret de la Lacandona (1972), qui préconisait l'expropriation des Tzeltales des terres de la Selva Lacandonna, sous prétexte de créer une réserve pour les autochtones Lacandons doublée d'une réserve de la biosphère (Pérez Arce, 1991:65). On voulait en fait exploiter les ressources forestières de la zone en se débarrassant des communautés autochtones tzeltales qui y habitaient (idem). Le gouvernement octroya en effet 614 000 hectares de terres à 66 familles de Lacandons, et voulut concentrer les communautés autochtones tzeltales déjà installées dans deux villages: Frontera Echeverría et Doctor Velasco Suarez. La compagnie obtint l'accord des Lacandons pour exploiter la zone:

" Ces 66 chefs de familles se convertissaient légalement en propriétaires d'un latifundio aux proportions incroyables. Il apparaissait dès lors impensable que cette mesure soit utilisée à des fins strictement humanitaires et de justice "

Cette même année, suivant un décret présidentiel, on créa la *Compañía Forestal de la Lacandona S.A.* (Compagnie Forestière de la Lacandona) (Pérez Arce, 1991:66).

" Ils essayèrent alors de convaincre les villages de laisser leur terres et de se concentrer dans ces nouveaux villages...Un groupe de 26 ejidos résistèrent à cette réorganisation, ils restèrent sur leurs terrains et s'organisèrent. Ceci est l'origine de ce qui deviendrait plus tard la Unión de Uniones." (Perez Arce, 1991:66)

La résistance autochtone s'organise donc contre cette expulsion de son territoire sous couvert de défense de l'environnement. C'est ainsi qu'a lieu en 1974 le Congrès Autochtone, qui débouchera le 14 décembre 1975 sur la création de la Unión *Quiptic Ta Lecubtesel*.² Puis en 1980, la Unión de Uniones voit le jour et s'impose comme principale organisation paysanne au Chiapas après la CNC avec 160 communautés regroupant 12 000 familles. Dès 1979, l'organisation déplacera une partie de ses revendications au niveau de la caféiculture, considérant que la lutte pour la terre constitue une lutte à long terme alors que la question du café nécessite des réponses immédiates de la part du gouvernement (Perez Arce, 1991:70). Entre autres, les revendications se concentrent autour de cinq problèmes spécifiques à la région d'après Hernandez (1991:24): absence de crédit opportun et suffisant, irrégularités de la part de l'INMECAFÉ en ce qui a trait aux prix payés, insuffisance d'entrepôts pour emmagasiner le café, absence de transport et coûts élevés de location de camions, irrégularités lors du pesage du produit. Après de multiples tentatives, la Union de Uniones réussira à être considérée comme interlocuteur valable par l'INMECAFÉ et obtiendra en novembre 1979 la signature d'une convention spéciale entre l'Institut et les producteurs, entente dans laquelle on répondra à leurs revendications (idem). Son succès quant à l'obtention de la légalisation des 26 ejidos dissidents au Décret de la Selva Lacandona de 1974 lui avait donné également beaucoup de crédibilité et elle constitue en fait la base sur laquelle va s'appuyer l'UPCV pour former les lignes directrices de son organisation indépendante et démocratique.

Le rapprochement entre les deux organisations fut facilité par le fait que les conseillers de la UPCV et de la Unión de Uniones de l'époque faisaient tous partie de la *Linea Proletaria* ("groupe politique d'inspiration maoïste qui influencera grandement les mouvements sociaux urbains, paysans et ouvriers dans la seconde

² En tzeltal, ces termes signifient en français: La force par l'unité.

moitié des années 70") (Olvera, 1994:11). L'orientation idéologique de la **Linea** va changer le type de rapport entretenu traditionnellement avec les producteurs. La UPCV s'inscrit dans un mouvement d'opposition face à la politique traditionnelle caféière dans un État de grande influence de la CNC (comme on peut voir dans le tableau 3).

Menant d'abord une lutte pour la hausse des prix (c'est la UPCV qui organise la grande manifestation de 1982), elle continuera cette même lutte jusqu'en 1985, année du "changement de terrain". Entre 1982 et 1985, la UPCV compte quelques victoires contre l'INMECAFÉ : d'abord celle de 1982, puis une augmentation de 108% en 1984. En 1985 les représentants décident de lutter pour l'appropriation du processus productif et pour la démocratisation de l'organisation, ce qui ne fut pas sans déplaire à la ligne plus traditionnelle. Ainsi, face à ce changement d'orientation, les représentants des zones de Huatusco, Cosautlan et d'une partie de Coatepec se séparent de la UPCV qui ne compte que cinq zones. Cette scission semble attribuable à une lutte s'effectuant entre les leaders naturels des communautés et les conseillers externes de la UPCV (Olvera, 1991: 145-151).

L'UPCV rompt ainsi avec le verticalisme de la CNC où les dirigeants écartaient les principaux intéressés des orientations de la production et gardaient pour eux toutes les informations relatives à la caféiculture tant au niveau national qu'international empêchant ainsi les paysans de se prononcer sur la production et de la commercialisation du café. Ainsi, la UPCV se propose deux objectifs principaux: l'indépendance face aux partis politiques et aux centrales officielles et le respect des formes démocratiques dans la prise de décision (Olvera, 1991:144). La nouvelle structure décisionnelle de la UPCV s'appuiera donc sur des assemblées générales, régionales et communautaires afin d'intégrer concrètement les paysans dans la nouvelle organisation (Alberto Olvera et al., 1994:11); l'assemblée générale constituant l'autorité suprême de décision. Son leitmotiv était *Que la base mande!* ("Que la base dirige"). L'UPCV servira de canevas à la naissance d'autres organisations caféières dès 1983, organisations qui se distancieront parfois des revendications au sujet de l'"appropriation du processus productif" de la UPCV et qui adopteront leurs propres revendications. C'est le cas de la CIOAC-Huatusco affiliée à la *Central Independiente de Obreros Agrícolas*, de la UGOCEP (*Unión General Obrera, Campesina y Popular*), de la ROCA (*Red de Organizaciones Cafetaleras*) (Alberto Olvera et alt. 1994:11-15).

Les deux premières organisations existent comme des "sections" de grandes organisations syndicales nationales avec des lignes idéologiques et politiques déjà établies qui ne se limitent pas à la caféiculture (approche du développement rural intégral provenant de la ligne des "besoins fondamentaux" développée par la Banque mondiale de 1973-à 1982), alors que les organisations régionales comme la UPCV, la ROCA ou la Unión de Uniones au Chiapas se présentent comme des organisations régionales axés sur la question caféière (approche de l'appropriation du processus productif). Quant à la Fédération Nationale des Producteurs de Café qui regroupe 30 000 membres dans l'État de Veracruz, elle existe en tant que section caféière de la CNC, ce qui la place dans une orientation pro-gouvernementale évidente sans autre véritable objectif que celui de la production dans des conditions définies par l'État (voie officielle). Elle demeure cependant la principale organisation avec plus de 85% des producteurs de tout l'État, reléguant ainsi les organisations indépendantes à un maigre deuxième rang. Cette situation s'explique, d'après un des représentants de la UPCV, par la très forte présence des groupes exportateurs affiliés au PRI dans l'État de Veracruz et à l'existence d'alliances politiques entre les dirigeants régionaux, locaux et les groupes d'exportateurs. Aussi, le fait que la UPCV soit la deuxième en importance avec 2400 membres (moyens producteurs) s'explique à cause de la grande tradition de luttes caféières dans la zone d'influence de la UPCV, principalement contre les grands exportateurs. Le tableau suivant nous offre une synthèse des cinq principales organisations caféières du centre de Veracruz pour les petits et les moyens producteurs.

Tableau 2: Les organisations caféières du centre de Veracruz

	ROCA	UPVC	FNPC- CNC	UGOCEP- café	CIOAC- café
N° appr. membres	1000	2400	30 000	1000	2000
secteur	Café	café	café	café	café
affilié CNOC	Oui	oui	non	oui	oui
clientèle	Petits prod.	moyens	petits	petits	moyens
zone d'influence	Locale	régionale	régionale	régionale nationale	régionale nationale
Région	Coatepec-Cosautlán	Juchique-Coatepec	Misantla Tlapacoyan	Ixhuatlán del café	Huatusco-Misantla

Source: Alberto Olvera, 1994:16.

Les grands producteurs peuvent quant à eux choisir au niveau national entre deux principales organisations (lobbies très importants quant à l'orientation de la caféiculture): la Unión Nacional de Productores de café (Confederación Nacional de la Pequeña propiedad) et la Confederación Mexicana de Productores de Café (Hernandez, 1991:21). Ces organisations disposent de financement très important et exportent directement leur café; elles avaient une place privilégiée dans le marché des quotas lors de l'existence de l'OIC (idem), contrairement aux petits et moyens producteurs qui dépendaient du marché "hors quotas". Ce sont des organisations où l'on retrouve les producteurs-exportateurs et caféiculteurs à "haut rendement".

Le changement de terrain opéré, de la lutte pour les prix à l'appropriation du processus productif, par la UPCV en 1985 ne sera pas sans conséquence pour les petits producteurs, surtout dans une période d'instabilité et de désengagement de l'État. Le premier projet se circonscrivait à une lutte à caractère économique, alors que le projet d'appropriation du processus productif s'inscrivait dans une redéfinition des relations États-paysans à travers la remise en question des institutions paternalistes qui excluaient les paysans des décisions relatives à la production, à la

transformation et à la commercialisation du café. En effet, les dirigeants de l'INMECAFÉ se serviront politiquement des demandes de ces groupes minoritaires (qui réclamaient l'autogestion, comme la UPCV) lors de l'annonce de son démantèlement en juillet 1989 et justifieront le transfert de ses installations au secteur social comme "réponse aux demandes de décentralisation". Ce vide politique soudain (non seulement transfert des installations mais dissolution de toute la politique caféière nationale) n'avait pas été envisagé par les organisations revendicatrices et à la UPCV on qualifie maintenant cette revendication du "changement de terrain" de mauvais calcul politique. C'est, entre autres, cette désorganisation soudaine, qui empêcha les organisations indépendantes de recruter des membres au lendemain de la disparition de l'INMECAFÉ et d'opérer le changement de terrain revendiqué depuis 1985. Ces organisations minoritaires peu préparées par cette immense restructuration ne pourront donc supporter le fardeau organisationnel à cause du poids de leur endettement face à la CNC et du peu d'expérience dans l'organisation globale de la caféiculture: production, transformation et commercialisation. Si l'ensemble des producteurs du secteur social se sont retrouvés totalement désemparés au lendemain du retrait, il en est de même de bon nombre d'organisations. C'est donc encore une fois la CNC qui, avec l'appui de l'État et de l'expérience corporatiste qu'elle a développée au cours des 60 dernières années, tirera profit de la désorganisation de ses rivales.

La UPCV aurait souhaité, toujours d'après un de ses représentants, que se maintienne la structure administrative de l'INMECAFÉ en ce qui a trait à la recherche, à l'information, à l'assistance technique, à la promotion de la caféiculture. Ce qui ne s'est pas avéré juste. Évidemment, l'État ne sera que trop soulagé de mettre un point final à l'Institut, créant ainsi sa propre définition de l'autogestion...

A la UPCV, on pense depuis 1989 à structurer l'avenir. Ses objectifs pour les prochaines années sont d'inciter une plus grande participation des producteurs au sein des assemblées, et de continuer le recrutement des membres à travers une présence accrue dans les communautés éloignées. "Rejoindre les bases", ce sera la priorité pour les prochaines années. La UPCV est aussi une des 25 organisations qui se réuniront en 1989 pour donner une structure nationale aux revendications économiques des producteurs et une cohésion des organisations de caféiculteurs, en formant la CNOC.

4.5 La CNOC: convergence des organisations indépendantes

L'émergence de plusieurs organisations indépendantes depuis le début des années 80 va favoriser la création d'une coordination nationale afin de créer un nouvel interlocuteur au niveau national face au démantèlement de l'INMECAFÉ. C'est donc en 1989 que naît la CNOC, la *Coordinadora Nacional de Organizaciones Cafetaleras*. C'est par l'entremise de la Coalición de Ejidos de la Costa Grande de Guerrero et de la ARIC Unión de Uniones de Chiapas (CNOC, 1995:3) que le projet se met en branle. Il suffira de quelques réunions s'étalant de 1988 à 1989 pour que naisse officiellement la CNOC (en juillet 1989, c'est-à-dire au moment de la rupture des Accords de l'OIC) grâce aux efforts de 25 organisations provenant de six États (Hernández, 1991:29). Peu après, en octobre de la même année, les organisations indépendantes et 122 UEPC de Veracruz se réunissent pour élaborer une stratégie devant le retrait de l'État (Hernández, 1991:30). On s'attardera particulièrement au sort des UEPC, qui ne jouissaient pas de l'expérience des organisations indépendantes en matière d'autogestion.

C'est aussi à partir de cette rencontre que la CNOC s'impose comme principal représentant des petits producteurs et réussit à négocier le déblocage des fonds du FREC (Fondo Regulador para Acopio y comercialización) et de nouveaux crédits en période de crise; 3218 millions de pesos (Hernández, 1991:34). Il est aussi débattu du rôle que devront jouer les organisations autonomes pour tenter de rejoindre et d'assister les organisations "forcées" à devenir autogérées. Au 16 mai 1994, la CNOC comptait 61 991 membres au Mexique provenant principalement des communautés autochtones des États de Oaxaca (38,5%), du Chiapas (33,5%), de Guerrero (14%) et dans une moindre proportion des États de San Luis Potosi (7,7%), de Veracruz (3,6%), de Puebla (1,5%) et d'Hidalgo (1,2%). Parmi les organisations représentées on retrouve entre autres, la UPCV, la Tosepan Titataniske de Puebla, la Pajal Yakaktic de Chiapas, et la UCIRI (Unión de Comunidades Indígenas de la Región del Istmo) de Oaxaca (CNOC, 1995:1-5). Aussi, comme nous l'avons vu au tableau 2, les principales organisations caféières de Veracruz font partie de la CNOC, sauf la FNPC de la CNC. C'est que la CNOC n'arbore aucun objectif partisan et réclame la justice sociale pour tous les Mexicains; cela suffit à l'inscrire dans les forces d'opposition, d'où l'abstention de la fédération officielle.

Il faut également souligner que la majorité de ses membres sont autochtones représentant, entre autres, les groupes suivants: Tzotzils, Tzeltals, Tojolabals, Chols, Huastèques, Nahuas, Totonagues, Tlapanèques, Mazatèques, Zapotèques, Mixtèques, Chinantèques, Triquis, etc. (CNOC, idem). Ce caractère autochtone de l'organisation (d'après M.A. ancien conseiller de l'INMECAFÉ à New-York) ne deviendra cependant officiel au sein de l'organisme qu'après le soulèvement zapatiste de 1994.

L'objectif principal de la CNOC tel que stipulé dans sa brochure explicative s'inscrit dans un cadre d'autogestion et préconise l'appropriation du processus productif par les producteurs devant le désengagement de l'État. Lors de sa formation, ses principales demandes étaient les suivantes: 1) de meilleurs prix, 2) une augmentation des quotas d'exportation pour les organisations qui commercialisent directement leur café, 3) que soient utilisés les fonds du FREC (Fiducie du café) pour donner des crédits aux organisations 4) des appuis pour l'opération des nouvelles installations et finalement, 5) la reconnaissance de la CNOC comme organisation et sa participation dans les instances nationales de la caféiculture. Les trois dernières conditions furent respectées. D'abord on libérera le FREC et on le reconvertira en FIDECAFÉ; ensuite les nouvelles installations recevront des crédits des mains du PRONASOL; et enfin la CNOC eut sa place dans les organisations nationales telles que le comité technique du FIDÉCAFÉ, la Commission exécutive du Conseil Mexicain du Café, le Secrétariat Technique du Groupe Operativo Nacional, elle est aussi membre des conseils d'État de Chiapas, Veracruz, Puebla, Oaxaca, et Guerrero (CNOC, 1995:7). Avec comme résultat qu'elle comble peu à peu le vide politique et organisationnel laissé par l'État depuis 1989. Les deux premières demandes seront écartées puisqu'on est en pleine crise du café (les prix chutent de 60%) et que l'État refuse désormais de maintenir les prix de garantie. Quant à l'augmentation des quotas, elle va à l'encontre de la rupture des Accords de l'OIC, qui supprime justement les quotas.

Au niveau international, la CNOC participe en 1990 à la création de UPROCAFÉ (*Unión de pequeños productores de café de México, Centroamérica y el Caribe*) qui compte environ 70 000 producteurs du Mexique et d'Amérique centrale qui éprouvent les mêmes problèmes suite à la libéralisation du secteur caféier (Ejea, 1991:180) et en 1992 à la SCPP (*Sociedad Cooperativa de Pequeños*

Productores) regroupant des pays d'Amérique latine et d'Afrique(idem). Elle crée aussi en 1990 avec la participation de 30 organisations, la *Promotora Comercial de Cafés suaves Mexicanos S.A. de C.V.*, (Hernandez,1991:34) et commercialise à travers ses bureaux américains, son propre café de marque Aztec Harvest.

Malgré ces succès, les revendications actuelles de la CNOC insistent maintenant sur la nécessité d'un retour de l'État au niveau de la planification d'une politique caféicole pour l'ensemble des producteurs mexicains. Ces revendications touchent des fonctions que l'INMECAFÉ exerçait avant son démantèlement et qui sont cruciales, mais qui ne peuvent être exercées par des organisations paysannes: 1) des appuis financiers directs pour réhabiliter les plantations de café, 2) la participation dans l'Association internationale des pays producteurs afin d'établir la stabilisation des prix à échelle mondiale, 3) la création d'une seule instance nationale dans laquelle se définiraient les politiques caféières avec la participation du gouvernement fédéral et des grands producteurs, 4) la création d'un fonds permettant la recherche et le développement des nouvelles technologies, 5) le développement d'un nouveau système financier opérant conjointement avec Bancomext et finalement, 6) l'appui de la part du gouvernement à des associations de producteurs qui veulent contrôler leur processus productif (CNOC, 1995:8)

Les demandes de la CNOC correspondent aux conditions que semblent exiger ceux qui se sont penchés sur la question. Parmi eux, on retrouve M.A, ancien conseiller de l'INMECAFÉ à New-York et candidat comme député PRD pour la circonscription de Xalapa aux élections présidentielles de 1994. En 1993, il rédige un document s'intitulant *Propuesta para la formulación nacional del programa cafetalero 1993-2000* (Proposition pour la formulation nationale d'un programme caféicole 1993-2000). Dans ce document, M.A préconise deux objectifs fondamentaux pour la caféiculture nationale: a) la création d'un plan national caféicole qui redéfinisse les processus de recherche, d'assistance technique, d'appui financier et de promotion de la caféiculture, b) que cette planification soit dirigée par un nouvel institut qui regrouperait les producteurs du secteur social, les transformateurs et les industriels. Cet institut serait appuyé par le gouvernement et les différentes ONG comme la CNOC (Entrevue avec M.A, Xalapa, 14 septembre 1995).

La CNOC est d'ailleurs un excellent exemple de ce que peuvent faire les ONG pour redéfinir la caféiculture mexicaine. Depuis 1989, cette organisation a réussi à atténuer le vide administratif laissé par l'État pour l'obtention de crédits; elle a aussi réussi à s'imposer comme organisation mexicaine dans des organisations internationales de café, même si le Mexique s'est retiré de l'Association internationale des producteurs pour satisfaire la politique néolibérale des États-Unis, pays qui prône le libre-marché des ventes; elle a constitué la seule solution face au retour de l'intermédiation dans le secteur social. La CNOC représente donc selon nous une solution pour les caféiculteurs du secteur social non seulement au niveau du regroupement des revendications, mais aussi au niveau de la commercialisation. La caféiculture mexicaine a subi de profondes modifications au cours des 10 dernières années, le vide laissé par le retrait de l'État a été rempli par les intermédiaires privés et c'est ce à quoi la CNOC s'est attaquée sans beaucoup de ressources pour leur faire concurrence. Pour un certain nombre de producteurs, il existe maintenant un choix entre l'organisation ou l'intermédiation, c'est-à-dire entre l'autonomie des organisations et le secteur capitaliste. Ce sera aux producteurs de faire le choix entre l'organisation ou l'intermédiation, c'est-à-dire entre l'autonomie ou la privatisation.

Les producteurs du secteur social (anciennes UEPC) sont ceux qui sont le plus difficilement rejoignables pour la CNOC et d'autres organisations indépendantes. Ce sont aussi ceux qui ont le plus souffert du démantèlement de l'INMECAFÉ, puisqu'ils n'avaient, pour la plupart, aucune expérience dans l'organisation, la transformation et la commercialisation. Ce sont des producteurs traditionnellement insérés dans les appareils corporatistes d'État, corporatisme qui s'est poursuivi suite à la disparition de l'INMECAFÉ et l'implantation des nouvelles structures juridiques. Ce sont ces producteurs que la CNOC essaiera maintenant de rejoindre à travers un travail à la base dans les communautés, comme ce qui s'est fait avec la CEPCO dans l'État de Oaxaca. Pour ces producteurs, le retour des intermédiaires a souvent été la solution au démantèlement de l'INMECAFÉ depuis 1989, faute de visibilité des autres organisations dans leurs zones doublée d'une forte présence du PRI.

Le mouvement paysan dans la caféiculture depuis la fin des années 70 s'est traduit par deux tendances principales, à savoir la voie officielle ou la voie indépendante. La voie officielle est composée des producteurs affiliés à la CNC, alors que la voie indépendante a tenté de se défaire du verticalisme qui dictait ses

relations avec les entrepreneurs privés et avec l'État. La lutte de meilleurs prix payés pour le café a toujours rallié les caféiculteurs des différentes tendances. Cependant, la remise en question de la politique de l'INMECAFÉ a été assumée par une partie des caféiculteurs de la voie indépendante. Cette dernière tendance n'est pas homogène et les caféiculteurs ont entrepris des luttes parfois divergentes: appropriation du processus productif, projet de développement rural intégral, ou simplement lutte des prix. La lutte des organisations indépendantes, bien que non-homogène, a permis depuis 1989 d'apporter une solution au vide politique, technique, et commercial laissé par l'État depuis 1989. En effet, les différentes organisations (Unión de Uniones de Chiapas, UPCV, Coalición de Ejidos Alfredo V. Bonfil, CEPCO, etc.) en sont arrivées à la création d'une coordination nationale des organisations indépendantes visant l'amélioration des conditions de production, de transformation et de commercialisation des petits producteurs dans des modèles de participation démocratique où les producteurs sont désormais impliqués non seulement au niveau technique, mais au niveau décisionnel.

Afin d'approfondir concrètement le processus de transfert des installations de l'INMECAFÉ et étudier la réorganisation des petits producteurs du secteur social, nous procéderons dans le chapitre qui suit à une étude de cas. Nous nous proposons d'étudier le transfert des installations productives de l'INMECAFÉ (2 *beneficios* humides) à la Société de Solidarité Sociale Sierra Santa Rosa, sud de l'État de Veracruz, Mexique, organisation de producteurs créée suite au transfert des installations de l'INMECAFÉ en 1991. L'étude de cette organisation est intéressante dans la mesure où elle représente le transfert typique suite au départ de l'INMECAFÉ : transfert d'installations aux communautés autochtones popolucas. Les producteurs avaient été originellement regroupés en UEPC, puis en CLS et enfin en SSS. L'organisation n'a jamais été affiliée à des organisations indépendantes, comme la CNOC, et la réorganisation s'est avérée très difficile.

Chapitre 5. L'"autogestion "forcée" des communautés popolucas du municipe de Tlalpan, Veracruz.

5.1. Géographie et localisation du municipe de Tlalpan

Le municipe de Tlalpan¹ est un des sept municipes du sud de l'État de Veracruz où l'on cultive le café de façon importante. C'est aussi le cas des municipes de Huehuetenango, Tomatitlan, Catemaco, San Mateo, Acayucan et Miguel Hidalgo (voir tableau 4). Tlalpan s'insère dans un massif montagneux qu'on désigne sous le nom de Sierra de Tlalpan ou Sierra de Santa Rosa. Cette région fait partie d'une zone beaucoup plus vaste identifiée comme la Sierra de los Tuxtlas, laquelle constitue un des derniers écosystèmes tropicaux de type "forêt tropicale humide" du Mexique. Géographiquement, le municipe de Tlalpan est limité par le Golfe du Mexique au nord et au nord-est, par la plaine de Barlovento au sud, par le Lac de Catemaco à l'ouest et par la lagune de l'Ostión au sud-est (Paré *et al*, 1993.) Il est bordé par les municipes de Catemaco (voir carte 2), au nord-est; Tomatitlan et Pajapan à l'est; Acayucan et Pedrero au sud et Huehuetenango à l'ouest (Felix-Baez, 1973:50). Situé dans une région accidentée où l'altitude varie de 490m à 1000m au dessus du niveau de la mer, de climat chaud-humide atteignant une moyenne de 25,5 Celsius avec des précipitations annuelles allant de 2000 à 3600 mm de pluie (Félix-Baez, 1973: 52) et des vents forts (nortes) qui font baisser la température de septembre à décembre, Tlalpan est propice à la culture du café. C'est d'ailleurs parmi les sept municipes mentionnés plus haut le plus important en ce qui a trait à la production avec une superficie plantée de 2798 hectares comparativement à des totaux allant de 1641, 5 à 82 hectares pour les autres municipes (Blanco Rosas, 1991:22). La culture du café dans le municipe se concentre dans dix villages situés principalement autour du chef-lieu municipal, San Francisco Tlalpan.

¹ Bien qu'étant un territoire de langue majoritairement popoluca, la Sierra de Tlalpan affiche un grand nombre de noms nahuatisés (empruntés au nahuatl) suite à l'invasion nahua du territoire zoque-mixe-popoluca en 800 ap. J-C.

Tableau 3: La caféiculture dans le sud de Veracruz

municipe	sup.hectares	communautés	producteurs	Sup. moy/pro
Tlalpan	2798	10	951	3
Huehuetenango	1641,50	11	709	2,3
Tomatitlan	82	1	26	3,1
Catemaco	1614	21	770	2
San Mateo	759,50	6	246	3
Acayucan	349,75	5	153	2,3
Miguel Hidalgo	287,25	2	170	1,7

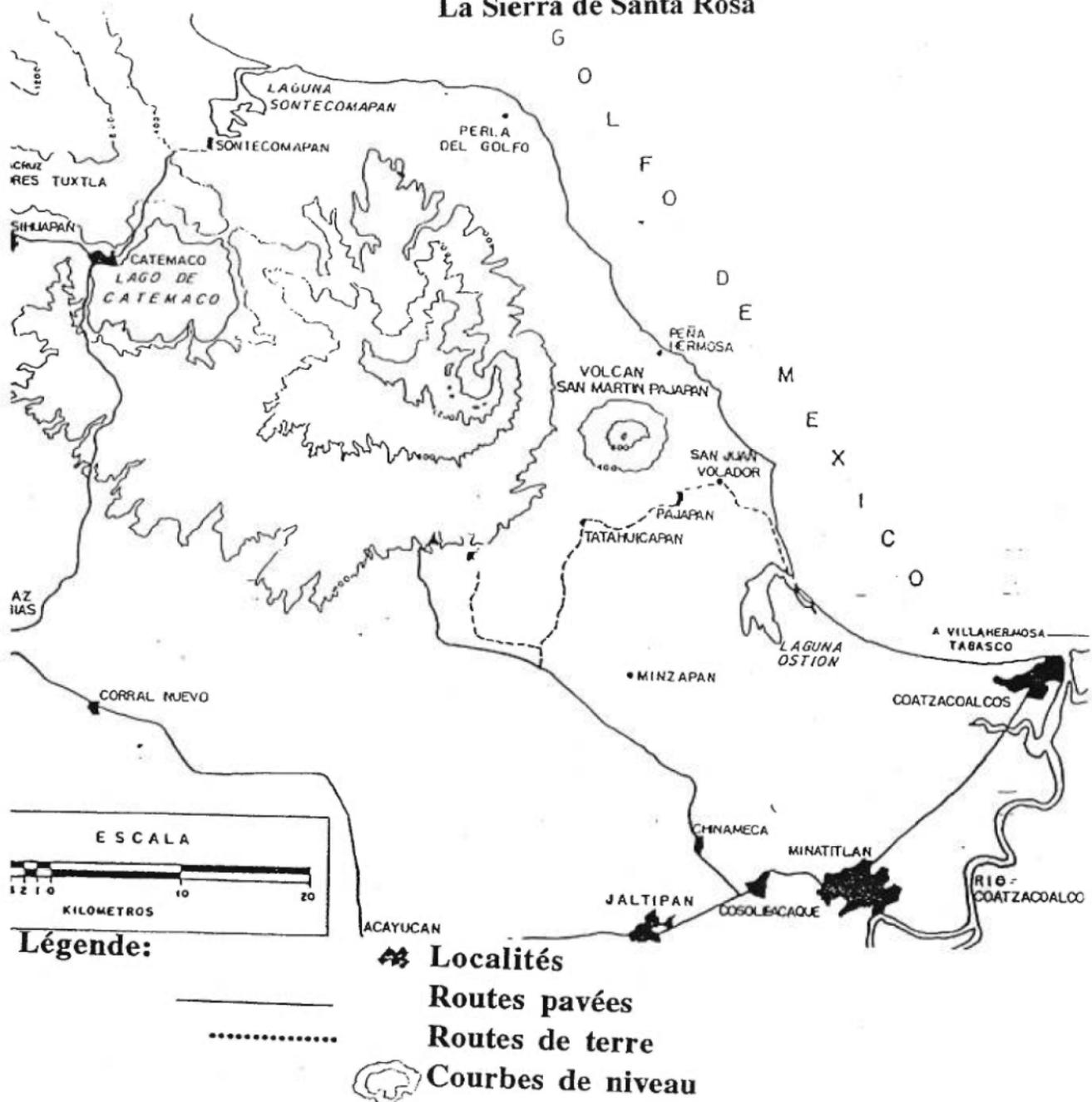
Source: José Luis Blanco Rosas (1991:22)

5.2 Ethnohistoire et occupation du territoire

La zone étudiée correspond à une portion de l'ancien territoire occupé par la civilisation Olmèque (1800- av. J.-C.-400 av.J-C). C'est dans cette région qu'on a placé le berceau de ce que Paul Kirchoff (1967) a nommé Mésoamérique. En effet, les archéologues estiment qu'entre 1200 et 900 av. J-C, on assiste dans cette zone qui s'étend de Chichiquila, au sud de Xalapa (Veracruz), jusqu'au nord de l'État de Tabasco et au nord-est du Chiapas, à l'apogée de la culture olmèque avec la construction des premiers centres cérémoniels mésoaméricains. Les sites de San Lorenzo (1200-900 av. J-C.) et de La Venta (900-400 av. J-C.) témoignent des premières tentatives de cohésion socio-religieuse au sein de ce territoire (Félix-Baez, 1973:62). Les artefacts et stèles retrouvés sur ces sites nous font découvrir une société hiérarchisée où le prêtre joue un rôle clé et se dissocie des agriculteurs par sa fonction rituelle et les privilèges reliés à celle-ci. Bien que plusieurs hypothèses aient été émises sur l'origine des Popolucas du municipe de Tlalpan comme étant les descendants des Olmèques, cette hypothèse ne peut être scientifiquement acceptée, à cause des nombreuses migrations et invasions survenues dans la zone. Félix- Baez

(1973) avance (en prenant pour base les écrits de Foster(1967)) que l'actuel groupe popoluca fait partie du tronc zoque qui comprend, entre autres, le mixe, le zoque et le popoluca de Conguaco. Toujours selon le même auteur, il est probable que le groupe popoluca de Tlalpan était originellement installé au Chiapas. On peut cependant affirmer, à l'instar de Foster (1948) et García de León (1969, cité par Félix-Baez 1973), qu'en 800 après J-C. dans la zone qui nous intéresse, c'est-à-dire le municipe de Tlalpan, la langue popoluca faisait déjà partie de la branche Zoque-mixe de la famille Macro-Maya (Melgarejo Vivanco, cité par Fernández, 1971:7) Aujourd'hui on retrouve 4 variantes dialectales du popoluca d'après Felix-Baez (1973:62): le zoque-popoluca de la Sierra, le mixe-popoluca de Sayula, le mixe-popoluca de Oluta et le zoque-popoluca de Texistepec. Il semblerait que le zoque-popoluca de la Sierra et le zoque-popoluca de Tlalpan se soient séparés après la période de San Lorenzo (Félix-Baez, 1973:62) Le popoluca de la Sierra correspond au popoluca parlé principalement dans le municipe de Tlalpan. Les trois autres variantes correspondent à trois autres villages où se parle le popoluca: Sayula, Oluta et Texistepec. Il est à noter que ces 4 variantes dialectales sont pratiquement inintelligibles entre elles (Elson, 1960:4)

Carte 2 La Sierra de Santa Rosa



Source: Projet Sierra Santa Marta, cahier de présentation, 1993.

Actuellement, les rapports de l'INI d'Acayucan (1991: miméographié) sur la région estiment qu'on compte environ 10 000 Popolucas sur une population autochtone estimée à 15 363 individus; la population totale pour le municipio étant de 23 181 personnes (INI, 1992, miméographié). Les autres communautés représentées dans le municipio de Tlalpan sont les Nahuas (à peu près 1000 personnes) et les Zapotèques (une quarantaine de locuteurs, arrivés dans la zone après avoir fui la Révolution dans l'État de Oaxaca). Ces derniers s'adonnent surtout à des activités commerciales dans le chef-lieu majoritairement métis de Tlalpan.

Le municipio de Tlalpan compte 46 villages dont 10 se consacrent à la culture du café (Blanco Rosas, 1991:22). Les autres villages ont une altitude inférieure ou égale à 500 m d'altitude ce qui n'est pas propice à cette culture. Outre le café, on produit des papayes, du piment, du maïs et des mangues (INI, 1991: miméographié). La culture du maïs combinée à celle des haricots et de la courge constitue encore pour les Popolucas le traditionnel "trio mésoaméricain" de base. La culture du maïs se fait toujours selon la technique du RTQ (rosa, tumba, quema) qui consiste à brûler les terrains, les laisser reposer puis les semer. Toujours d'après l'INI (idem), entre 75 et 80 % de la production de maïs (2,8 t/h en moyenne) est destinée à la consommation domestique; le reste se vend sur le marché local.

5.3. Organisation socio-politique des Popolucas de Tlalpan

Pour ce qui est de la vie socio-politique des Popolucas du municipio de Tlalpan, on peut dire qu'elle est régie principalement par l'ejido. L'ejido est une forme collective de possession des terres obtenue après la Révolution de 1910-1917 et remise en question par le changement à la loi agraire de 1992. Il ne correspond cependant pas à une forme de gouvernement traditionnel des Popolucas, car il s'applique en effet à un grand nombre de communautés rurales du Mexique, autochtones ou pas. Il existe des variantes entre les ejidos principalement en ce qui a trait aux règlements internes de chaque Assemblée Ejidale (autorité suprême de l'ejido) décidés par les ejidatarios de chaque communauté. Ce qui est particulier chez les Popolucas est le caractère communal² des ejidos; il n'y a pas eu de

² L'ejido peut être soit communal, soit "parcellisé"; le caractère communal correspond aux ejidos où les ejidatarios n'ont pas de titres de possession spécifiant le nombre d'hectares auxquels ils ont droit; ils ont des droits agraires

parcellisation de la terre entre les individus, comme c'est le cas sur la plupart des ejidos. Cette situation s'explique par l'impossibilité ou le refus par les ejidatarios (selon les différentes communautés) d'appliquer les résolutions présidentielles transmises par le Ministère des affaires agraires et de la colonisation qui aurait dû depuis la formation des ejidos (début des années 30 pour la Sierra) faire effectuer cette parcellisation et distribuer des certificats de droits agraires. Félix-Baez (1973:84) explique que la parcellisation ne s'est pas effectuée dans plusieurs ejidos de la Sierra principalement à cause de la lenteur de la redistribution agraire et de la dotation provisoire des terres:

"La redistribution agraire s'est effectuée avec une lenteur extrême. Les dotations provisoires-non pas les définitives-se sont fait attendre plus de trente ans; le laps de temps entre la sollicitation et la dotation atteignant des moyennes de 18,6 ans par communauté. D'après Mendieta et Núñez (1969:55-56), cette lenteur dépend des mécanismes de la Commission Agraire Mixte et d'autres sphères de l'administration correspondantes."

Les Zoque-Popolucas n'accordaient jusqu'à tout récemment (voir au chapitre 1 la réforme à l'ancienne législation agraire entreprise par le gouvernement Salinas en 1992) aucune valeur d'échange à la terre, cependant elle avait une valeur d'usage à la fois comme source de subsistance (culture céréalière) et de plus en plus comme source de revenus monétaires avec l'extension des caféières. On peut avancer que l'organisation socio-politique et la hiérarchie sociale actuelles des Popolucas reposent sur la possession de la terre. En effet, dans l'Assemblée ejidale, ce sont les ejidatarios (ceux à qui on a réparti les droits agraires lors de la fondation de l'ejido) qui prennent toutes les décisions relatives à la terre. Ces droits, assurant la possession d'un nombre d'hectares, ne peuvent être vendus, mais seulement transférés à un seul héritier. En tant que principaux ayant-droits à la terre les ejidatarios sont donc ceux sur qui repose la "loi agraire" de la communauté.

La structure éjidale comprend un Commissaire Ejidal et un Conseil de Vigilance qui s'occupent respectivement des problèmes liés aux conflits territoriaux entre individus et entre communautés. Les non-ejidatarios (fils d'ejidatarios ou paysans s'étant approprié des parcelles inocuppées) jouissent aussi d'un usufruit sur des parcelles de terre, mais n'ont pas de droit de vote au sein de l'Assemblée Ejidale.

conjointes sur l'ejido. L'ejido "parcellisé" stipule à travers des certificats de droits agraires, le nombre d'hectares et le lot spécifique correspondants à chacun des ejidatarios. (Félix-Baez, 1973:86)

Il font cependant partie de l'Assemblée du village, institution qui s'occupe des problèmes touchant l'ensemble de la communauté comme l'eau potable, l'électricité et les routes.

Parallèlement à cette structure de décision et de politique interne reliée à la possession des terres ejidales, les communautés popolucas s'insèrent dans une structure politico-administrative à échelle municipale qui vise à les intégrer dans le système politique national. Chaque municipe contient un *ayuntamiento* ou *cabecera municipal* qui constitue en quelque sorte la capitale administrative (la plupart du temps à majorité métisse) du municipe où les habitants accourent pour régler des affaires judiciaires, administratives ou domestiques qui ne peuvent être résolues dans leur communauté. Par exemple, les mariages civils, l'émission des certificats de naissance, les baptêmes sont autant de cas qui doivent être réglés à l'hôtel de ville de la *cabecera*. Le *presidente municipal* (maire) est le personnage officiel le plus important de cette structure (Foster, 1966: 72) qui implique aussi la présence de nombreux autres acteurs visant à régir l'ensemble du municipe. Aguirre Beltrán explique en ces termes les rapports qui régissent les liens entre la politique nationale et ejidale autochtone:

" La régulation de l'interaction mercantile et de l'interdépendance économique découle d'une superstructure que la ville a créée pour régler la conduite des autochtones et des métis: le gouvernement urbain. Cette superstructure n'est pas exclusivement formée par le gouvernement municipal, mais aussi par une série d'institutions dépendantes des différents États mexicains- Ministères du revenu, de l'éducation, de la santé, du travail, et de la justice- dont l'action est renforcée par des institutions similaires au niveau fédéral.(...)le poste de maire est attribué en général à une personne qui jouit du support du gouverneur de chaque État; ceci explique l'ampleur de la juridiction et les excès de pouvoir qu'il commet au détriment de la partie la plus désavantagée de l'interdépendance, c'est-à-dire, les autochtones."(1991:87-88)

Afin d'exercer un contrôle politique sur les communautés, le maire nomme des "agents municipaux" (*agentes municipales*) dans chaque village afin de le représenter et d'exécuter les décisions provenant de l'autorité municipale et nationale. Ces postes-clés au niveau du pouvoir politique s'apparentent, dans un moindre degré, à la relation décrite par Aguirre Beltrán entre les gouverneurs et les

maires et permettent à leurs détenteurs une grande influence dans les décisions relatives à la communauté.

A cette structure socio-politique formelle s'ajoute une structure socio-religieuse traditionnelle comportant différentes institutions. L'une des plus importantes, la *mayordomía* (majordomie), consiste en une série de fêtes données en l'honneur des Saints Patrons (pour les autochtones catholiques seulement). Chaque saint a son "majordome", élu à chaque année, et qui est chargé d'organiser la fête en son honneur. La préparation de cette fête s'échelonne sur toute une année au cours de laquelle il devra acheter des porcs et des dindes pour les engraisser, ainsi que de ramasser l'argent nécessaire à la fête (alcool, musiciens, nourriture, etc.). La *mayordomía* confère du prestige à celui qui l'occupe, elle démontre sa volonté de célébrer dignement le Saint Patron avec lequel le village s'identifie en festoyant.

L'anthropologie culturelle fonctionnaliste (Foster, 1948) y a vu un mécanisme de redistribution des richesses et de nivellement social. Paradoxalement, dans les communautés stratifiées, les paysans aisés à qui correspondent les postes les plus coûteux ne sortent pas ruinés de l'opération. Ils la financent avec leurs revenus courants (et en s'endettant parfois); leur image en sort rehaussée, leur place légitimée face à leurs co-villageois qui continuent d'être...leurs ouvriers agricoles, clients, etc. (Beaucage, 1973) Parallèlement à la *mayordomía* on retrouve l'institution du *compadrazgo* (ou "compéragé"), institution qui permet de tisser (à l'occasion des baptêmes, des mariages, etc.) des alliances entre des familles souvent éloignées ou non apparentées et même avec des étrangers. Ces alliances comportent trois dimensions: une dimension spirituelle, une dimension économique, et une autre politique. Au niveau rituel, le compéragé assure la réalisation des grands rites de passage lors des baptêmes et mariages. Le parrain et la marraine y jouent le rôle dominant. Ils devront échanger des conseils pour le bien soit des nouveaux mariés ou des nouveaux-nés.

Au niveau économique, ces alliances sont souvent pratiquées entre familles de différentes strates ou classes; d'une part elles assurent aux moins nantis une aide monétaire en cas de besoin et d'autre part la fidélité de ceux-ci à leurs bienfaiteurs dans toutes sortes de situations. C'est ainsi, comme on le verra plus loin, dans le

village de San Antonio, Tlalpan, que l'acheteur principal de café a de nombreux "compadres", ce qui lui facilite l'achat de café.

5.4 L'Hacienda "Los Andes": l'introduction du café dans la Sierra de Tlalpan

L'actuel territoire popoluca du municipe de Tlalpan a souffert plusieurs agressions jusqu'en 1930, année des premières sollicitations agraires de la part des autochtones. Les différents systèmes de domination instaurés d'abord par la colonie via le système de l'*encomienda*³, puis ensuite par les lois de colonisation de Porfirio Díaz ont constitué, depuis le 16ième siècle, les étapes conduisant à leur inévitable participation à la rébellion de 1906. C'est au cours de cette rébellion que les Popolucas joindront les rangs de Hilario C. Salas (principal opposant de Porfirio Díaz dans le sud de Veracruz) (Ramírez Lavoignet, 1971:56).

L'ancienne *Republica de Indios de Tlalpan* avait initialement été dépossessionnée légalement de ses terres par la couronne espagnole au profit de l'*encomendero* Juan Martín de Valencia. La zone constituait à l'époque une importante source de tributs sous forme de cacao. Ainsi, en 1554, les autochtones devaient fournir, entre autres, 4 000 grains de cacao à tous les 60 jours (Félix-Baez, 1973:69). L'autre bouleversement majeur fut la loi des *terrenos baldíos* décrétée en 1886 par Porfirio Díaz. Cette loi dépossessionnait non seulement les autochtones de leurs terres, mais les condamnait aux travaux forcés sur les haciendas formées par cette nouvelle législation. Les terres popolucas et nahuas (les municipes de Tlalpan, Tomatitlan, Pedrero, Minatitlán et Hidalgotitlan) allaient passer dans les mains du beau-père du dictateur, Manuel Romero Rubio (Ramírez Lavoignet, 1971:45).

En 1905, les héritiers de Romero Rubio vendront des lots de la zone, dénommée deuxième zone de Romero Rubio, à deux acheteurs différents: 1891 hectares à Adelaído B Domínguez et 78 467 hectares à la société anglaise A.S.

³ La couronne espagnole octroya des titres de propriété aux conquérants de diverses expéditions au début de la colonie. Ces titres qu'on appelait *mercedes* servirent à dépossessionner légalement les autochtones de leurs terres; ceux-ci ne disposaient plus que de l'usufruit et devaient payer un tribut à l'*encomendero*. (Félix-Baez, 1973:66)

Pearson and Son Ltd (prospection pétrochimique). Ces terres correspondent à l'emplacement actuel des communautés de San Francisco Tlalpan, y compris San Antonio et Palmera qui font l'objet de notre étude.

D'après Foster (1966), la culture du café dans le municpe de Tlalpan remonte à l'établissement de l'Hacienda "Los Andes" dans le village actuel de Alta Vista (zone B de Romero Rubio) au début du 20 ième siècle, période qui correspond au boom caféier national, lequel aura des répercussions importantes pour la région sud de Veracruz (Foster,1942:109). Foster donne en effet des chiffres assez surprenants sur l'augmentation de la production de café dans la région de Acayucan et Minatitlan :

"in the cantones of Acayucan and Minatitlan coffee production rose from 10 000 kilos in 1889 to 3 000 000 in 1900" (idem).

La compagnie Lagarza y Somellera profitera donc de la conjoncture de prix favorable du début du 20 ième siècle et de l'achat d'une partie des terres de la zone B de Romero Rubio⁴ pour s'installer à 10 kilomètres de l'actuel chef-lieu du municpe de Tlalpan et établir, à un mille de l'actuel village de Buenavista, le village de la Cia. de los Andes et son hacienda de café. Foster (1966:14) commente que les propriétaires firent venir la machinerie d'aussi loin que des États-Unis et d'Angleterre et forcèrent les autochtones à y travailler comme *peones*. C'est ainsi que, comme le mentionne José Luis Blanco Rosas (1994:3), "Los Andes" constitua le point de propagation de la caféiculture parmi les autochtones de Tlalpan".

Excédés par l'exploitation et la violation de leur territoire, les Popolucas prennent part en 1906 à une rébellion dirigée par Hilario C. Salas, rébellion qui fut cependant étouffée. La rébellion de 1906, dans le sud de Veracruz, fut un des nombreux mouvements paysans qui allaient conduire à la Révolution de 1910. Hilario C. Salas avait fait siennes les revendications des Popolucas de Tlalpan qui s'étaient rebellés à plusieurs reprises contre l'exploitation du régime porfiriste. C'est ainsi que le 4 octobre 1906 se déroule un grand combat entre les autochtones

⁴ La zone B de Romero Rubio était constituée au moment de la répartition des terres de 3 haciendas: "Cerro colorado" propriété de Lucía Cubillas, "Corral nuevo" propriété de Juan Chazáro et "Los Andes" propriété de Lagarza Somellera et cie (Félix-Baez, 1973:84).

popolucas de Tlalpan dirigés par Salas et le bataillon no 25 de l'armée fédérale. Malgré la défaite des rebelles, l'opposition à la dictature continue à opérer dans la zone avec Santana Rodríguez (Santanón) jusqu'en 1914, année où Miguel Alemán, le nouveau chef du mouvement, installera son quartier général dans la Sierra de Tlalpan. Il semblerait d'après Félix-Baez (1973:79) que les Popolucas eux-mêmes ne connaissaient pas l'étendue de leur territoire et qu'on les aurait dépossédés de plus de 174 000 hectares. La question agraire sera un des principaux motifs qui incitera les Popolucas à lutter aux côtés de Hilario C. Salas. (Félix-Baez, 1973:57-80). L'exploitation de la caféiculture à travers le système de l'hacienda dura jusqu'au début des années 30 (plus de quinze ans après la Révolution) époque où les paysans sans terre, autochtones ou non, du municipe firent une demande de dotation agraire suivant ainsi les nouvelles modalités de la Constitution héritée de la Révolution de 1917. C'est ainsi qu'au début des années 30, les Popolucas de Alta Vista détruisirent toute la machinerie de l'hacienda lors d'une émeute mettant les propriétaires en fuite (Blanco Rosas, 1994:4). Ces latifundios seront d'ailleurs redistribués lors de la dotation agraire; l'ancien village de la Cia. de los Andes porte aujourd'hui le nom de Pop Sojnas.

5.5 Les producteurs Popolucas et les réseaux d'acheteurs (1930-1974)

Suite à la fin du monopole de la caféiculture par l'Hacienda "Los Andes" au début des années 30, les plants de café de même que le savoir-faire caféicole se propageront dans les régions montagneuses du municipe de Tlalpan. Principalement, c'est dans les villages de Alta Vista, Chapulin, San Francisco, San Antonio⁵, Palmera et Laguna grande que se concentrera la production caféière du municipe; ces zones jouissent de conditions climatiques et géographiques propices à la culture du café. Ce sont des ejidos où les autochtones se sont mis à planter du café sur les pentes, s'initiant ainsi à la production marchande après une tradition millénaire de production dédiée principalement à l'autosubsistance à travers la culture du maïs,

⁵ Il semblerait d'après Blanco Rosas (1994:7) que les autochtones qui étaient le plus impliqués dans la caféiculture avant la Réforme agraire et la répartition des terres soient ceux de San Francisco Tlalpan. Cependant, la répartition des terres avantagera les ejidos de San Antonio, Toxtliltepec et Palmera, lesquels recevront presque toutes les plantations qui faisaient partie de San Francisco Tlalpan. Cela permet d'expliquer en partie que San Antonio soit la communauté la plus importante quant à la production de café, alors que San Francisco occupe désormais le dernier rang du municipe avec moins de 20 producteurs.

des haricots et de la courge. Certains d'entre eux avaient travaillé comme peones sur l'Hacienda ce qui a facilité l'adoption du café parallèlement à la culture traditionnelle du maïs. L'appropriation par les Popolucas de la caféiculture ou du savoir-faire caféicole à des fins marchandes correspond d'une part à la fin du système de l'hacienda et d'autre part à la redistribution des terres leur permettant d'avoir accès aux moyens de production. Cependant, le fait que les Popolucas soient devenus maîtres des terres et producteurs eux-mêmes n'empêche pas le maintien de relations d'exploitation complexes caractéristiques de la production caféière en territoire autochtone depuis la fin du système de l'hacienda et son remplacement par une polarisation de l'agriculture qui maintient parfois le paysan traditionnel comme péon sur ses propres terres. En effet, dès les années 40, les acheteurs privés (les coyotes comme on les appelle) seront les nouveaux acteurs de la chaîne d'exploitation liée au café. Comme il n'y avait pas de route reliant le municipio de Tlalpan à la ville d'Acayucan dans laquelle se concentraient les principaux acheteurs, ce sont des marchands ambulants d'Acayucan et de Pedrero qui venaient acheter le café avec des trains de mulets et le revendaient ensuite aux grands acheteurs d'Acayucan qui à l'époque étaient Miguel Iglesias, Joaquin Pavón et Chema Barragan (Blanco Rosas, 1994:6). Ces vendeurs ambulants achetaient le café par *arroba* (vieille unité de mesure de 11 1/2 kgs de café capulín (café séché au soleil) qu'on payait en 1955 environ trois pesos (Blanco Rosas, 1994:7). Pendant la période pré-INMÉCAFÉ, les relations d'exploitation entre les autochtones de Tlalpan et les métis d'Acayucan et de Tlalpan seront basées sur les politiques des acheteurs quant au prix payé, et à la transformation du grain. Ces rapports seront le modèle caféier qui dominera la caféiculture mexicaine jusqu'à l'arrivée de l'INMECAFÉ dans le domaine de la commercialisation.

Dès les années 50, Rudolfo Marcona deviendra le principal intermédiaire pour les grands acheteurs d'Acayucan avant de se lancer lui-même dans la transformation du café avec l'installation d'un *beneficio* humide (installations avec décortiqueuse) à 4 kilomètres du chef-lieu municipal au début des années 60. La possibilité pour Marcona d'opérer un *beneficio* dans la zone caféière correspond d'une part à la construction d'une route (1963) reliant Tlalpan à Acayucan et à l'absence d'infrastructure dans la région pour transformer le café. Rudolfo Marcona est le premier à installer un *beneficio* dans la zone de Tlalpan, ce qui lui donne un avantage sur les autres intermédiaires et acheteurs qui transportent le café à Acayucan ou aussi loin qu'à Alto Lucero pour procéder à sa transformation (Blanco

Rosas,1994:8). Une des raisons pour lesquelles les Popolucas décident de vendre aux Marcona, c'est la facilité d'avoir du crédit en liquide. Les Popolucas ont développé avec la famille Marcona des relations complexes de dépendance et de loyauté, cette famille a encore dit-on une quarantaine de filleuls dans la Sierra, ce qui lui assure la loyauté pour l'achat du café. En plus des grands acheteurs comme les Marcona, il ne faut pas négliger la présence des commerçants métis de la *cabecera* qui achetaient du café pour le revendre à d'autres commerçants ou échangeaient le café contre du savon, des vêtements, etc. A ce sujet, Félix-Baez, 1973: 120) raconte:

" A San Francisco Tlalpan, il y a dix établissements commerciaux ("tiendas") qui fonctionnent avec des capitaux assez considérables, si on tient compte des particularités économiques de la région.(...) De tous ces commerces, il n'y en a que deux qui appartiennent à des gens d'ici; les autres commerces appartiennent à des étrangers venus de Chacalapa, Pedrero et principalement d' Oaxaca, ceux qu'on appelle les "tecos" (diminutif de Zapotecos). Les commerçants de Chacalapa accaparent les maigres récoltes de haricots, de maïs et particulièrement celle du café; ils établissent des systèmes de prix en se mettant d'accord avec les patrons qui se chargent du monopole et du crédit usurier "

Aussi, un producteur de San Antonio (entrevue du 27 septembre 95) nous raconte l'histoire des acheteurs dans la région:

" Mon grand-père fut le premier à planter du café à San Antonio, il fut révolutionnaire. Il lutta aux côtés de Chavo Perez (Graciano), il a fait la lutte à San Andres, à Tomatitlan, Acayucan, Pedrero, Minatitlán, Chacalapa [État de Veracruz]. A cette époque, on n'avait pas besoin de produits chimiques pour le café, il n'y avait que du café criollo. Mon grand-père a d'abord semé deux hectares. A cette époque on vendait le café par arroba de 11 kg. Ils allaient le vendre à Acayucan, à Catemaco. Le premier qui est arrivé au village fut un certain Bartoló Fernandez, environ dans les années 30. Il est resté 5 ans et il payait 5 cents le 13 kg. Après, Rudolfo Marcona est arrivé dans les années 40, suivi ensuite par son fils Francisco (Pancho) dans les années 50. Les premiers acheteurs importants furent Rudolfo et Juan Marcona (deux frères d'Acayucan) qui ont acheté le café dans la Sierra de 1940 à 1965. Ils ont construit un beneficio "humide" à Acayucan en 1950. Francisco a fait construire son beneficio à Tlalpan en 1964. Comme le sien était le plus près, il a fait concurrence à tous les autres, même à son père. D'autres acheteurs d'Alto Lucero sont arrivés dans les années

60, Joel Moctezuma et Onésimo De Vivero. L'ouverture de la route reliant Tlalpan à Acayucan a eu lieu en 1963 et a amené de nouveaux acheteurs comme José María Barragan et Antonio Barragan. Mais avec l'arrivée de l'INMECAFÉ en 1976, tous sont partis sauf Pancho Marcona qui avait son beneficio tout près. Il achète aussi dans l'État de Oaxaca. Les Barragan sont partis et se sont installés à Minatitlán. Avec l'argent du café ils ont ouvert des magasins d'alimentation, le magasin Telas veracruzanas, une boulangerie et aussi un moulin pour transformer le maïs en "pâte" pour faire des tortillas. Juan Marcona est mort depuis 15 ans, et Rudolfo depuis 8 ans. Rudolfo est enterré dans le cimetière de San Francisco Tlalpan. En 1976, l'INMECAFÉ achetait à bon prix, il avait des techniciens, il payait bien, mais Marcona réussissait quand même à acheter ses 20 tonnes quotidiennes au village de San Antonio. En 1984, l'INMECAFÉ a commencé à payer moins cher, et alors Marcona a monté ses prix. Les camions de transport du café faisaient la file de la lagune de Tlalpan jusqu'au beneficio de Marcona. Tous ceux qui ont des taxis maintenant les ont achetés grâce au café. En 1976, l'INMECAFÉ a construit son beneficio sur des terrains qu'il louait. Avec la percellisation actuelle des terres, le maire a fait don de 4 hectares de terre à Marcona, terrain sur lequel est installé son beneficio. Il les lui a donnés parce que Marcona l'a beaucoup aidé dans sa campagne électorale et aussi parce qu'il a donné l'essence pour construire la route de San Antonio. On lui a conféré un titre de petite propriété."

Pour rendre compte du fonctionnement d'achat du café avant l'arrivée de l'INMECAFÉ, nous reproduisons le témoignage d'un ancien acheteur ambulancier qui travaillait pour des accapareurs de café dans la Sierra de Tlalpan:

" En 1960 j'ai commencé à acheter du café. On me donnait 5 pesos pour 13 kg. Dans ce temps, il n'y avait que du café criollo⁶ dans la Sierra de Tlalpan. Les Marcona sont arrivés dans les années 50. Quand j'ai commencé à travailler pour eux, ils n'avaient rien; ils n'avaient pas de beneficios. Au début, je transportais le café dans des poches de jute (costales), j'allais jusqu'à San Antonio en marchant et en chargeant le café sur mes épaules. "Comme j'ai souffert avec le café". En 1963, j'ai eu assez d'argent pour m'acheter une brouette, 35 cents. De 1963 à 1973, j'ai donc parcouru toute la Sierra avec ma brouette: de 16h à 2h. En 1973, je me suis marié et en 1974 j'ai acheté une camionnette pour 55 pesos. Je gagnais (c'est presque une honte de vous le dire...pour tant de travail) 50 cents/jour. Parfois je transportais 6 latas (lata, unité de mesure qui équivaut à l'arroba) de 13

⁶ Coffea arabica, de la variété traditionnelle connue depuis le XIX^e siècle. Les variétés à haut rendement seront introduites dans les années 70.

kg dans ma brouette. A cette époque j'allais acheter à San Antonio, mais il y avait beaucoup de gens qui achetaient déjà dans le village. Il y avait beaucoup de coyotes, alors je suis allé à Chapulin et à La Loma en 1975.(...) Je me suis rendu compte que les gens aimaient beaucoup l'alcool. Alors, j'ai commencé à dire aux gens que s'ils me vendaient leur café je leur donnerais un verre de mezcal (eau de vie provenant du maguey). Dans la même nuit, je suis allé à Tlalpan et j'ai acheté 4 jarres de mezcal de Oaxaca. (...) Alors je les ai laissé peser eux-mêmes leur café alors qu'ils étaient saouls (...) Tu fais une faveur aux gens de la Sierra et ils te remercient beaucoup, ils s'en souviennent. Laisse-les te demander des services, que tu leur apportes du savon, du sucre, du sel, un poulet, une caisse de bière. C'est comme ça que j'ai fait et j'ai au moins 30 à 40 filleuls dans la Sierra. Marcona aussi en a beaucoup ! Il a plusieurs compadres à San Antonio. C'est lui qui a donné la casa campesina de Tlalpan."

Ces témoignages permettent de rendre compte des relations d'exploitation existant entre les producteurs autochtones et les grands acheteurs, de même que du rôle joué par les intermédiaires dans les villages. Ces derniers, au moyen d'alliances de compéage avec les producteurs ou moyennant de menus services réussissent à s'assurer une bonne partie du café autochtone. On est également à même de constater une hiérarchie caféière qui va du coupeur de café, en passant par le producteur, l'intermédiaire, et finalement le grand acheteur. C'est ce type de relations d'exploitation qui dominait la Sierra de Tlalpan jusqu'à l'arrivée de l'INMECAFÉ en 1976.

5.6 L'arrivée de l'INMECAFÉ dans la Sierra en 1976

Dans les années 70, la politique populiste d'Echeverria se veut une réponse à la crise agricole et à l'agitation dans les campagnes. Elle tentera de réagir aux pressions du mécontentement généralisé de la paysannerie et des orientations de la Banque Mondiale qui prône une augmentation de la productivité. Mais pour satisfaire les "besoins fondamentaux". Cela l'amènera à créer des entreprises publiques d'aide à la production. Dans la Sierra de Tlalpan, l'INMECAFÉ arriva en 1976 et installa son *beneficio humedo* à quelques kilomètres de celui de Pancho Marcona. L'arrivée de l'INMECAFÉ transformera radicalement la caféiculture telle qu'elle était pratiquée depuis la disparition de l'"Hacienda Los Andes": d'une part elle transforme les relations de commercialisation qui, depuis les années 30,

passaient par des réseaux d'acheteurs privés et d'autre part, elle remplace la caféiculture " traditionnelle " par la caféiculture à haut rendement dans la lignée de la Révolution verte (Blanco Rosas, 1991:8).

L'INMECAFÉ déplacera en effet une bonne partie des intermédiaires, surtout ceux qui n'avaient pas l'avantage (comme Marcona) de posséder un *beneficio* dans la région. Avec la fixation d'un prix de garantie et l'octroi de crédits, beaucoup de producteurs se tourneront vers l'INMECAFÉ pour la vente de leur produit. Dès 1977 l'INMECAFÉ commence son action au niveau de la production avec l'implantation d'un programme pour le remplacement des caféières. Ce programme qui inclut 12 communautés, promeut l'adoption de variétés améliorées de café (*caturra*, *mundo novo* et *garnica*) et aussi l'utilisation de fertilisants et d'herbicides pour combattre les maladies du café fréquentes dans la région. La caféiculture en sera complètement transformée. De plus, au niveau de l'organisation de la production, les petits producteurs seront regroupés en UEPC ce qui permettra à l'Institut d'avoir un contrôle sur la production et de distribuer crédits, fertilisants et assistance technique. Pour les producteurs de la Sierra ce sont *los años de maravilla* (années de merveille) du café comme nous commente un producteur de San Antonio. Les nouvelles variétés cultivées avec des fertilisants produisent plus que le café criollo cultivé dans la région depuis le début du 20^{ème} siècle, les fongicides contribuent à enrayer les maladies, des crédits sont disponibles permettant souvent non seulement d'investir dans les caféières, mais de subsister pendant les mois où l'"argent du café" et le maïs sont épuisés, c'est-à-dire les mois de mars, avril et mai. L'INMECAFÉ fixe également un prix de garantie minimum pour les producteurs. José Luis Blanco Rosas (1994:10) conclut que le travail de l'INMECAFÉ dans la Sierra fut:

" une des interventions gouvernementales majeures dans la Sierra de Santa Rosa. A tout le moins, c'est la seule institution pour laquelle les paysans reconnaissent un suivi de ses programmes sur une période de 12 ans dans la zone.(...) L'impact de cette politique et une certaine stabilité du marché jusqu'en 1987 furent tel que certains producteurs construisirent de nouvelles maisons, s'achetèrent des appareils électriques et les plus riches s'ouvrirent même un compte dans une succursale de Bancomer à Pedrero, village situé à 40 kilomètres au sud de la zone caféière".

Ces années de *maravilla* allaient cependant se transformer en cauchemar en 1989, lors de la chute du prix du café et l'annonce du démantèlement de l'INMECAFÉ . Les Popolucas de Tlalpan, qui dépendaient depuis 1976 du nouveau modèle productif de l'INMECAFÉ , seront confrontés non seulement à une baisse de leurs revenus, mais à un retour en arrière en ce qui a trait à la commercialisation de leur café. L'INMECAFÉ en se retirant réactive par défaut les anciens modèles d'achat-vente du café en plus de laisser les producteurs aux prises avec de nouvelles variétés de café qui nécessitent fertilisants et engrais ce que l'institution ne fournira plus à partir de 1991:

" il n'y aura plus d'avance sur récolte, de programmes d'amélioration du café, de programmes visant à enrayer la rouille du café ni d'assistance technique qui se donnait antérieurement dans 80 % de la zone caféière" (Blanco Rosas, 1994:14)

Les quinze années de l'INMECAFÉ dans la Sierra ont totalement modifié la façon de produire des petits producteurs: variétés améliorées, engrais, assistance technique, concurrence pour les prix avec les acheteurs traditionnels, etc. Ce qui a signifié pour les producteurs l'amélioration du rendement des caféières, et la possibilité de vendre leur produit en dehors des réseaux traditionnels.

5.7 Le transfert de l'infrastructure de l'INMECAFÉ : le *beneficio humedo* de San Francisco Tlalpan.

L'autre élément majeur en ce qui a trait au démantèlement de l'INMECAFÉ est le transfert des installations productives aux Popolucas de la Sierra. En 1989-90 le *beneficio* de Tlalpan est transféré à 7 communautés popolucas du municipe de Tlalpan. Afin d'effectuer le transfert, comme nous l'avons indiqué au chapitre précédent, on doit d'abord réorganiser les producteurs de l'UEPC-POPOLUCA sous une forme associative possédant une personnalité juridique propre. C'est ainsi que les agents de l'INI, de l'INMECAFÉ , du Ministère de la Réforme Agraire et de l'Agriculture remettent en fonction la Union de Ejidos Hilario C. Salas, une organisation pratiquement fantôme, afin d'effectuer le transfert (Blanco Rosas, 1994:16). D'après le même auteur, le choix de cette organisation pour effectuer le

transfert des installations relève plus de l'opportunisme politique que de l'organisation caféière. En effet, le dirigeant de cette organisation était chef du PRI municipal et ami du candidat pour la députation locale du PRI (Blanco Rosas, 1994:9):

"La Unión de Ejidos Hilario C. Salas s'est formée dans les années 70 pour la commercialisation du barbasco, activité qui est disparue avec l'extinction de cette ressource naturelle. Dans les années 80, l'Union existait seulement de nom, mais on la fit revivre à des fins électorales. Même si la Unión n'avait en réalité aucune capacité administrative réelle, on lui transféra le beneficio de San Francisco parce que son dirigeant s'était converti en leader du PRI municipal de Tlalpan et avait établi une alliance étroite avec le candidat pour le poste de député local du PRI pour la période de 1989-1992"

Les producteurs de café ne seront d'ailleurs pas consultés pour cette nomination. Parallèlement, la même année du transfert, une fraude de 32 400\$ (idem) constituera le début d'une longue et pénible saga pour l'organisation des producteurs: dettes, fraudes, mauvaise gestion, et même assassinat viendront compliquer le processus organisationnel.

D'après un informateur, les caféiculteurs se seraient dissociés de la Unión de Ejidos en 1990 pour faire une demande d'accréditation sous une autre forme associative, la SSS. Il semblerait que les crédits que l'INI voulait donner cette année là à la Unión suite au démantèlement de l'INMECAFÉ pour les producteurs de café, le *"Programa de acopio y de comercialización para los cafetaleros"*, aurait créé un différent entre les caféiculteurs et les producteurs de papaye principalement. Les caféiculteurs ne voulaient pas que l'argent soit géré par la Unión dont le président n'était pas caféiculteur. La même année, comme pour donner raison aux doutes des caféiculteurs, le président de la Unión fut accusé de fraude pour une somme de plus de 4000\$ qu'il aurait subtilisée aux fonds de 40 000\$ octroyés aux producteurs de papaye. Aussi, les crédits octroyés par Pronasol aux caféiculteurs pour faire fonctionner le beneficio furent gérés par une personne nommée par le dirigeant local du PRI (Blanco Rosas, 1994: 17), lequel fut accusé de fraude:

" A la fin de la récolte, les producteurs avaient tout de même réussi à vendre leur café et à récupérer les fonds prêtés par PRONASOL. Les paysans donnèrent officiellement un chèque pour remettre les crédits prêtés. Mais il s'avéra que le

chèque était sans fonds: il manquait 32 400\$. De ce montant, 24 000\$ étaient des crédits dus au PRONASOL et 8400\$ appartenaient aux producteurs" (idem)

A partir de ce moment, la Unión fut expulsée du Fonds Régional de Solidarité qui dépend du Ministère de développement social (SEDESOL), lequel gère les crédits accordés à l'INI dont dépendait la Unión. Les ejidos de Huehuetenango, la Cooperativa de pescadores de la Laguna del Ostión et les Cocoplac (comités communautaires de planification) votèrent pour l'expulsion de la Unión. Depuis ce temps, l'INI n'appuie plus cette association, qui d'après notre informateur ne se maintient en vie que par sa capacité d'utiliser ses contacts politiques.

Ce n'est qu'en 1990-91 que le *beneficio de Tlalpan* prend une voie plus démocratique avec la nomination cette fois d'un producteur de café à la tête de l'organisation (Blanco Rosas, 1994:16). Les producteurs de café firent une demande d'accréditation de CLS (comité local de solidarité) qui leur permettrait de passer ensuite à l'étape leur donnant un statut légal et un permis d'exportation: la SSS.

Dès 1991-1992 un changement majeur surviendra dans la SSS, quatre communautés décident de demander le transfert à leur nom d'un autre *beneficio* que l'INMECAFÉ possédait à Acayucan; il s'agit des communautés de Palmera, de Laguna Grande, de Plan agrario et de Mazumiapan Chico. Les producteurs voulaient eux-mêmes administrer un *beneficio* car la rivière Huazuntlan qui sépare les quatre communautés du *beneficio* de Tlalpan empêchait parfois les acheteurs de se rendre au village avec leurs camions ou les producteurs d'aller porter le café au *beneficio* social de Tlalpan. C'est ainsi que dans l'acte de transfert des installations de l'INMECAFÉ à la SSS Sierra Santa Rosa on fait mention de deux décortiqueuses et de deux *beneficios*. Le *beneficio* de Tlalpan sera transféré à la première direction, et le *beneficio* d'Acayucan sera défait et envoyé à Palmera.

5.8 Une organisation, mais deux directions.

Ainsi, la SSS Sierra Santa Rosa est constituée de deux organisations dotées chacune d'un comité directif: un comité qui administre le *beneficio* de Tlalpan et un autre qui administre celui d'Arroyo verde (situé à Palmera). Chaque comité compte

un président, un secrétaire et un trésorier parmi lesquels doivent être représentés autant que possible les différents villages. Le *beneficio* de Tlalpan regroupe les communautés de San Francisco, San Antonio et Toxtlitepec, alors que le *beneficio* Arroyo verde regroupe ceux d'Palmera, Laguna grande, Plan Agrario et Mazumiapan Chico. Les *socios* (membres) doivent vendre leur café au *beneficio* qui s'occupe de leur communauté, puisqu'ils reçoivent des crédits administrés par village (selon les modalités de l'INI). A chaque *beneficio* correspond un nombre de CLS (comité local de solidarité), un comité par village auxquels la SSS remet l'argent qui sera ensuite distribué aux membres.

Par exemple, le *beneficio* de San Francisco a un comité de direction et 3 CLS, alors que celui d'Ocotlal compte un comité de direction et 4 CLS. Comme on peut le voir dans l'organigramme (voir p.110), les CLS et les comités de direction des *beneficios* administrent leur budgets séparément. L'argent donné par l'INI va d'une part aux différents CLS, lesquels nomment également un président, un secrétaire et un trésorier afin de gérer les crédits donnés aux caféiculteurs, et d'autre part, à chacun des deux *beneficios* pour le maintien des installations et l'ouverture de la récolte (argent pour payer le café et pour faire fonctionner les installations).

Le comité de direction des *beneficios* compte différentes tâches. On retrouve 5 postes associés au fonctionnement des *beneficios*: président, secrétaire, trésorier, récepteur et opérateur de machinerie. Le président est celui qui s'occupe de coordonner l'ensemble des opérations du *beneficio*. Il s'occupe de rechercher les informations concernant les prix à chaque semaine. C'est lui qui négocie avec les acheteurs pour la vente du café pergamino (café cerise transformé dans le *beneficio* humide; le café parche se vend plus cher que le café cerise, d'où l'avantage d'avoir un *beneficio*). Il s'occupe aussi d'acheter les pièces pour le *beneficio*. Le secrétaire tient la liste des prêts, s'occupe de différents achats, et conserve tous les reçus du *beneficio*. L'administration de l'argent donné par l'INI est assumée par le trésorier qui administre également l'argent reçu lors de l'achat du café. Ces trois postes ne sont pas rémunérés. On procède à tous les trois ans à des élections au cours desquelles les *socios* éliront à main levée les personnes choisies. Les postes rémunérés sont ceux des opérateurs de machinerie et des récepteurs. Le récepteur travaille au centre de réception du café (*centro de compra*) du *beneficio*. C'est lui qui achète le café et donne des reçus. S'il n'y a pas d'argent, il donne un *vale* (un bon) payable dans les 8 jours. En 1994, le récepteur du *beneficio* de Tlalpan

recevait un salaire de 300N\$/ quinzaine, c'est à dire 100\$. Les opérateurs de machinerie s'occupent quant à eux de la *secadora* (sécheuse) qui fonctionne 24 heures sur 24. C'est cette opération qui est la plus délicate, car quelques minutes de trop peuvent gâcher les 60 quintaux de café qu'elle peut contenir. Cette étape détermine la qualité du café qui sera vendu aux acheteurs. Les opérateurs sont payés à tous les 15 jours. En 1994, les opérateurs du beneficio de Tlalpan recevaient 8N\$ (2,50\$) pour chaque quart de travail. Il y avait 6 opérateurs de machinerie travaillant du 15 novembre au 15 février.

Les deux beneficios ont éprouvé d'énormes difficultés depuis leurs débuts (1989-90 et 1990-91): endettement, fraudes, aucune expérience en gestion et en organisation (sauf avec la UEPC de l'INMECAFÉ) et l'importance des acheteurs privés. Cependant, dans la récolte 1991-92, les beneficios réussirent à augmenter leur capacité d'achat de 150 % et l'organisation transforma 2400 quintaux de café cerise (Blanco Rosas, 1994:18).

Il s'agit vraiment d'un cas typique des nouvelles organisation nées suite au retrait de l'INMECAFÉ ; des organisations forcées à l'autogestion qui ont dû se débrouiller et tout apprendre sur le "tas". Les deux beneficios ont fonctionné avec les recours de l'INI (fonds d'appui à la commercialisation) depuis le retrait de l'INMECAFÉ ; ces recours devraient cependant se terminer en 1995 et c'est à travers le financement privé que les organisations devront fonctionner. La division de la SSS Sierra en deux organisations a aussi entraîné des différences importantes au niveau du fonctionnement des deux beneficios. Dans la prochaine section nous analyserons les différences entre ces deux directions

Figure 1.**ORGANIGRAMME SSS SIERRA SANTA ROSA*****SSS SIERRA DE SANTA ROSA******Beneficio Tlalpan******Beneficio Palmera***

CLS San Antonio
CLS Toxtlitepec
CLS San Francisco

CLS Palmera
CLS Laguna grande
CLS Plan agrario
CLS Tres lagos

5.9 Le Beneficio San Francisco Tlalpan

Actuellement, le *beneficio* de Tlalpan compte 294 producteurs "officiels" (qui ont reçu des prêts de l'organisation) répartis entre les communautés de San Antonio, San Francisco et Toxtlitepec. Les producteurs ne faisant pas partie des CLS sont considérés comme producteurs "libres" selon les termes employés par l'INI; ces producteurs vendent leur café uniquement dans le réseau des acheteurs privés qui sillonnent la région, principalement des acheteurs venus d'Acayucan et d'Alto Lucero (zone caféière d'importance au nord de Xalapa) et de Oaxaca. La production pour la récolte 1994/1995 a été de 1230 quintaux⁷ pour le *beneficio* de Tlalpan⁸ ce qui est peu selon l'agent de l'INI, car cette zone caféière est la plus importante du sud. Selon lui, ce chiffre peut s'expliquer par le rôle important que jouent les intermédiaires dans la région depuis le retrait de l'INMECAFÉ en 1989. En effet, en moyenne 50 % de la production caféière est achetée par les intermédiaires (incluant parfois des *socios* qui vendent à la fois à l'organisation et aux intermédiaires). Quatre facteurs seraient, toujours d'après l'agent de l'INI, liés à l'importance des intermédiaires: la mauvaise gestion des installations depuis le retrait, la méfiance face aux dirigeants, le manque de liquidité de l'organisation pour faire des crédits et les critères de sélection des acheteurs (ces derniers achètent aussi le café vert), alors que l'organisation a des critères plus élevés de qualité.

En effet, à cause des problèmes de mauvaise gestion antérieure et de l'endettement contracté (mais non remboursé), il est difficile pour la SSS de se procurer du crédit privé pour commencer la récolte et payer les producteurs lorsqu'ils viennent porter leur café dans les différents centres d'entreposage. L'organisation achète donc son café à un prix d'"anticipation" à ses membres au début de la récolte. Comme l'argent se fait rare, elle achète donc à un prix plus bas qui sera cependant compensé en fin de récolte par le biais des ristournes aux *socios* et qui dans les faits donne un prix plus élevé que celui payé par le coyote. Cependant, le coyote achète au prix "mort": il paye le café un peu plus cher, mais sans tenir compte des

⁷ Un quintal équivaut à 57,5 kg de café parche.

⁸ La production se répartit comme suit: 230 tonnes pour San Antonio, 100 tonnes pour Toxtlitepec et 12 tonnes pour Tlalpan.

fluctuations de prix tout au long de la récolte. Le producteur va donc où il y a plus d'argent comptant sur le coup, c'est-à-dire vers les intermédiaires qui disposent d'énormes budgets permettant même de faire des crédits aux membres.

Pour la récolte 1994-1995 l'organisation a commencé à payer à 0,30\$/kg pour clôturer à 0,70\$/kg, ce qui constitue une des premières hausses des prix du café depuis près de 5 ans. Quant à eux, les coyotes ont clôturé à près de 0,80\$ le kg, ce prix élevé s'explique par l'énorme compétition dans la zone suite à la hausse internationale des prix du café en 1995. Comme l'organisation éprouve parfois des problèmes de liquidité, elle perd souvent le café de ses membres au profit des intermédiaires.

Le président actuel du *beneficio* de Tlalpan, qui est aussi président du CLS de San Antonio, nous mentionne qu'un autre problème rencontré par le *beneficio* est le coût de transport du produit. On doit en effet transporter en camion le café de San Antonio et Toxtlitepec jusqu'au *beneficio* ce qui occasionne des coûts de transport que le *beneficio* Arroyo verde n'assume pas parce que le centre d'approvisionnement est directement au *beneficio* et les gens viennent le porter eux-mêmes à dos de mulet.⁹ Le président du *beneficio* nous dit que la solution serait de pouvoir acheter une sélectionneuse pour pouvoir vendre du "café oro", café d'exportation. Pour exporter, il faudrait que le *beneficio* produise au moins 5000 quintaux de café par année, comparativement aux 1230 produits l'année dernière. Compte tenu de la diminution des membres due au retour intensif des intermédiaires et aux difficultés d'opération des cinq dernières années, c'est un objectif qui selon lui est presque impossible à atteindre.

Il est très intéressant de comparer les deux directions dans la Sierra de Tlalpan, parce qu'elles ont pris une orientation totalement différente depuis la dernière récolte. L'organisation du *beneficio* Tlalpan accuse dans sa récolte 1995-1996 d'énormes difficultés, principalement dans le recrutement de membres (294

⁹ Par exemple, pour le CLS de San Fenando le coût du transport est fixé à 10US\$/tonne: ce qui fait un montant de 2300\$ seulement pour le transport.

comparativement à 397 en 1991), les gens préfèrent vendre à des intermédiaires. Ce *beneficio* étant le plus ancien, il correspond à l'arrivée de l'INMECAFÉ dans la Sierra en 1974 et aux premiers scandales dans l'organisation. Son histoire explique peut-être la méfiance actuelle des gens. La particularité du village de San Antonio joue aussi pour beaucoup dans la variabilité des membres¹⁰. Les membres du comité de direction sont aussi sensiblement les mêmes que lors du transfert, à part la présidence qui est assurée par un membre de San Antonio.

Voici les principaux problèmes soulevés par le trésorier du CLS San Antonio: les producteurs ne paient pas leurs dettes, il n'y a pas de participation des producteurs dans l'organisation, ce que nous gagnons, nous devons l'investir dans la machinerie, l'électricité et les salaires des opérateurs de machinerie, le prix du café est bas (à l'époque, 16 cent/kg), nous devons contracter des prêts avec des grands acheteurs:

"L'été dernier, sur 140 socios de San Antonio, 20 n'ont rien remboursé, 0%. Pour l'année 93-94, 30 n'ont rien remboursé, 30 ont remboursé le 100%."

Le trésorier du conseil d'administration du *beneficio* Tlalpan abonde dans le même sens:

"Il faut parler aux producteurs pour qu'ils fournissent leur café à l'organisation, parce qu'il y a trois intermédiaires importants qui nous font concurrence: Pancho Marcona, Joël Moctezuma et un autre de Oaxaca. Eux ils payent en liquide. Le problème, c'est que l'organisation fait des prêts à des gens contre du produit, mais les producteurs donnent leur produit aux coyotes et jouissent à la fois de notre prêt et de l'argent du coyote. Depuis la fraude de 1991, nous sommes dans la ruine."

D'un autre côté, les producteurs se plaignent de la difficulté d'être organisés. Sur 20 producteurs de café interrogés à San Antonio, 15 se plaignent de la difficulté d'être organisés. Voici quelques uns des témoignages à ce sujet:

¹⁰ En 1991 les membres étaient au nombre de 186 à San Antonio, 186 à Toxtlitepec et 25 à San Francisco (JLBR, 1994, 25). En 1994-95, ces chiffres passent à 140, 144 et 10. Cette diminution peut aussi s'expliquer par les nouveaux types de crédits auxquels les producteurs ont à faire face.

"Elle n'appuie pas, elle n'exporte pas, elle ne trouve pas de solution (l'organisation)".

"Elle n'a pas d'argent pour nous payer. Et de plus, je n'ai pas d'argent liquide pour rembourser les prêts qu'elle fait"

" Je n'y ai pas adhéré, parce qu'on s'implique et ensuite ça ne donne aucun résultat. Il vaut mieux être indépendant."

" Elle n'a pas de bénéfices. Avant, avec la UEPC, on avait des gains."

"L'organisation était bonne au début (UEPC). Maintenant elle ne nous aide pas. Ça a changé. Moi je travaillais pour l'organisation. Maintenant l'organisation ne paie pas plus que le coyote. Marcona se met d'accord avec l'organisation pour fixer les prix. A quoi sert-elle? Marcona domine l'organisation. Il ne veut pas qu'elle fonctionne."

" Tu mets beaucoup d'efforts dans l'organisation et il n'y a pas de bénéfices. On s'implique. Ils disent qu'il n'y a pas de prix. Le président dit "on s'arrête à ce prix-là ". Il est avare. L'organisation servait pour que nous nous aidions entre nous. Mais elle nous a apporté plus de problèmes que les gens de l'extérieur."

" Elle ne sert pas. Il n'y a plus de bénéfices. Pour eux il y en a. Il n'y a pas de ristournes, les comptes ne sont pas clairs. On ne sait pas combien d'argent ils font. Ici, ceux qui dirigent ce sont les acheteurs. Certaines personnes regrettent d'avoir adhéré à l'organisation. Il y a des intérêts à l'intérieur."

Il semble y avoir deux discours différents entre les producteurs et la direction du beneficio. D'une part, la direction éprouve des difficultés (techniques et administratives) pour gérer le beneficio, ensuite il ne semble pas y avoir de communication avec les membres au sujet du fonctionnement et ces derniers acceptent les crédits mais ne fournissent pas tous du café en échange. D'autre part, les producteurs se plaignent du manque de transparence, de communication, de liquidité et de bénéfices de l'organisation. Il semble que l'organisation fonctionne de façon très verticale, les membres n'ayant pas la possibilité de participer pleinement

aux décisions. Les membres ont aussi beaucoup de difficulté à accepter la nouvelle politique de crédit depuis 1994 qui les implique individuellement dans le remboursement des prêts, alors qu'avant ils étaient conjointement responsables à travers l'organisation. Cette nouvelle politique les empêche de ne prendre que le crédit sans rembourser la somme équivalente en café. Ainsi, l'organisation ne fait plus de prêt aux producteurs qui ne liquident pas leurs dettes passées.

La mise sur pied d'une participation démocratique dans l'organisation implique une responsabilisation autant des producteurs que des dirigeants. Cependant, l'ombre des modèles paternalistes plane sur ces organisations naissantes. D'un côté les membres sont habitués à tout recevoir, sans être impliqués au niveau administratif, décisionnel, etc. et de l'autre côté les dirigeants conservent une ligne verticale quant à la prise de décision.

5.10 Le Beneficio de Palmera

A Palmera, qui est le lieu de l'autre direction, on a assisté à une augmentation des *socios* de la coopérative depuis 1995. Dans le village de Palmera, plus de 50 % des producteurs ont vendu à l'organisation. Bien que le modèle du *beneficio* Tlalpan (endettement, mauvaise gestion, manque d'assistance technique, perte de confiance des membres) soit celui qui ait prévalu jusqu'en 1994, la prise en main de la direction par un "leader naturel" (protestant) de la communauté élu en mai 1994 afin de remplacer l'ex-président fraudeur a beaucoup joué dans le processus organisationnel. Des comptes clairs, et un surplus de 600US\$ permettant une fête à la fin de la saison du café ont contribué à redonner confiance aux producteurs selon l'agent de l'INI et aux dires des producteurs de café de San Antonio qui enviaient l'organisation de Palmera. Tel qu'expliqué plus haut, le *beneficio* est situé dans le village de Palmera ce qui évite pour l'organisation les frais de transport que le *beneficio* de San Antonio doit défrayer puisque le leur est situé à environ 10 kilomètres du *beneficio* San Francisco. Pour l'année 1994-1995 le *beneficio* de Palmera comptait 286 membres se répartissant comme suit: 42 de Mazumiapan, 136 de Palmera, 71 de Laguna Grande et 37 de Plan agrario. Dans une entrevue que nous avons effectuée le 19

septembre 1994 avec l'actuel leader du *beneficio* Palmera, il nous a parlé de sa nomination et de sa stratégie pour améliorer l'image de l'organisation:

*" Le 8 mai 1994, il y a eu une réunion pour choisir quelqu'un qui remplacerait W. parce qu'il était toujours saoul au travail, ne donnait jamais de comptes clairs et faisait des prêts sans en parler aux membres de l'organisation. La réunion s'est déroulée avec un président de débat, un secrétaire et 2 scrutateurs. On s'est prononcé à main levée et c'est moi qui ai été choisi. Premièrement nous n'allons plus faire de prêts à cause de la mauvaise situation économique dans laquelle nous nous trouvons. Je vais aller voir pourquoi l'organisation ne fait pas de profits. Je vais tout recommencer à neuf. Les dernières années, la qualité du café a souffert à cause du manque d'efficacité des employés qui étaient saouls au travail. Je veux donc faire des comptes à tous les quinze jours et engager un homme de confiance qui connaît bien le domaine du café pour nous aider à opérer le *beneficio*. Pour que le producteur soit heureux, il doit avoir une rémunération pour son travail" (...) W. et les autres ont fait d'énormes prêts qui n'ont jamais été remboursés. Les 4 communautés ensemble doivent 23 000\$, mais les listes des producteurs qui doivent de l'argent ont été détruites."*

Fils du pasteur évangéliste du village (lequel fut d'ailleurs un intermédiaire du café) et ancien militaire, l'actuel président a travaillé pratiquement jour et nuit amenant femme et enfants au *beneficio* pendant la journée et dormant même la nuit sur le lieu des installations afin que personne ne vienne voler les sacs de café (comme c'était déjà arrivé dans les années passées) et afin de veiller au séchage du café avec l'aide de son homme de confiance, lequel a beaucoup d'expérience pour avoir travaillé pendant longtemps comme mécanicien de l'INMECAFÉ dans la zone caféière de Ixhuatlan del Café. En plus d'assumer la présidence du *beneficio* d'Ocotal, l'actuel président est aussi membre du conseil technique du Fonds Régional de Solidarité, président du Comité de parents d'élèves de son village, promoteur paysan pour un projet de développement durable, président du Comité pour le droit des autochtones de sa région, et assume la présidence de quatre autres institutions importantes! On peut dire que tous les postes de pouvoir du village lui ont été délégués, surtout depuis le succès de l'organisation. C'est ce qui arrive souvent aux leaders naturels, lesquels sont généralement approchés ou directement nommés par les institutions d'État comme l'INI. Le président a réussi à redonner la confiance aux

membres. Chaque jour, il indiquait le prix du café et le nombre de kg obtenus, intégrant ainsi les *socios* dans le fonctionnement de l'organisation.

On peut dire que l'actuel président de ce *beneficio* est arrivé à l'autogestion. Cependant, cette première étape (faire fonctionner le *beneficio*, établir des comptes clairs, redonner la confiance aux membres) constitue la lutte des cinq dernières années. Au cours de la dernière année (95/96), par l'entremise d'un agent extérieur d'un projet de développement durable, des contacts ont été établis avec une autre organisation de producteurs de Huatusco, organisation affiliée à la CIOAC. Cette dernière organisation bénéficie de l'appui de chercheurs de l'Université Autonome de Chapingo et exporte directement. Jusqu'à maintenant les rencontres effectuées ont été positives, mais n'ont concerné que le *beneficio* d'Palmera.

Dans le cas du *beneficio* de Tlalpan, cette autogestion s'avère beaucoup plus difficile, principalement à cause de la non-identification des membres de San Antonio. La diminution des membres semble due au retour en force des intermédiaires dans le village et au manque de "solidarité" entre les membres de la communauté pour des raisons politico-sociales et économiques. La différence de fonctionnement entre les deux "organisations", au niveau de l'administration et de la participation, ne peut s'expliquer, selon nous, qu'en opposant deux façons de percevoir l'organisation à travers les dichotomies suivantes : l'individuel / collectif ou le privé/ coopératif, métis/autochtone, protestants/catholiques; comme nous le verrons dans la section suivante.

5.11 Les Beneficios de Tlalpan et de Palmera: deux visions de l'organisation

Au plan national, la lutte d'orientation qui se livre présentement, dans le secteur du café comme dans d'autres, est une lutte politique entre un système axé sur le coopérativisme (prôné par les organisations indépendantes) et un autre sur l'entreprise privée (prôné par l'État et les grands acheteurs). Le choix des producteurs entre la coopérative (l'organisation entre les producteurs) et la petite entreprise dépendra des avantages que les producteurs y trouveront et des relations sociales qu'ils entretiendront avec les agents de la filière du café, que ce soit l'organisation ou les intermédiaires.

D'après Dieter Paas (1992: 74) qui tente de construire un modèle idéal d'organisation populaire, les deux objectifs de l'organisation devraient être **l'efficacité économique** et la **participation démocratique**. Pour atteindre ces deux objectifs, il est impératif pour l'organisation de s'assurer de certaines conditions nécessaires au bon fonctionnement de l'organisation.

Paas(1992:71-73) dénombre cinq conditions essentielles à ce bon fonctionnement, à savoir: a) il doit exister une définition claire des tâches et devoirs de la structure participative (membres) comme de la structure exécutive (direction du beneficio). Ces tâches et devoirs doivent non seulement figurer dans le règlement interne, mais ils doivent avoir été débattus au sein d'une assemblée en présence des deux parties afin de s'assurer de la bonne marche de l'organisation dans le futur, et éviter la confusion chez les membres et la direction; b) au niveau de la participation des membres, on doit déterminer leur capacité tecnico-administrative, de même que le coût réel de leur implication: temps, matériel, obligations. Plus les conséquences participatives sont étudiées, meilleure est la gestion du temps et on évite ainsi le découragement des membres, qui sont souvent aux prises avec une surcharge de travail. Par exemple, en temps de récolte de café, ils doivent à la fois cueillir le café et s'occuper des installations, perdant souvent argent et production. Une planification du travail est nécessaire pour que les membres ne perdent pas leur production en travaillant pour l'organisation, ce qui les ferait renoncer à la coopérative; c) une fois que la grille de prise de décision a été établie, les membres et la direction doivent la respecter à la lettre, même s'il existe parfois certains désaccords; d) il est important de mettre en place un système de communication efficace entre la direction et les membres, afin que le temps des assemblées soit

maximisé et que les informations circulent d'un côté à l'autre; e) finalement, la nomination d'un coordonnateur au sein de l'organisation est primordiale pour s'assurer de la bonne relation entre les membres et la direction.

Par exemple, dans les villages de Palmera et de San Antonio, une des différences s'inscrit justement au niveau de la participation des membres. Les producteurs du *beneficio* de Palmera semblent se diriger vers le style de direction décrit par Paas, mais pas ceux de Tlalpan. Nous croyons donc, à l'instar de Paas (1992:78) que le problème fondamental des organisations "sociales" de la Sierra est une question de l'identification des membres à l'organisation. Cette identification dépend de plusieurs facteurs: les avantages qu'ils en tirent économiquement, la perception qu'ils ont de la direction, les relations sociales qu'ils entretiennent soit avec l'organisation, soit avec les acheteurs, la quantité de travail requis, etc. Les deux critères de Pass, **efficacité économique** et **démocratie**, sont essentiels à l'identification des membres à l'organisation. L'atteinte de ces objectifs dépendra cependant des idéologies paysannes propres aux communautés.

Dans le cas d'Ocotlal, pour la récolte 95/96, on assistait à une augmentation des membres (d'après le président et les producteurs d'Ocotlal). La plupart des membres de ce village se sont ralliés au leadership et au discours coopérativiste du président et vendent donc au *beneficio* qui profite de la faible importance des intermédiaires dans ses quatre communautés de producteurs. Le succès de ce discours repose, selon nous, sur quatre facteurs: 1) une vision coopérativiste/communautaire plutôt que privée/individuelle de l'organisation, 2) la faible incidence de factions autour de l'achat du café, causée d'après nous par la logique protestante qui évacue le *compadrazgo* comme institution religieuse, et homogénise le discours de la communauté autour des valeurs du travail collectif, 3) la direction de l'organisation depuis 1994 par un leader déterminé à changer l'ancienne façon de faire, et 4) la présence d'un conseiller externe au niveau de la caféiculture.

1) D'abord, il semble exister une primauté des valeurs communautaires sur les valeurs individuelles (à cause d'une plus faible acculturation et intégration). Le village de Palmera est situé à environ trois kilomètres du chef-lieu municipal. 55

ejidatarios, 80 *avecindados* et leurs familles se partagent 1354 hectares de terre dont 814 sont dédiés à la culture du café (Blanco Rosas, 1994: 12). Il semble y avoir une moins grande hiérarchisation entre les paysans (hiérarchisation très marquée à San Antonio). Les maisons sont de bois avec des toits de chaume dans la plupart des cas. Il n'y a qu'une seule camionnette dans le village (celle du *beneficio*), il n'y a pas de marché public métis à chaque semaine, pas d'autobus qui se rende au village, pas de clinique médicale (*centro de salud*). Aussi, si on se fie au témoignage d'un informateur de San Antonio, il y a beaucoup de gens qui votent pour le PRD dans le village, Parti de la Révolution Démocratique. Le discours démocratique du PRD (démocratie et justice) et sa lutte constante pour dénoncer les injustices commises par le PRI aurait selon nous une influence dans la communauté. Palmera semble d'ailleurs être reconnu officiellement comme un village d'allégeance principalement perrediste. Aux élections présidentielles d'août 1994, le bureau de scrutin de Palmera a été transféré, pour des raisons obscures, dans le village priiste de San Antonio. Les gens d'Ocotal devaient marcher une heure pour aller voter, alors qu'ils avaient toujours voté dans leur communauté. On a essayé de "liquider" leur vote, comme dans d'autres communautés perredistes du Mexique. Le PRD avait remporté les élections présidentielles de 1988, mais c'est finalement le PRI qui a pris le pouvoir à travers toute une série de fraudes électorales, qui peuvent aller du chantage politique, au vol d'urnes, en passant par le transfert discrétionnaire des bureaux de vote.

2) Le peu de poids du factionnalisme autour d'acheteurs privés est aussi une des raisons qui incitent les membres à vendre à l'organisation. Une des raisons est peut-être le fait que la majorité du village est protestante (il n'y aurait seulement que 10, catholiques d'après un informateur). Il y a 7 groupes protestants différents. Le protestantisme y a été introduit il y a une quinzaine d'années par un professeur de l'Institut Linguistique d'Été des États-Unis, J.L. Les gens se souviennent qu'il a beaucoup fait pour la communauté, il leur disait de ne pas boire d'alcool et de s'entraider. C'est lui qui les a aidés à installer l'eau potable dans le village. Il représente encore l'exemple à suivre pour beaucoup de Popolucas.

Comme le protestantisme évacue certains rituels du mariage et du baptême catholique comme le parrainage, l'absence de ces rites pourrait contribuer à diminuer l'importance du *compadrazgo* dont se servent les acheteurs métis pour obtenir le

café popoluca. A ce sujet, Carlos Garma Navarro (1980:116) qui a fait une étude sur le protestantisme dans la Sierra Norte de Puebla affirme:

"La formation des temples protestants comme groupes politiques autonomes a affaibli considérablement les modèles traditionnels de leadership, qui favorisaient les métis, en permettant aux adeptes de prendre contact avec l'extérieur à travers les pasteurs, évitant ainsi la nécessité d'avoir recours à d'autres types d'intermédiaires."

Le protestantisme aurait ainsi permis de contrer les anciens modèles de domination métis au sein des communautés.

3) Le nouveau leader de l'organisation, fils d'un des pasteurs protestants, n'a pas ménagé les efforts pour remettre à flot l'organisation misant surtout sur son honnêteté et la volonté d'expliquer la situation caféière aux producteurs de façon quotidienne, contribuant ainsi à créer la confiance des membres dans l'organisation. Dans la logique protestante, il fait figure du "leader charismatique".

4) Aussi, nous désirons souligner un facteur externe qui explique, selon nous, le meilleur fonctionnement du beneficio: l'aide d'un conseiller travaillant pour un projet de développement durable, lequel a beaucoup aidé les producteurs des quatre communautés faisant partie du beneficio de Palmera. Ce conseiller a mis les producteurs en contact avec plusieurs organisations indépendantes dont la ISMAM (SSS- Organización de Indígenas de la Sierra Madre Motozintla, Chiapas) et la UCIRI (Unión de comunidades indígenas de la región del Istmo, Oaxaca), se rendant même au Chiapas et à Oaxaca avec certains producteurs pour assister à des réunions d'information entre 1992 et 1996, période de crise dans la Sierra. Le même conseiller a mis sur pied nombre d'ateliers sur la caféiculture, donnant de judicieux conseils aux producteurs, et des alternatives productives face à la crise. Il a également établi des diagnostics de production pour les quatre communautés du beneficio.

Ces quatre facteurs (3 facteurs internes et un facteur externe) permettent, d'après notre interprétation, d'expliquer l'efficacité économique et la possibilité de

gérer le beneficio. L'étape suivante serait idéalement que les producteurs d'Ocotal puissent participer à une organisation indépendante plus grande, ce qui est en train d'être étudié dans la communauté.

Dans le cas de San Antonio, nous croyons que le *beneficio* éprouve beaucoup de difficultés à garder ses membres pour les raisons suivantes: 1) domination des valeurs individualistes sur les valeurs collectives, 2) alliances à travers le compadrazgo (religion catholique) et création de groupes de pouvoir liés au café, 3) non-crédibilité du président auprès des membres des communautés et 4) l'absence d'un conseiller externe.

1) San Antonio est un village plus "métissé" culturellement malgré sa population autochtone, à cause de ses rapports plus intenses avec l'extérieur. C'est ainsi qu'en marchant dans le village, il est facile d'observer la constitution d'une "classe" aisée: maisons en ciment (alors qu'à Ocotal, elles sont presque toutes en bois), une bonne dizaine de camionnettes (alors qu'à Ocotal, il n'y en a qu'une, celle du beneficio). Il y a clairement ici des individus qui s'enrichissent beaucoup plus que les autres, ce qu'on ne voit pas à Ocotal¹¹.

L'ejido est composé de 87 ejidatarios (cela correspond au nombre de sollicitants lors de la demande de dotation) qui partagent avec leurs familles et les *avecindados* (ceux qui se sont annexés sur des parcelles non travaillées) un total de 2130 hectares. En 1982, la majorité de l'ejido était occupé par des caféières (1305 hectares, presque le double de Palmera), San Antonio étant le village le plus important au niveau de la production de café dans tout le municipe. Le maïs se cultivait quant à lui sur 80 hectares et les haricots se répartissaient sur 10 hectares (chiffres de 1982 du Ministère des finances). Aujourd'hui, c'est toujours le café qui occupe la première place dans le village de San Antonio, malgré la crise de 1989.

Cette crise et surtout l'application du PROCEDE¹² a permis de voir la hiérarchisation entre paysans pauvres, paysans moyens et paysans aisés (selon la

¹¹ Les données socio-politiques et économiques seront disponibles lors de la publication du mémoire de maîtrise de José Luis Blanco Rosas, Colegio de México.

¹² Le PROCEDE (programa de certificación de derechos ejidales y titulación de solares urbanos) vise à faire appliquer la nouvelle loi agraire de 1991. Cette loi, qui apporte une réforme à l'article 27 constitutionnel, stipule la fin de l'inaliénabilité de l'ejido. A cette fin, le PROCEDE est un programme qui vise à octroyer des certificats de droits agraires à tous les ejidatarios, afin de faciliter la vente des parcelles. Elle a un grand impact sur les ejidos

catégorisation utilisée par Beaucage *et al.*, 1982:147-152), de même que la présence d'une classe de propriétaires fonciers. Il est très difficile de donner des chiffres exacts sur la terre (on a toujours donné des statistiques globales sur l'ejido en tant qu'ejido communal) car personne n'a de titre. Officiellement, d'après les règlements internes de l'Assemblée éjidale, tous les ejidatarios devraient avoir 20 hectares de terrains (partagés avec leurs fils). Cependant au fil des années, comme il n'y avait pas de parcellisation, certains en ont profité pour semer du café, lequel procure quasiment un titre de propriété. Sur les 87 ejidatarios, certains n'ont pratiquement plus de terre, alors que d'autres ont parfois le double de la limite des 20 hectares. C'est donc l'appropriation de la terre par la plantation du café qui a permis selon nous cette hiérarchisation. Les "propriétaires fonciers" du village (plus de 20 hectares), que nous estimons à environ 6 ejidatarios d'après les différents témoignages, occupent également des postes importants dans le village, que ce soit au niveau des postes officiels ou comme intermédiaires des accapareurs.

Un producteur de café nous commente ce qui suit dans une entrevue du 23 septembre 1995:

" A San Antonio, c'est plus difficile de parcelliser l'ejido parce qu'il y a des gens à qui ça ne convient pas. Ceux qui ont plusieurs hectares de terre. Il y en a au moins 12 qui ont plus de 70 hectares de terre. Bien que ce soit illégal, ils ont acheté des terrains à des ejidatarios qui avaient besoin d'argent, ils ont planté du café dessus. Et comme ici le café a une valeur de travail, bien ils ne veulent pas qu'on touche leurs terres. Le fait que l'ejido ne fut jamais parcellisé constitue un problème parce que les gens ont accaparé la terre."

Les paysans de San Antonio sont cependant dans l'ensemble des producteurs de café "moyens" possédant environ 3,29 hectares de café en moyenne. Il y a pourtant 25 % des producteurs qui disposent de moins de 2 hectares de café.

communautaires qui n'ont jamais été parcellisés depuis la Révolution comme celui de San Antonio. Les propriétaires doivent maintenant délimiter leurs lots qui sont souvent dispersés un peu partout dans l'ejido. Les 87 ejidatarios de San Antonio ont accepté majoritairement en 1993 l'application du PROCEDE dans leur communauté. Cependant, en novembre 1995, les ejidatarios n'arrivaient pas à s'entendre sur le nombre d'hectares correspondant à chacun d'eux. Particulièrement, des ejidatarios qui possédaient 20 hectares de café et plus (alors que la limite est de 20 hectares de terre) offraient la plus grande résistance. Cette loi s'insère dans la logique néo-libérale selon laquelle la terre mexicaine est "monopolisée" par les ejidos, ce qui empêche la production intensive. (Hélène Jean-Venturoli, 1995: Rapport de terrain présenté à l'Université de Californie, San Diego, dans le cadre du projet Ejido Research Program:(6-15)

Les caféiculteurs de San Antonio 1995

Tableau 4. Les producteurs pauvres: moins de 2 hectares de café (25 % des producteurs)

product.	superficie	variétés	fertilisant	Date	âge
#2	1,5	oui	non	2 ans	4 ans
#8	1	oui	non	2 ans	6 ans
#16	0,8	non	non	Jamais	30 ans
#17	1,5	oui	non	4 ans	7 ans
#20	1,5	non	non	Jamais	25 ans

Tableau 5. Les producteurs moyens: entre 2 et 5 hectares(60 % des producteurs)

prod	superficie	variétés	rendemen	fertilisant	date	âge
#1	3 hectares	oui	4,5 tonnes	non	8 ans	4 ans
#4	4	oui	3t	non	3 ans	35 ans
#5	4	oui	5t	non	15 ans	15 ans
#6	2	oui	4,5t	non	6 ans	25 ans
#7	3	oui	3,5t	non	3 ans	20 ans
#9	3	oui	8t	non	3 ans	12 ans
#10	4	non	2t	non	12 ans	40 ans
#11	2	oui	1t	non	3 ans	2 ans
#12	3	oui	3,5t	non	3 ans	20 ans
#13	2	oui	4t	non	4 ans	12 ans
#14	2	oui	4t	non	4 ans	12 ans
#18	5	oui	3,5t	non	3 ans	25 ans

Tableau 6. Les producteurs aisés: entre 5 et 10 hectares (15% des producteurs)

product.	superficie	variétés	rendemen	fertilisant	date	Âge
#3	10	non	8 tonnes	non	5 ans	40 ans
#15	hectares	oui	7t	oui	toujours	12 ans
#19	6	oui	8t	oui	toujours	12 ans

Source: enquête de terrain auprès de 20 producteurs de San Antonio, octobre 1995.

Légende: **superficie**=superficie plantée en café, **variété**= présence de variétés à haut rendement?, **rendement**= rendement par hectare?, **fertilisant**= utilisent-ils du fertilisant?, **date**= depuis quand ne fertilisent plus?, **âge**= âge de la caféière.

Voici les catégories de producteurs que nous retrouvons à San Antonio:

grands producteurs: Bien qu'aucun de ces producteurs ne figure dans les tableaux, nous incluons cette catégorie. D'après nos informateurs, il y aurait environ 6 ejidatarios dans cette catégorie. Ces producteurs ont plus de 10 hectares de café, ils ont des camionnettes, ils sont compadres avec les acheteurs. Dans certains cas, ils prêtent de l'argent aux Popolucas et même aux commerçants de Tlalpan. Ils utilisent du fertilisant, de la main-d'oeuvre salariée, et possèdent du bétail.

producteurs aisés: Ils ont entre 5 et 10 hectares de café et utilisent de la main d'oeuvre salariée et du fertilisant. Ils ont une moyenne de 7,3 hectares de café pour une production moyenne de 6 tonnes par hectare.

producteurs moyens: Ils possèdent entre 2 et 5 hectares de café, certains utilisent de la main d'oeuvre salariée. Ils n'utilisent pas de fertilisant dans l'ensemble, et se servent tous de la main d'oeuvre familiale. Ils ont en moyenne 3,16 hectares de terre avec un rendement moyen de 3,87 tonnes.

producteurs pauvres: moins de 2 hectares

Ils utilisent une main d'oeuvre exclusivement familiale, ils n'utilisent pas de main d'oeuvre salariée et n'appliquent aucun fertilisant. Ils cultivent en moyenne 1,26 hectare de café pour une production de 1,3 tonnes par hectare.

Cette hiérarchisation de la paysannerie autour du café entraîne une différenciation importante au niveau des revenus et permet de rendre compte de la constitution de différentes classes sociales au sein même de l'ejido. En plus de cette hiérarchisation "productive", on retrouve des factions au niveau religieux, politique, et commercial comme en témoigne un extrait d'entrevue avec un membre du comité du CLS de San Antonio:

" On ne peut pas dire qu'il y ait beaucoup de consensus dans les décisions, parce que nous sommes divisés politiquement et religieusement. Tous ceux en haut du village, nous sommes en majorité du PRI jusqu'au réservoir d'eau à peu près, environ 70%. Après, où le chemin devient plat, ils sont plus du PRD avec aussi du Cercle blanc (membres du PRI qui proposent un autre candidat que celui imposé par la mairie), environ 20% pour les deux et ceux d'en bas sont du PPS. Mais dans les élections d'août passé (élections présidentielles d'août 1994), le panorama a été très différent parce que ceux d'Ocotal sont venus voter ici et eux ils sont plus du PRD. Alors, les résultats étaient d'environ 48 % pour le PRD et le PPS et de 52 % pour le PRI. C'est un désavantage pour nous du PRI. Parce que comme moi je suis de Solidaridad, et tu le connais, il a les mêmes couleurs que notre drapeau et il appartient au gouvernement. Alors, je ne peux aller contre la main qui nous nourrit et nous donne à manger. Moi je comprends ça, mais il y en a beaucoup qui ne le comprennent pas. Moi je ne m'occupe pas beaucoup de religion, je ne crois en rien. Ma femme est protestante de l'"Église Universelle Cristo viene". Moi je ne participe pas, mais parfois ils m'invitent quand il y a des événements. Et même quand je ne suis pas invité, ils me disent que je peux venir et je trouve ça bien. La mayordomía, eux ils invitent seulement qui ils veulent. Ici, il y a environ 75% des gens qui sont catholiques, 15 % appartiennent aux Témoins de Jéhovah (leur pasteur travaille pour l'organisation), l'Église Universelle Christ Vient a environ 5% des gens (ça fait 5 ans qu'ils sont arrivés) et finalement Les Apôtres du 7ième Jour. Tu connais leur pasteur, c'est lui qui vit en face (c'est un intermédiaire)."

2) La caractéristique de San Antonio est le factionnalisme qui s'est instauré autour de l'achat du café: 4 principaux acheteurs (à travers des intermédiaires

autochtones) et le CLS se partagent le café popoluca. L'institution du *compadrazgo* a été ici récupérée par les acheteurs métis locaux pour créer des alliances avec des autochtones de la communauté et s'assurer ainsi le café popoluca. Ces alliances ont contribué à augmenter le pouvoir de certaines personnes dans la communauté. La présence du protestantisme semble s'y instituer comme une opposition politique face aux alliances encouragées par le *compadrazgo*. La forte influence du PRI, auquel appartiennent la plupart des intermédiaires, permet aussi d'expliquer ce factionnalisme.

3) Quant au président du *beneficio*, il jouit d'une faible crédibilité face aux membres qui n'oublient pas qu'il faisait partie de l'administration du premier *beneficio* transféré par l'INMECAFÉ lors de la récolte 91-92, époque des grands scandales de fraude, qui mirent en fuite l'ancien président en 1992. On lui reproche, entre autres, de garder toutes les informations pour lui, de ne pas être clair dans les comptes, de cacher toutes les opérations aux producteurs, de ne pas atteindre les objectifs d'une coopérative. Loin de faire figure de "leader", on semble le considérer comme un accapareur de plus.

4) Il n'y a pas eu la présence soutenue d'un conseiller externe pour aider les gens du *beneficio*. Ce facteur, bien que n'influençant pas directement la participation des membres, aurait pu jouer sur le fonctionnement même du *beneficio*, puisque un des principaux problèmes dont se plaignent les dirigeants est la banqueroute technique et administrative dans laquelle ils se trouvent.

Si on résume les caractéristiques des deux communautés, on peut en tirer les principales lignes suivantes: dans le village de Palmera la logique protestante, l'importance du PRD et le regroupement de la communauté autour d'un seul leader naturel pourraient être des facteurs qui ont fait penché les producteurs vers l'organisation "collectiviste" prôné par Pass (1992). Alors que dans le village de San Antonio, les alliances dérivées du *compadrazgo*, l'allégeance principalement priiste et la présence de nombreuses factions désirant s'appropriier le contrôle politique oriente les producteurs vers des solutions plus "individualistes".

On remarque que la vente du café et le choix de l'organisation ou de la vente "libre", c'est-à-dire aux intermédiaires, reposent non seulement sur des caractéristiques économiques, mais principalement sur les structures sociales des communautés.

Alberto Olvera *et al.* (1994) se sont penchés sur l'étude de la fragmentation des identités dans la caféiculture de Veracruz. Il en ressort des pistes de recherche intéressantes pour approfondir les motivations des producteurs quant à la vente du café et à la formation de nouveaux acteurs sociaux (comme les organisations caféières). Olvera *et al.* (1994: 7) utilisent le concept de *champ* utilisé par Bourdieu (1991) pour analyser les différents espaces dans lesquels évoluent les producteurs: champ de la politique municipale, champ partisan, champ communautaire, champ des *cargos* (*postes importants dans la communauté*), champ de Solidaridad, etc. Les producteurs occupent un rôle dans chacun de ces champs. Le rôle occupé par les acteurs suppose, d'après les mêmes auteurs, qu'ils fonctionnent selon un code de valeurs et de normes institutionnalisées, ce qu'Olvera *et al.* appellent des sous-univers symboliques (1994: 9).

" Le processus de différenciation incité par la modernisation implique l'apparition de champs d'action distincts. La complexité de l'ordre social croît en fonction de l'augmentation de ces champs. La différenciation crée un potentiel de rationalisation en séparant les processus économiques et politiques de sa matrice culturelle localiste, et elle rend difficile la compréhension des grands processus systémiques et leur contrôle par les acteurs se situant dans des temps et des espaces concrets.(...)"

Ces espaces concrets représentent les structures sociales au sein desquelles les producteurs évoluent depuis les débuts de la caféiculture dans la Sierra: modèles traditionnels de domination métis au niveau de la production, hiérarchisation et prestige à travers certaines institutions, intégration aux appareils corporatistes, etc. Le transfert des installations de l'INMECAFÉ aux producteurs et l'implantation d'une organisation qui offre la possibilité de nouveaux rôles au sein de la communauté et aussi de nouveaux modèles d'organisation vient changer un ordre social, parfois déjà très divisé, comme à San Antonio.

Si la participation dans les anciennes structures apparaît comme quelque chose de connu, il en va autrement de la participation aux nouvelles formes d'organisation:

"La participation dans de nouveaux espaces d'organisation est moins "simple". Dans tous les cas, cette participation oblige la personne et sa famille à briser les barrières classiques entre le privé et le public, sans les "garanties"- sociales et symboliques- qu'offraient les scénarios traditionnels. En d'autres mots, la mobilisation implique des risques, qu'ils soient minimes ou majeurs, symboliques ou matériels, personnels ou socio-politiques (Olvera et al., 1994:21)."

Les lignes générales que nous avons tracées pour chacun des deux villages permettent de voir l'impact de certaines structures et de différents champs quant à l'adoption de l'"organisation collectiviste" ou "individuelle". Nous sommes cependant conscient qu'il existe d'autres "champs d'influence" dans les communautés qui peuvent contribuer à orienter le choix des producteurs.

Figure 2

STRUCTURE CAFÉIERE DE LA SIERRA DE SANTA ROSA 1995/96

Producteurs "organisés"

Cueilleurs

Producteurs "libres"producteurs (café cerise)
 ↓

Cueilleurs

Comme on peut le constater le chemin que prend le café "libre" entre dans un réseau complexe de dépendance et de relations de *compadrazgo* avec l'extérieur, alors que les producteurs organisés évoluent en dehors de ces factions politiques, sauf pour l'achat du produit qui se fait par un acheteur privé. Les producteurs organisés vont déposer leur café cerise au centre de réception du *beneficio* dans leur village où on pèse le café. Sur réception du café, on leur paie les kilos apportés, ou on leur soustrait une partie de la dette qu'ils contractent en acceptant les crédits gérés par l'INI pour l'amélioration des caféières. Le café prend ensuite la direction du *beneficio*, où on transforme le café cerise en café parche, ce qui lui donne une plus grande valeur marchande. Normalement un tel procédé permet aux producteurs d'obtenir des gains plus élevés qui seront distribués lors de la fin de la récolte (mars). Le café parche est vendu à un acheteur de Córdoba qui le transforme en café oro et qui l'exporte directement aux États-Unis.

Les producteurs libres font affaire avec les intermédiaires autochtones du village, lesquels travaillent pour les grands accapareurs tels que Marcona dont ils sont *compadres*. Ces intermédiaires profitent économiquement des postes officiels conférés par la structure politique administrative nationale et des alliances de compérage contractés avec les acheteurs. Ce sont pour la plupart des producteurs aisés (entre 5 et 10 hectares) ou des grands producteurs (10 hectares et plus) qui se sont enrichis de plusieurs terres en l'achetant (bien que ce soit illégal, à cause du caractère communal de l'*ejido*) et en y semant du café, ce qui confère pratiquement un droit de propriété privée du sol puisque les plants de café, contrairement à ceux du maïs, restent fixés au sol. Ces autochtones sont les personnages clés pour les grands accapareurs (agent municipal, conseil de vigilance, commissaire *ejidal*). Les autochtones intermédiaires ont également à leur solde quelques hommes de confiance qui vont chercher le café dans les régions les plus reculées du village, et qui disposent chacun d'un petit centre de réception de café. Les producteurs vont donc vendre leur café soit aux centres de réception des hommes de confiance, soit directement chez les intermédiaires, qui attendent chaque soir les chauffeurs des négociants d'Acayucan. Le café est ensuite amené dans les *beneficios* humides de ces accapareurs et transformé en café parche, puis vendu à d'autres acheteurs, transformé en café oro et exporté. Les petits producteurs dans ce cas-ci ne reçoivent que le prix du café cerise, puisque c'est l'accapareur qui transforme en café parche, d'où l'intérêt pour les producteurs de faire partie de l'organisation.

Le transfert des installations de l'INMECAFÉ a créé dans la Sierra de nouvelles possibilités et de nouveaux défis que les autochtones doivent relever. L'avantage du *beneficio* est l'obtention d'un prix plus élevé en bout de ligne pour le café parche, comparativement au café cerise que l'on vend aux intermédiaires. Cependant, comme nous l'avons démontré dans les chapitres précédents, l'état des installations de l'INMECAFÉ, l'assistance technique déficiente, les structures corporatistes, la forte compétition des intermédiaires et les structures sociales spécifiques des communautés, l'absence de politique caféicole au niveau national n'ont pas permis aux deux organisations de maximiser les ressources de la décortiqueuse. Aussi, l'adoption d'un nouveau style d'organisation (autant de la part des dirigeants que des producteurs) semble difficile à cause des autres formes d'organisations basées sur le factionnalisme et le corporatisme. D'un côté, les producteurs se souviennent que du temps de la UEPC, tout allait à merveille, car ils n'avaient à s'occuper de rien. Ainsi, dès qu'il y a des problèmes, ou des prêts personnels à contracter, les producteurs ont tendance à blâmer la direction ou à se retirer. De l'autre, les dirigeants éprouvent aussi de la difficulté avec le style d'organisation "démocratique" où la base et la direction travaillent ensemble suivant le slogan des organisations indépendantes, *Que mande la base!* Les sept communautés de la Sierra qui jouissent des décortiqueuses de l'Institut se retrouvent face à la dure réalité de la petite entreprise: trouver du crédit, payer du personnel expérimenté, etc. Aussi, bien que les producteurs aient à faire un choix entre deux types de vente, il ne faut pas négliger le fait que le transfert des organisations a été forcé et ne correspond pas au départ à la volonté des producteurs de s'organiser, comme dans d'autres communautés.

Ce sont donc les petits producteurs qui sont désormais aux prises avec la gestion de ce marasme financier et l'État ne s'intéresse quant à lui qu'à la continuité de la production, que ce soit à travers les nouvelles structures ou à travers les intermédiaires. Ces nouvelles organisations ont donc servi au départ à opérationnaliser les installations de l'INMECAFÉ pour permettre de continuer la production et la transformation du produit. Ce changement s'est fait au détriment des producteurs qui eux doivent maintenant faire face à la recherche du crédit privé pour tenter de garder à flot les anciennes installations gouvernementales tout en faisant la compétition aux grands accapareurs locaux et régionaux et en tentent de s'adapter aux nouvelles possibilités d'organisation qui vont souvent à l'encontre de la logique des accapareurs et des intermédiaires.

Conclusion générale

La restructuration économique mondiale causée par la primauté de l'idéologie néolibérale a transformé considérablement les relations que l'État mexicain entretenait avec la paysannerie "sociale", c'est-à-dire la paysannerie ayant pris une part active à la Révolution de 1910. C'est sous le sexennat de Salinas de Gortari (1988-1994) que vont s'appliquer les nouvelles restructurations, avec ce que nous appelons la fin de l'idéal révolutionnaire mexicain. La signature de l'ALENA, l'intensification des privatisations, et la Réforme à l'article 27 constitutionnel (garantie de l'inaliénabilité de la terre concédée lors de la Révolution) constituent une partie des nouvelles règles du jeu dans le secteur agricole mexicain. Ces changements ont apporté des modifications considérables dans l'organisation de la paysannerie. L'exemple de la privatisation des installations liées à la caféiculture mexicaine nous a servi à expliquer le rôle de l'économie mondiale et des règles du nouveau marché sur l'orientation des pays "producteurs" comme le Mexique. Répondant à une crise mondiale des prix du café et à la Rupture des Accords internationaux de l'OIC qui régularisaient l'offre et la demande, le Mexique a emboîté le pas en restructurant d'un coup la caféiculture à partir de 1989. La principale conséquence de cette restructuration a été le démantèlement de l'INMECAFÉ qui s'occupait depuis 1974 de la transformation et de la commercialisation du produit pour une majorité de petits producteurs organisés sous sa tutelle (UEPC) jusqu'en 1989. Le démantèlement de l'INMECAFÉ combiné à une économie mondiale de libre-marché et de prix déprimés a forcé la petite paysannerie à se réorganiser dans les nouvelles règles du capitalisme. Cette réorganisation a signifié pour les producteurs du secteur social (ex-UEPC de l'INMECAFÉ) un autogestion forcée. La majorité des UEPC de l'INMECAFÉ ne jouissaient cependant pas de l'expérience des organisations indépendantes nées à partir des années 80. Aussi, elles ont été insérées pour la plupart dans des modèles corporatistes, les Sociétés de Solidarité Sociales, qui visaient à maintenir la continuité de la production avec de maigres crédits sans pour autant fournir d'assistance administrative ou technique aux nouvelles "organisations". Cette situation a contribué à entraver le processus d'autogestion des organisations et a

permis aux intermédiaires de reprendre le rôle dominant qu'ils occupaient avant l'arrivée de l'INMECAFÉ dans le secteur social et de réactiver les anciens modèles d'exploitation dans la caféiculture. Parallèlement à l'"autogestion forcée" des ex-UEPC de l'INMECAFÉ, on assiste en 1989 à une alliance entre plusieurs organisations indépendantes du pays, coordonnées au sein de la CNOC. Ces dernières ont offert une alternative aux producteurs après le retrait de l'INMECAFÉ et ont tenté de combler le vide politique et administratif des petits producteurs au niveau national. Principalement, les organisations indépendantes ont lutté avec le seul but de défendre au niveau national et international les intérêts des petits producteurs sans aucun objectif partisan, transformant ainsi la voie "officielle" dans laquelle avaient été insérés les paysans. Le mouvement indépendant aura cependant beaucoup de difficulté à rejoindre les UEPC à cause justement de leur caractère corporatiste.

Dans la Sierra de Tlalpan, Veracruz, l'étude du transfert des installations de deux *beneficios* par l'INMECAFÉ, nous a permis d'étudier la logique interne de cette réorganisation et de voir les facteurs sociaux, politiques et économiques qui orienteront le choix des producteurs. Dans cette région, on commence à envisager, pour un des deux *beneficios*, la possibilité de vendre à des organisations indépendantes. Dans l'autre *beneficio*, l'autogestion semble être entravée par le factionnalisme qui divise grandement la communauté et l'inefficacité administrative et économique du *beneficio*. Ces deux exemples nous offrent deux visions de la réorganisation des ex-UEPC de l'INMECAFÉ et des motivations différentes qui vont orienter les producteurs soit vers une organisation entre paysans soit vers l'organisation entre les producteurs et le secteur capitaliste, solution qui était envisagée par l'État lors de son retrait. Dans l'un ou l'autre des cas, les producteurs persistent à se maintenir sur leurs caféières malgré la réforme à la loi agraire. On peut voir avec l'exemple de la libéralisation du secteur café que bien que l'État ait tout essayé pour se débarrasser de la petite paysannerie (restructuration rapide du secteur, modification à la loi agraire, corporatisme, absence de crédits adéquats, etc.) les mouvements paysans et les organisations paysannes ont réussi dans certains cas à offrir une résistance face à la logique néolibérale prônée par l'État dans la caféiculture. Malgré cette nouvelle guerre à la petite paysannerie, les paysans, loin de disparaître, luttent pour leur place au sein de la nouvelle économie néolibérale mexicaine.

Ainsi, dans une perspective néo-marxiste, la "refonctionnalisation" de la paysannerie au sein du nouveau modèle néolibéral affirme bien le caractère de classe d'une paysannerie qui, bien que non-homogène, stratifiée, et divergente idéologiquement, tente de s'adapter aux changements majeurs survenus dans le secteur du café. Cette "refonctionnalisation" qu'elle soit catégorisée d'"individualiste"(modèles corporatistes) ou de "collectiviste" (modèles démocratiques) réaffirme la place de la paysannerie dans cette nouvelle économie de marché. Cependant, alors que le modèle "collectiviste" s'inscrit dans une idéologie d'autonomie face à l'appareil étatique (institutions paternalistes, centrales syndicales officielles), le modèle "individualiste" se maintient le plus souvent dans des anciens modèles d'exploitation (où le paysan n'a aucun droit de regard quant à l'orientation de la production ni dans la transformation et la commercialisation de son produit).

Références

Aguirre Beltrán, Gonzalo, 1991: *Formas de gobierno indígena*. Obra antropológica vol. IV, Mexico, Fondo de Cultura Económica.

Bartra Armando et al., 1979: *Polémica sobre las clases sociales en el campo mexicano*. Mexico, Editorial Macehual.

Bartra, Armando, 1989: "Pros, contras y asegunes de la "apropiación del proceso productivo", notas sobre las organizaciones rurales de productores", in *Cuadernos de desarrollo de base* . UNAM, no.2: 5-21.

Bartra Armando, (sans date): *El campesinado. Base económica y carácter de clase*. (Colección La leyenda negra de la ENAH), Mexico, Serie Indios vivos para estudiar antropólogos muertos.

Bartra, Roger, 1988: *Campesinado y poder político en México*. Colección Problemas de México, Mexico, Ediciones Era.

Bartra, R., E. Boege, P. Calvo, J. Gutiérrez, V. R. Martínez Vázquez, L. Paré, 1980: *Caciquismo y poder político en el México rural*. Mexico, Siglo veintiuno editores.

Beaucage, Pierre, 1994: *The State, Peasants and Indians in Mexico: the Road to Chiapas*. Communication présentée au Colloque Canada-Mexico, Calgary.

-, 1973a: "Anthropologie économique des communautés indigènes de la Sierra Norte de Puebla (Mexique) 1: Les villages de basse montagne" in *Revue canadienne de Sociologie et d'Anthropologie* 10(2) : 114-133

-, 1973b: "Anthropologie économique des communautés indigènes de la Sierra Norte de Puebla (Mexique) 2: Les villages de haute montagne, in *Revue canadienne de Sociologie et d'Anthropologie* 10(3): 289-307

Beaucage, Pierre, M.E. Montejo, 1984: " Rapports fonciers et rente foncière: une étude de cas dans la Sierra Norte de Puebla (Mexique)" in *Le café au Mexique et en République Dominicaine: questions de rente foncière*. Montréal, Université de Montréal, GRAL: 4-30.

Beaucage, Pierre, M. Gobeil, M. E. Montejo, F. Vityé, 1982: "Développement rural et idéologie paysanne " ce qui se passe au village" " in *Anthropologie et Sociétés* 6(1): 131-173.

Blanco Rosas, José Luis, 1994: *Café, comunidad indígena y nuevas políticas rurales en el sur de Veracruz: la Sierra de Tlalpan*. Conférence présentée au Séminaire international sur les nouveaux processus ruraux au Mexique, Taxco.

Bourdieu, Pierre, 1996: in *Clarín*, décembre 1996, Buenos Aires

Celis, Fernando, 1991: "UPCV: Del cambio de terreno al fortalecimiento de una organización democrática", in *Cafetaleros, la construcción de la autonomía. Cuadernos de de desarrollo de base* no. 3: 157-171

CNOC, 1995: *Qué es la CNOC?* Mexico, Coordinadora Nacional de Organizaciones cafetaleras.

- , 1995: *Nuevas condiciones en la cafeticultura mexicana*. Mexico, Boletín informativo, no 9.

- , 1995: *Un programa de crédito para los pequeños productores de café*. Boletín informativo, Mexico.

- , 1994: *Por la Unidad y Fortalecimiento de las Organizaciones Cafetaleras*. Mexico, Boletín informativo, número 7, Mexico.

Consejo mexicano del café, 1995: *Situación de la cafeticultura ciclo 1994/1995*.

Daviron, Benoît, F. Lerin, 1990: *Le café*. Económica (Collection Cyclope), Paris.

Díaz Cardenas, Salvador, J.R. Pérez Pérez, B. Rodríguez Padrón, A.L. Licona Vargas, E. Escamilla Prado, 1994: *Sistemas de policultivo: una alternativa a la crisis del café en Veracruz*. Universidad Autónoma Chapingo, Huatusco, mimeógraphié.

Díaz Cardenas, Salvador, 1993: *Desarrollo rural en la cafeticultura: propuesta teórica y situación en la región de Huatusco, Ver.* Universidad autónoma Chapingo, Dirección de centros regionales (Tesis de Maestría en desarrollo regional) Chapingo.

Elson, Benjamin.F., 1960: *Gramática del Popoloca de la Sierra*, Universidad Veracruzana, Xalapa.

Escamilla Prado, Esteban, 1993: *El café cereza en México. Tecnología de la producción..* Universidad Autónoma Chapingo, Centro de investigaciones económicas, sociales y tecnológicas de la agroindustria mundial, Chapingo.

Félix-Baez, Jorge, 1973: *Los Zoque-Popolucas*. Mexico, Consejo nacional para la cultura y la artes, Institut National Indigéniste.

Fisher, Bart S., 1972: *The International Coffee Agreement. A study in Coffee Diplomacy*. New York, Praeger.

Foster, George M., 1966: *A Primitive Mexican Economy*. Monographs of the American Ethnological Society, Seattle, University of Washington Press.

-, 1967: "The Mixe, Zoque, Popoloca" in *Handbook of Middle American Indians* (7), Ethnology: 448-477.

García García, S., 1993: "Premiers questionnements du rôle de l'État dans la caféiculture. Les mouvements de producteurs du Veracruz entre 1982 et 1986" in *Géodoc*. Université de Toulouse-Le-Mirail, Toulouse: 31-42.

García A et alt, 1993: " Café et néolibéralisme. Récente détérioration de la caféiculture au Soconusco, Chiapas" in *Géodoc*. Université de Toulouse-Le-Mirail, Toulouse: 22-30.

García S., B. Sallée, "Las organizaciones cafetaleras en Veracruz: logros, fracasos y retos(1970-1990). La transformación y comercialización de café en la parte central de Veracruz: el papel de las organizaciones campesinas.", Xalapa, mimeografié.

García de León, Antonio, 1994: *Resistencia y Utopía. Memorial de agravios y profecías acaecidas en la provincia de Chiapas durante los últimos quinientos años de su historia*. Tomo 1 y 2, (Colección Problemas de México), Ediciones Era.

Garma Navarro, Carlos, 1982: "Protestantismo en una comunidad totonaca. Un estudio político." in *Religión Popular: Hegemonía y resistencia*. Cuicuilco, Secretaría de Educación Pública, Mexico.

Gilly, Rudolfo, 1994: *La revolución interrumpida*, Colección Problemas de México, Mexico, Ediciones Era.

-, 1988: *Nuestra caída en la modernidad*. Mexico, Joan Boldó i Climent .

Gutelman, Michel, 1991: *Capitalismo y reforma agraria*. (Colección Problemas de México), Mexico, Ediciones Era.

Harvey, Neil, 1994: "Playing with Fire. The Implications of Ejido Reform." in *Akwe:kon*, volume XI, número 2, été 1994: 20-27.

Hernandez, Luis, 1991:"Nadando con los tiburones: la experiencia de la CNOC" in *Cafetaleros: la construcción de la autonomía, Cuadernos desarrollo de base* no.3: 17-47.

Hernandez L., F. Celis, 1994: "Solidarity and the New Campesino Movement: The case of coffee production" in *Transforming state-society Relations in Mexico. The National Solidarity System*. San Diego, Center for U.S.-Mexican Studies, University of California.

Hewitt A., Cynthia, 1976: *Modernizing mexican agriculture: socioeconomic implications of technological change 1940-1970*. Geneva, United Nations Research Institute for Social Development.

Hoffman, Odile, 1993: "Il y a dix ans déjà...Tentatives et faillites d'une modernisation dans le secteur social, les Aric caféières du Veracruz" in *Géodoc*. Toulouse, Université de Toulouse-Le-Mirail: 43-55.

-, 1992: "Renovación de los actores sociales en el campo: un ejemplo en el sector cafetalero en Veracruz" in *Estudios sociológicos* no.30: 523-551.

Institut National Indigéniste, 1994: *Informes del Centro Coordinador de Acayucan*. Acayucan, (miméographiés).

-, 1992: *Informes del Centro Coordinador de Acayucan*. Acayucan, (miméographiés).

-, 1991: "Programa Nacional de desarrollo de los Pueblos Indígenas, 1991-1994", in *Comercio Exterior* 41 (3).

Katz, Friedrich (directeur), 1990: *Revuelta, Rebelión y Revolución. La lucha rural en México del siglo XVI al siglo XX*. (2 vol), (Colección Problemas de México), Mexico, Ediciones Era.

Lúa Graciela Flores, L. Paré, S. Sarmiento, 1988: *Las voces del campo. Movimiento campesino y política agraria 1976-1984*. Siglo veintiuno editores et Instituto de Investigaciones Sociales, Mexico, UNAM.

Marchal, Jean-Yves, R. Palma Grayeb, 1985: *Análisis gráfico de un espacio regional: Veracruz*, INIREB-ORSTOM, Xalapa, Mexico.

Massey et al., 1991: *Los ausentes. El proceso social de la migración internacional en el occidente de México*, (colección Los Noventa), Mexico, Alianza Editorial.

Mestries, Francis, 1992: "La reforma al 27: transición a la vía "farmer" o a la gran agro-empresa?", in *Cuadernos Agrarios, 27 constitutional*, Editorial Nueva Epoca, (5-6).

Morales Fernandez, Jesus, 1971: *El popoluca de Veracruz*. Tesis de Maestría, Facultad de Pedagogía y Letras, Xalapa, Universidad Veracruzana.

Muñoz Rodriguez, Manrubio, V.H. Santoyo Cortés, 1995: *Retos y Oportunidades para las agroempresas en una Economía abierta*, Chapingo, Universidad Autónoma Chapingo.

Garma Navarro, Carlos, 1980: "Religión popular: hegemonía y resistencia" in *Cuicuilco*, Secretaría de educación pública.

Olvera, Alberto, O. Hoffman, C. Millán, 1994: *Identidades fragmentadas: formas, actores y espacios de la modernización en el campo, el caso de la cafecultura veracruzana*. Ponencia para el IX Encuentro de El Colegio de Michoacán " Las Disputas por el México Rural", Zamora, Michoacan., 16-18 noviembre.

Olvera, Alberto J., 1991 " La experiencia de la Unión de Productores de café de Veracruz", in *Cafetaleros, la construcción de la autonomía, Cuadernos desarrollo de base*, no.3: 141-155.

Paas, Dieter, D. Prieto, F. Cadena, (comp.), 1992: *La Empresa social y sus problemas de Organización*, Mexico, Fundación Friedrich Naumann.

Paré, Luisa, 1993: "Du paternalisme d'Etat à l'inconnu: quels modèles après la disparition de l'Institut Mexicain du café? " in *Géodoc*. Toulouse, Université de Toulouse-Le-mirail: 56-63.

-, 1987: *El Estado, los cañeros y la industria azucarera 1940-1980*. Instituto de Investigaciones Sociales, UNAM.

-, 1977: *El proletariado agrícola en México. Campesinos sin tierra o proletarios agrícolas?* Mexico, Siglo veintiuno editores.

Paré, Luisa et al., 1993: *Proyecto Sierra de Santa Rosa, cuaderno de Presentación*. Xalapa.

Paré, L., I. Juárez G, G. Salazar, 1987: *Caña brava. Trabajo y Organización Social entre los Cortadores de Caña*. Mexico, Universidad Autónoma Metropolitana.

Perez Arce, Francisco, 1991: "Historia de la Unión de Uniones. Organizar la selva." in *Cuadernos desarrollo de base*, no.3: 63-70.

-, 1989: "Café: política y mercado" in *Cuadernos desarrollo de base* no.2:169-183.

Perez Castro, Ana Bella, 1989: *Entre montañas y cafetales (luchas agrarias en el norte de Chiapas)*, Serie Antropológica no.85, Instituto de Investigaciones Antropológicas, UNAM.

Pineda Bravo, Gonzalo, 1988: *La politique de la Banque mondiale et le développement de stratégies alternatives pour le secteur rural au Mexique*, collection développement, Bruxelles, Ciaco Editeur.

Plaza S, José Luis, 1994: *Conservación y desarrollo sostenido: La producción de café orgánico en Las Margaritas, Chiapas, Méx.*, Mexico, (miméographié).

Procuraduría Agraria, 1993: *Reformas al marco legal agrario*, Cuernavaca, Mexico.

-, 1993: *Procuraduría agraria*, Cuernavaca, Mexico.

-, 1993: *Procede*, Cuernavaca, Mexico.

-, 1993: *Qué es y cómo funciona el Procede?* Testimonios, Crónicas del Procede, no.8, Mexico.

Ramírez Lavoignet, David, 1971: *Tlalpan. Luchas agrarias*. Xalapa, Universidad Veracruzana, seminario de historia.

Renard, Marie-Christine, 1993: "La production de café au Soconusco, Chiapas. Une histoire de dépendances" in *Géodoc*. Toulouse, Université de Toulouse-Le-Mirail: 12-21.

-, 1992: "El café en el TLC" in *Cuadernos agrarios*, no.4, Editorial Nueva época.: 129-135

-, 1991: "El comercio internacional del café" in *Cuadernos agrarios*, no.2, Editorial Nueva Época.: 9-32

Roseberry, William, L. Gudmundson , M. Samper Kutschbach, 1995: *Coffee, Society and Power in Latin America*. Baltimore and London, The Johns Hopkins University Press.

Salazar, A., M. Nolasco, M. Olivera, 1992: *La producción cafetalera en México, 1977-1988*, Instituto de Investigaciones Antropológicas, Mexico, UNAM.

Salazar, Ana María, 1988: *La participación estatal en la producción y comercialización del café en la región norte del estado de Chiapas*. Instituto de Investigaciones Sociales, Mexico, UNAM.

Samper K, Mario, (comp.) 1994: *Crisis y perspectivas del café latinoamericano*. ICAFE, UNA, San José, Costa Rica.

Sanderson, Steven, 1981: *Agrarian Populism and the Mexican State*. London, University of California Press.

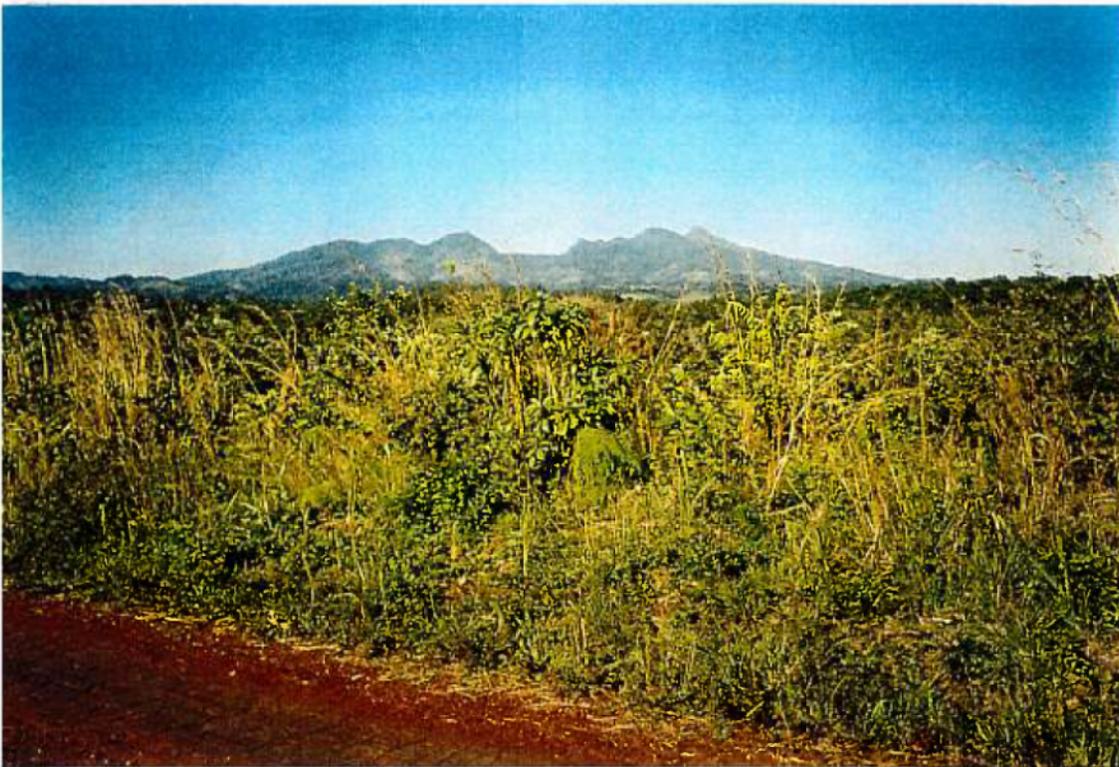
Szekely, E. Miguel, (coord.), 1993: *El programa nacional de Solidaridad(versión preliminar)*. Mexico, Instituto de Investigaciones Sociales, Universidad Nacional Autónoma: 77-84.

Tulet, J.Ch., B. Charlery, Fr. Bart, J. Pilleboue, 1994: *Paysanneries du café des hautes terres tropicales. Afrique et Amérique latine*. (Collection Hommes et Sociétés), Paris, Éditions Karthala.

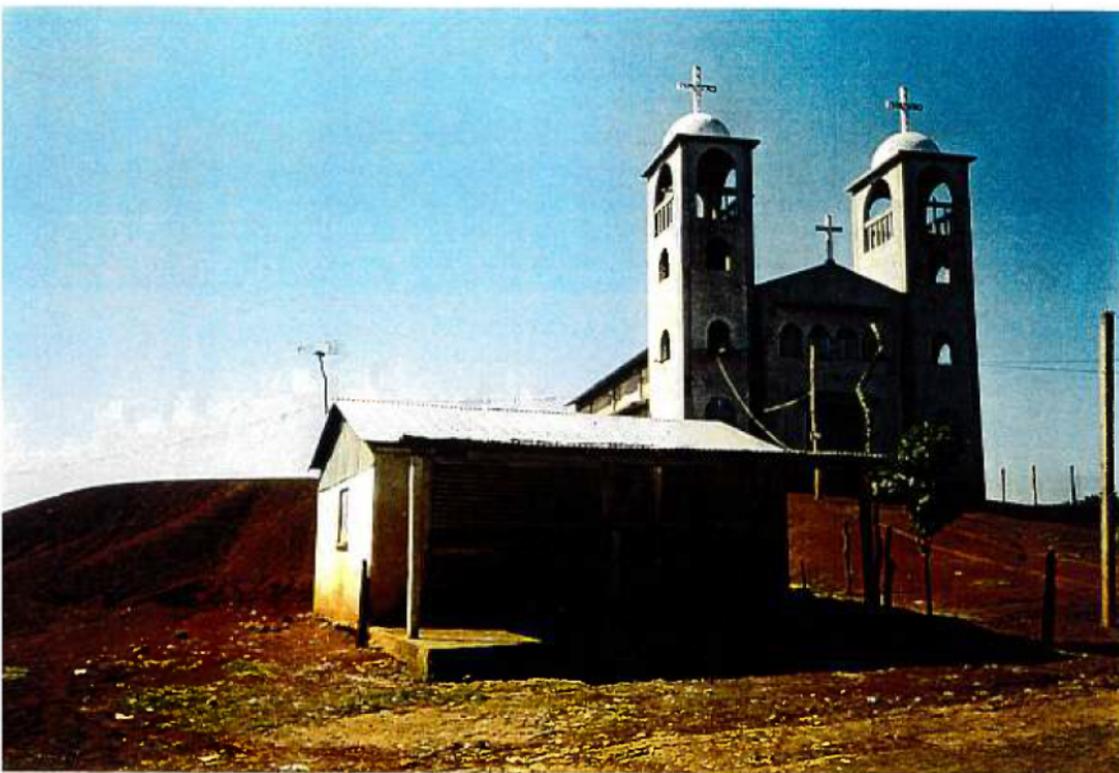
Valenzuela Cipagauta, Adel, F. Tenorio Aparicio, A. Sanchez Rios, 1977: *El cultivo del café en México: producción, economía y comercialización*. Secretaría de Agricultura y de Recursos Hidrolicos.

Vidéographie

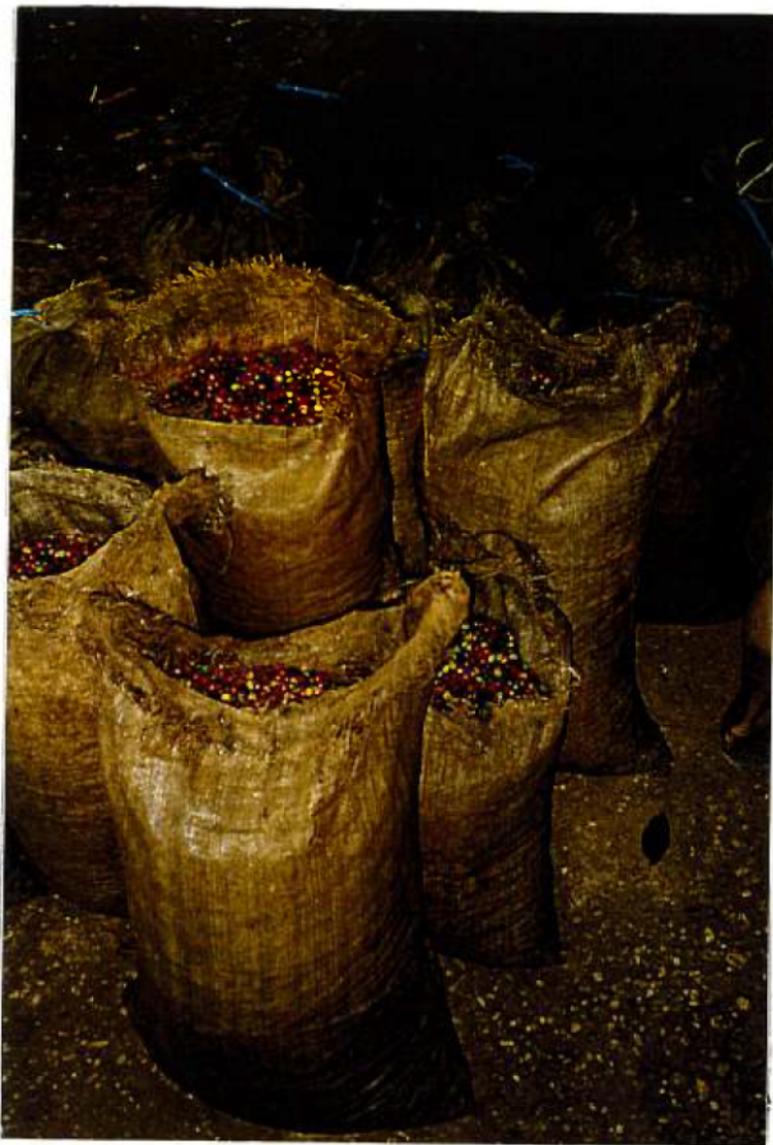
CNOC, 1995: *Manifestación cafetalera en Xalapa el 10 de abril*.



Vue du mont Santa Rosa en allant à San Antonio



Le centre de réception du café de l'organisation de San Antonio



Le café prêt à partir pour le beneficio humide





Avec la décortiqueuse on enlève la première pelure



On lave ensuite le café



Femme popoluca rôissant le café pour sa consommation



Annexe

Artículo 27 constitucional

[EXTRAITS]

v

La propiedad de las tierras y aguas comprendidas dentro de los límites del territorio nacional, corresponde originariamente a la Nación, la cual ha tenido y tiene el derecho de transmitir el dominio de ellas a los particulares, constituyendo la propiedad privada.

Las expropiaciones sólo podrán hacerse por causa de utilidad pública y mediante indemnización.

La Nación tendrá en todo tiempo el derecho de imponer a la propiedad privada las modalidades que dicte el interés público, así como el de regular, en beneficio social, el aprovechamiento de los elementos naturales susceptibles de aprobación, con objeto de hacer una distribución equitativa de la riqueza pública, cuidar de su conservación, lograr el desarrollo equilibrado del país y el mejoramiento de las condiciones de vida de la población rural y urbana. En consecuencia, se dictarán las medidas necesarias para ordenar los asentamientos humanos y establecer adecuadas provisiones, usos, reservas, y destinos de tierras, aguas y bosques, a efecto de ejecutar obras públicas y de planear y regular la fundación, conservación, mejoramiento y crecimiento de los centros de población; para preservar y restaurar el equilibrio ecológico; para el fraccionamiento de los latifundios; para disponer en los términos de la Ley reglamentaria, la organización y explotación colectiva de los ejidos y comunidades; para el desarrollo de la pequeña propiedad rural; para el fomento de la agricultura, de la ganadería, de la silvicultura y de las demás actividades económicas en el medio rural, y para evitar la destrucción de los elementos naturales y los daños que la propiedad pueda sufrir en perjuicio de la sociedad.

Corresponde también a la Nación el aprovechamiento de los combustibles nucleares para la generación de energía nuclear y la regulación de sus aplicaciones en otros propósitos. El uso de la energía nuclear sólo podrá tener fines pacíficos.

La Nación ejerce en una zona económica exclusiva situada fuera del mar territorial y adyacente a éste, los derechos de la soberanía y las jurisdicciones que determinen las leyes del Congreso. La zona económica exclusiva se extenderá a 200 millas náuticas, medidas a partir de la línea de base desde la cual se mide el mar territorial. En aquellos casos en que esa extensión produzca superposición con las zonas económicas exclusivas de otros estados, la delimitación de las respectivas zonas se hará en la medida en que resulte necesario, mediante acuerdo con estos estados.

La capacidad para adquirir el dominio de las tierras y aguas de la Nación, se regirá por las siguientes prescripciones:

IV

Las sociedades mercantiles por acciones podrán ser propietarias de terrenos rústicos, pero únicamente en la extensión que sea necesaria para el cumplimiento de su objeto.

En ningún caso las sociedades de esta clase podrán tener en propiedad tierras dedicadas a actividades agrícolas, ganaderas o forestales en mayor extensión que la respectiva equivalente a 25 veces los límites señalados en la Fracción XV de este Artículo. La Ley reglamentaria regulará la estructura de capital y el número mínimo de socios de estas sociedades, a efecto de que las tierras propiedad de la sociedad no excedan en relación con cada socio los límites de la pequeña propiedad. En este caso, toda propiedad accionaria individual, correspondiente a terrenos rústicos, será acumulable para efectos de cómputo. Asimismo, la Ley señalará las condiciones para la participación extranjera en dichas sociedades.

La propia Ley establecerá los medios de registro y control necesarios para el cumplimiento de lo dispuesto por esta Fracción;

vi

XV

En los Estados Unidos Mexicanos quedan prohibidos los latifundios.

Se considera pequeña propiedad agrícola la que no exceda por individuo de 100 hectáreas de riego o humedad de primera o sus equivalentes en otras clases de tierras.

Para los efectos de la equivalencia se computará una hectárea de riego por dos de temporal, por cuatro de agostadero de buena calidad y por ocho de bosque, monte o agostadero en terrenos áridos.

Se considerará, asimismo, como pequeña propiedad, la superficie que no exceda por individuo de 150 hectáreas cuando las tierras se dediquen al cultivo de algodón, si reciben riego; y de 300, cuando se destinen al cultivo del plátano, caña de azúcar, café, henequén, hule, palma, vid, olivo, quina, vainilla, cacao, agave, nopal o árboles frutales.

Se considerará pequeña propiedad ganadera la que no exceda por individuo la superficie necesaria para mantener hasta 500 cabezas de ganado mayor o su equivalente en ganado menor, en los términos que fije la Ley, de acuerdo con la capacidad forrajera de los terrenos.

Cuando debido a obras de riego, drenaje o cualesquiera otras ejecutadas por los dueños o poseedores de una pequeña propiedad se hubiese mejorado la calidad de sus tierras, seguirá siendo considerada como pequeña propiedad, aun cuando, en virtud de la mejoría obtenida, se rebasen los máximos señalados por esta Fracción, siempre que se reúnan los requisitos que fije la Ley.

Cuando dentro de una pequeña propiedad ganadera se realicen mejoras en sus tierras y éstas se destinen a usos agrícolas, la superficie utilizada para este fin no podrá exceder, según el caso, los límites a que se refieren los párrafos segundo y tercero de esta Fracción que correspondan a la calidad que hubieren tenido dichas tierras antes de la mejora;

Cuadro 1 1989
Distribución de los votos en la organización
Internacional del Café

VOTOS			VOTOS		
PAIS	EXPORT	IMPORT	PAIS	EXPORT	IMPORT
ANGOLA	10		COSTA MARFIL	56	
AUSTRALIA		13	JAMAICA	3	
AUSTRIA		16	JAPON		46
BELGICA Y LUX		29	KENIA	23	
BENIN	3		LIBERIA	5	
BOLIVIA	3		MADAGASCAR	17	
BRASIL	190		MALAWI	3	
BURUNDI	9		MEXICO	39	
CAMERUN	27		HOLANDA		44
CANADA		31	NUEVA ZELANDA		7
REP. AFRICANA	6		NICARAGUA	16	
COLOMBIA	154		NIGERIA	3	
R. CONGO	3		NORUEGA		15
COSTA RICA	24		PANAMA	3	
CHIPRE		5	PAPUA N.GUINEA	15	
DINAMARCA		2	PARAGUAY	3	
R. DOMINICANA	11		PERU	17	
ECUADOR	22		FILIPINAS	7	
EL SALVADOR	47		PORTUGAL		8
ETIOPIA	20		RUANDA	8	
FINLANDIA		20	SIERRA LEONA	6	
FRANCIA		87	SINGAPUR		12
GABON	3		SRI LANKA	3	
R.F.A.		117	ESPAÑA		30
CHANA	3		SUECIA		29
GRECIA		10	SUIZA		19
GUATEMALA	38		TANZANIA	15	
GUINEA	5		TAILANDIA	3	
HAITI	9		TOGO	7	
HONDURAS	19		TRINIDAD Y TOB.	3	
HUNGRIA		12	UGANDA	35	
INDIA	14		R.U.		42
INDONESIA	59		E.U.A.		300
IRLANDA		6	VENEZUELA	8	
ISRAEL		8	YUGOSLAVIA		17
ITALIA		57	ZAIRE	20	
			ZIMBABWE	3	
TOTAL	679	431	TOTAL	321	569

TOTAL GENERAL EXPORT 1,000 TOTAL GENERAL IMPORT 1,000

Cuadro 2
Porcentajes de cuotas asignadas a los exportadores
miembros de la OIC sujetos a cuotas de base,
año cafetero 83-84 87-88 (principales)

	83-84	87-88
Miembros oic export.	%	%
TOTAL	100.00	
SUAVES COLOMBIANOS	20.12	
COLOMBIA	16.28	16.17
KENIA	2.48	
TANZANIA	1.36	
OTROS SUAVES	23.36	23.51
COSTA RICA	2.16	
R. DOMINICANA	0.95	
ECUADOR	2.17	
EL SALVADOR	4.48	
GUATEMALA	3.47	
HONDURAS	1.49	
INDIA	1.24	
MEXICO	3.65	4.1
NICARAGUA	1.28	
PAPUA NUEVA GUINEA	1.16	
PERU	1.31	
ARABICAS NO LAVADAS	33.45	
BRASIL	30.83	30.48
ETIOPIA	2.62	
ROBUSTAS	23.07	
INDONESIA	4.55	4.75
OAMCAF*	11.96	11.34
UGANDA	4.44	
ZAIRE	2.12	

*Organisation Africaine et Malgaché du-Café